

# ELLE



LIVRE NUMÉRIQUE

*se bat pour  
la paix*

*Histoires et expériences vécues  
de femmes championnes de la  
paix en Afrique  
— racontées par les femmes.*





ELLE

LIVRE NUMÉRIQUE

*se bat pour  
la paix*





Ce livre est publié par le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine avec le soutien du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix des Nations Unies.

Menelik II Avenue, Zambezi Building 5th and 6th Floors,  
P.O. Box 1357, Addis Ababa, Éthiopie

Sites Internet :

<https://www.un.org/shestandsforpeace/>

<https://unoau.unmissions.org>

E-mail : [unoau-public-information@un.org](mailto:unoau-public-information@un.org)

Août 2022

Ce livre est la deuxième publication faisant suite à la première publiée en commémoration du 20ème anniversaire de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité des Nations Unies. Ce livre numérique retrace 23 parcours supplémentaires de femmes et d'organisations africaines contribuant à la mise en œuvre de l'agenda « Femmes, paix et sécurité » en Afrique. Il a aussi permis de faire entendre la voix des femmes en ce qui concerne leurs préoccupations et leurs expériences dans les efforts de construction de la paix.

Scénariste et consultante :  
Martha Tusiime Tukahirwa

Conception, mise en page et impression de la couverture :  
Phoenix Design Aid A/S (Danemark)



---

## Avis de non-responsabilité

Les désignations et la présentation des matériaux utilisés dans cette publication, y compris leurs citations, cartes et bibliographies respectives, n'impliquent pas l'expression d'une quelconque opinion de la part des Nations Unies concernant le statut juridique de tout pays, territoire, ville, région ou de ses autorités, ou concernant la délimitation de ses frontières ou limites.

En outre, les frontières des pays africains, les noms des nations et des États, les drapeaux affichés et les désignations utilisées dans cette publication n'impliquent pas l'approbation ou l'acceptation officielle par les Nations Unies.

Toute information pouvant être contenue dans cette publication et émanant d'actions et de décisions prises par les États n'implique pas la reconnaissance par les Nations Unies de la validité des actions et décisions en question et est incluse sans préjudice de la position de tout État membre des Nations Unies.

Les histoires présentées dans cette publication ont été écrites par des candidates sélectionnées à titre personnel. Dans certains cas, les candidates ont été interviewées et les scénarios ont été écrits et validés par les femmes, afin de s'assurer que l'histoire était vraiment la leur. Elles ne sont pas des représentantes d'un gouvernement, d'une autorité ou d'une institution. Pour garantir l'exactitude des récits, ils ont également été validés par l'ONU Femmes ainsi que par les missions politiques de l'ONU au niveau national.

**Copyright © 2022 UNOAU et © 2022 Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix. Tous droits réservés.**

Un extrait de la publication peut être téléchargé sur le site du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine (UNOAU) :

<https://unoau.unmissions.org>

Pour recevoir la version complète de ce livre, veuillez envoyer un e-mail à la Section de l'information publique du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine (UNOAU) à **[l'adresse suivante : unoau-public-information@un.org](mailto:unoau-public-information@un.org)**

Tous droits réservés. Le contenu de cette publication peut être librement cité.

Cependant, les citations doivent être rédigées de manière appropriée. Pour plus d'informations, veuillez envoyer un e-mail à l'Unité d'information publique du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine (UNOAU).

© Photo de l'ONU/Eskinder Debebe



---

« Les jeunes sont la plus grande ressource de l'Afrique. Si la majorité de la population jeune est composée de filles, alors nous devons accepter que les femmes et les filles sont la voix critique et les acteurs principaux pour construire les fondations d'une Afrique prospère et en paix avec elle-même. »

---

S.E. M. MOUSSA FAKI MAHAMAT, PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE, lors de la cérémonie d'ouverture du 4ème Panel de haut niveau de l'Union africaine sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sur le thème « Exploiter le dividende démographique par l'investissement dans la jeunesse : autonomiser les jeunes femmes et les filles » ADDIS ABEBA, ÉTHIOPIE, le 29 juin 2017

---

« La meilleure façon d'honorer l'engagement inspirant et la bravoure des femmes artisans de la paix est d'ouvrir les portes à leur participation significative. Faisons avancer l'horloge des droits des femmes et donnons à la moitié de l'humanité la possibilité de construire la paix que nous recherchons tous »

---

Remarque du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, lors du débat public du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité, le 21 octobre 2021

---

## Remerciements

Ce livre numérique « Elle se bat pour la paix », publié par le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine (UNOAU), a été rendu possible grâce au soutien du Département des affaires politiques et de consolidation de la paix des Nations Unies (DPPA). L'UNOAU tient également à remercier le Gouvernement du Royaume de Norvège et l'Agence suédoise de coopération internationale au développement pour leur soutien.

Nous tenons à remercier particulièrement la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, Rosemary DiCarlo, et l'ancienne Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies auprès de l'Union africaine et chef de l'UNOAU, Hanna S. Tetteh, pour leurs conseils et leur encadrement au cours du processus.

Nous remercions également l'équipe Genre du Département des affaires politiques et de consolidation de la paix des Nations Unies (DPPA) au siège de New York, les bureaux de pays d'ONU Femmes au Burundi, au Cameroun, au Kenya, au Libéria, au Nigeria, au Rwanda, en Ouganda, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL), la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (UNSOM), la Mission des Nations au Soudan du Sud (MINUSS) et le Bureau du coordonnateur résident des Nations Unies au Cameroun pour leur soutien et leurs conseils.

Sincère gratitude à ceux qui ont soutenu, alimenté et répondu à l'appel ouvert à candidatures, notamment tous ceux qui ont proposé des femmes africaines exceptionnelles pour figurer dans le livre et celles qui ont pris le temps de postuler elles-mêmes.

Enfin, nous remercions Martha Tusiime Tukahirwa avec qui l'équipe Genre de l'UNOAU a travaillé pour interviewer les nominées, écrire les scénarios des histoires et compiler le livre numérique.

# Avant-propos

## par RosemaryA. DiCarlo

Secrétaire générale adjointe des Nations Unies aux affaires politiques et à la consolidation de la paix



Les contributions essentielles des femmes à la reconstruction des sociétés ravagées par des conflits violents sont trop rarement documentées ou mises à profit dans la recherche de la paix. Ce livre numérique captivant apporte une correction opportune à ce problème. Il illustre, à travers les histoires personnelles de femmes courageuses, l'identification des besoins de leurs communautés et la conception et la mise en œuvre de solutions inclusives et durables pendant et après les combats.

Les témoignages recueillis dans ce livre numérique découlent d'une profonde introspection, et certains d'une tragédie personnelle. Ils attirent l'attention sur les difficultés politiques, humanitaires, sociales et économiques rencontrées par les femmes présentées. Ils démontrent également le grand courage, la créativité et la persévérance inhérents à leurs efforts pour construire des sociétés plus équitables et pacifiques. Je les salue pour leur leadership inspirant.

Je voudrais également saluer le travail de l'Union africaine. Dans le Cadre commun ONU-UA pour un partenariat renforcé en faveur de paix et de la sécurité, l'agenda « Femmes,

paix et sécurité » constitue un pilier central. Avec la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité et les textes ultérieurs sur l'agenda « Femmes, paix et sécurité », la communauté internationale a affirmé sans équivoque l'importance de la participation et du leadership des femmes dans la prévention, le règlement des conflits, la consolidation de la paix et la reconstruction.

Le Département des affaires politiques et de consolidation de la paix des Nations Unies défend activement la participation significative et égale des femmes aux processus politiques et de paix en tant qu'élément central de nos efforts pour prévenir les conflits et aider les partenaires à trouver des solutions politiques à l'épreuve du temps et un développement durable. Les histoires contenues dans cette publication sont une preuve indéniable de l'importance de ce travail. Nous poursuivrons notre soutien et notre partenariat avec les femmes africaines dans leur lutte pour la paix, la justice et l'égalité.

J'espère que vous serez aussi inspirés que moi par les histoires contenues dans ces pages.

---

Lina Ekomo - Femme leader  
en République centrafricaine

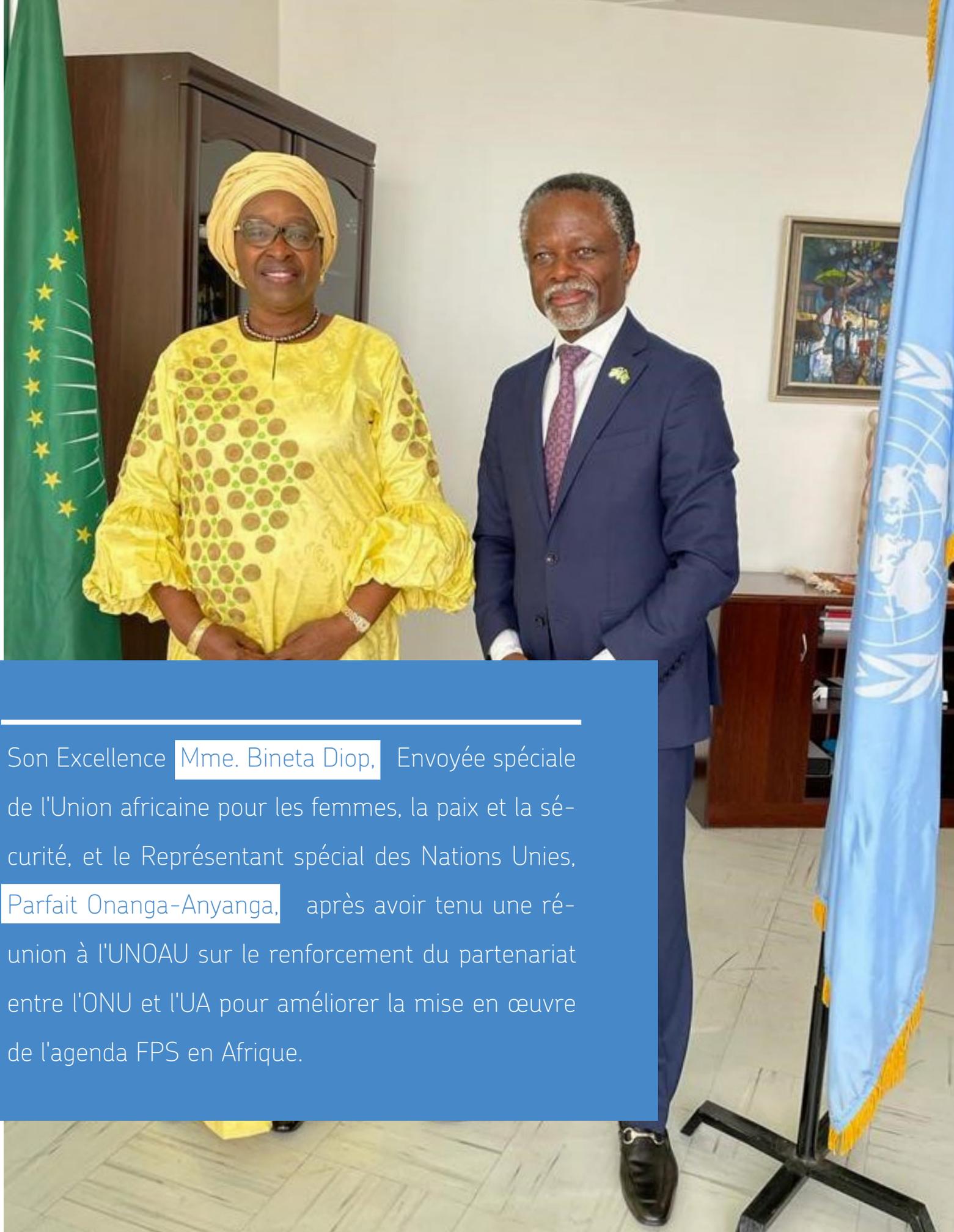


14	AVANT-PROPOS	
	INTRODUCTION	16
	LÉONIE ABELA	24
	DR. EMMILY KOITI	28
	ASYA AL-SHUWAIDI	
	& FEU AMAL BARAKA	32
	WIPNET, WANEP	34
	BEATA MUKARUBUGA	38



*Maintien de la paix de l'ONU*

CENTRE INTERNATIONAL DES FEMMES		ATOCH DENG	80
POUR LA PAIX	42	SULafa BABO	82
ROSE TUOMBEANE	48	AMINA HAGI ELMi	86
NEEMA NAMADAMU	52	PETRONILLE VAWEKA RUTAYA	90
ASHA HAGI ELMi	56	ESTHER OMAM NJOMO	94
PASTEUR ESTHER IBANGA	60	JANE MACHIRA	98
STELLA MYSTICA SABIITI	64	FEMMES VOLONTAIRES POUR LA PAIX	102
ANNE-MARIE MUSABYEMUNGU	68	AISHA EL-ZADMA	104
COLONELLE, DR. THEOPHILIA SHAANIKA	72		
CECILIA ALUPO ENGOLE	76		



---

Son Excellence Mme. Bineta Diop, Envoyée spéciale de l'Union africaine pour les femmes, la paix et la sécurité, et le Représentant spécial des Nations Unies, Parfait Onanga-Anyanga, après avoir tenu une réunion à l'UNOAU sur le renforcement du partenariat entre l'ONU et l'UA pour améliorer la mise en œuvre de l'agenda FPS en Afrique.



# Avant-propos de Mme Bineta Diop

Envoyée spéciale pour les femmes, la paix et la sécurité auprès de l'Union africaine

---

Les femmes ont souvent été considérées comme des victimes de conflits. Ce point de vue cache et diminue les rôles importants que jouent les femmes en tant que leaders, notamment pour aider à mettre fin aux conflits, développer les efforts de réintégration post-conflit et la reprise économique, et même pour initier les processus de médiation dans des situations complexes. Elles travaillent dans leurs communautés, dans des camps de personnes déplacées et de réfugiés, cherchant à protéger des vies. Ce livre numérique est un témoignage des efforts extraordinaires déployés par les femmes africaines et de leur engagement dans la résolution pacifique des conflits.

Je voudrais avant tout remercier toutes les femmes présentées dans ce livre qui ont généreusement partagé leurs histoires et leurs réalités dans des situations de conflit pour que nous puissions tous lire et être inspirés afin de travailler ensemble pour la paix en Afrique. Elles ont partagé leurs précieuses expériences et leurs idées en tant que militantes, travailleuses humanitaires, artisanes de la paix, médiatrices et défenseuses des droits de l'homme. Elles ont contribué à faire de ce livre une lecture riche et émouvante incitant à l'action.

Les conflits complexes et prolongés étant de plus en plus fréquents sur le continent africain, et les parties prenantes directement touchées étant de plus en plus nombreuses, il

est devenu évident que les solutions pour instaurer la paix doivent évoluer. Outre le fait que la participation des femmes est un droit fondamental, les femmes issues de communautés marginalisées sont plus souvent touchées de manière disproportionnée dans ces conflits plus complexes. De même, les expériences partagées par les femmes présentées dans ce livre numérique leur donnent un aperçu unique des facteurs complexes qui sont à l'origine des conflits.

J'espère que ce livre numérique inspirera une action rapide et positive sur la manière dont nous aidons les femmes dans toute leur diversité à participer aux plus hauts niveaux de prise de décision en matière de paix et de sécurité. Bien que ces histoires et expériences n'offrent qu'un aperçu des expériences, le fait qu'elles soient documentées sur la base de leurs voix à la première personne illustre l'opportunité et l'appel à une mise en œuvre urgente et accélérée de la RCSNU1325 et de l'agenda FPS de l'Union africaine.

Je remercie l'UNOAU d'avoir offert aux femmes africaines une plateforme leur permettant de faire entendre leur voix et de partager leurs expériences vécues. Je salue également le partenariat continu avec l'Union africaine, qui permet de faire taire les armes et d'ouvrir la voie à une ère de résolution pacifique des conflits en Afrique.

# Avant-propos de Parfait Onanga-Anyanga

Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies auprès de l'Union africaine & Chef du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine (UNOAU)

En 2020, à l'occasion du vingtième anniversaire de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité des Nations unies sur les femmes, la paix et la sécurité, le Bureau des Nations unies auprès de l'Union africaine, en collaboration avec la Commission de l'Union africaine, a publié le livre « **Elle se bat pour la paix** », qui présente les histoires et les expériences de 16 femmes individuelles et de 4 réseaux de femmes qui ont participé aux efforts de consolidation de la paix sur le continent. Certaines d'entre elles étaient des médiatrices, des militantes et d'autres apportaient un soutien aux femmes victimes de violences sexuelles dans les conflits. Elles avaient toutes pour objectif commun de contribuer à la consolidation de la paix, à la reconstruction et au renforcement des communautés et, dans certains cas, de prendre soin et de réhabiliter les femmes, les filles et les membres les plus vulnérables de la société victimes de conflits. Le livre a permis de faire entendre les voix de ces femmes et a souligné la nécessité de la pleine mise en œuvre de l'agenda « Femmes, paix et sécurité » ; il s'inscrit également dans le cadre d'un effort plus large visant à assurer l'inclusion des femmes de tous âges dans le renforcement du partenariat entre les deux organisations sur les questions relatives à la paix et à la sécurité. Sa publication a été suivie d'un dialogue de haut niveau sur les femmes, la paix et la sécurité ainsi que de la production de deux séries de podcasts « **Elle se bat pour la paix** », comprenant un total de 22 épisodes sur différents thèmes de l'agenda « Femmes, paix et sécurité » (FPS)

En guise d'initiative de suivi, nous avons lancé un appel à contributions et à recommandations pour développer ce livre électronique qui présente les histoires de 20 femmes et de 3 réseaux de femmes/organisations de la société civile sélectionnés à travers le continent africain qui ont également été impliqués dans la consolidation de la paix, la médiation et le soutien aux survivants de conflits et de déplacements. Ces histoires ont été écrites et racontées par les femmes elles-mêmes, parta-

geant leurs expériences en matière de prévention des conflits, de consolidation de la paix et de réconciliation, et sur l'impact des conflits. Les récits mettent en lumière la résilience, la force et le courage des femmes qui ont cherché à reconstruire leurs communautés et leurs nations, à protéger les droits humains des femmes et des filles et à apporter un soutien aux victimes de violences sexuelles liées aux conflits.

Lors de mes visites en Somalie, au Kenya, en Sierra Leone, au Mali, au Niger et en Éthiopie, qui est le pays hôte de l'UNOAU, et dans mes interactions avec des femmes de tous âges d'autres pays africains, j'ai rencontré de nombreuses femmes d'horizons divers qui jouent des rôles louables dans leurs communautés. Ces dernières ont également une vision claire de la manière de relever les défis liés à la paix et à la sécurité auxquels elles sont confrontées, tout en reconnaissant le traumatisme et l'impact sur les victimes et en démontrant par leurs efforts un engagement à apporter une contribution positive. Leurs expériences montrent la corrélation entre le genre et le pouvoir, et leurs témoignages nous aident à approfondir nos liens, à sympathiser avec elles et à accepter notre humanité commune. Leurs voix et leurs visages racontent leurs histoires et témoignent de ce dont leurs familles, leurs communautés et leurs pays ont besoin pour mettre les troubles du passé derrière eux et aller de l'avant avec confiance et optimisme. Ce n'est là qu'un échantillon des femmes impliquées dans ces processus à travers l'Afrique, et il est important que nous documentions leurs histoires, que nous reconnaissons les contributions des femmes à la consolidation de la paix et que nous plaidions pour leur inclusion dans la négociation des processus de paix.

Le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine, avec le soutien du Département des affaires politiques et de consolidation de la paix et du Ministère norvégien des affaires étrangères, est heureux de partager les expériences de ces femmes, et j'espère que vous les trouverez intéressantes à lire.

# INTRODUCTION

---

L'élaboration de l'agenda « Femmes, paix et sécurité » en Afrique trouve son histoire et son origine dans la Déclaration de Windhoek en l'an 2000, qui a conduit à la naissance et à l'adoption de la résolution 1325 du CSNU. Depuis lors, l'Afrique a fait des progrès en termes de mise en place de cadres juridiques et politiques, en établissant des mécanismes institutionnels pour la mise en œuvre de l'agenda FPS et en effectuant différentes actions de revendication.

Les femmes en Afrique sont engagées à différents niveaux et font beaucoup de travail pour promouvoir et maintenir la paix sur le continent. Pourtant, leurs histoires sont souvent ignorées et les contributions des femmes ne sont pas reconnues. Cela est dû au manque systématique de documentation et de partage de leur travail et au manque d'accès aux plateformes existantes pour partager leurs histoires. Le Secrétariat des Nations Unies et la Commission de l'Union africaine ont déployé des efforts pour accélérer les progrès et tenir les engagements pris concernant la mise en œuvre de l'agenda sur les femmes, la paix et la sécurité en Afrique. Dans le contexte plus large du

Cadre conjoint ONU-UA du partenariat renforcé pour la paix et la sécurité, les deux organisations ont convenu de renforcer davantage leur collaboration en ce qui concerne les femmes, la paix et la sécurité.

En février 2020, le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine (UNOAU) et trois départements de la Commission de l'Union africaine (CUA), le Département de la paix et de la sécurité, le Département des affaires politiques et le Bureau de l'Envoyée spéciale de la CUA pour les femmes, la paix et la sécurité, ont publié conjointement un livre commémoratif, intitulé « Elle se bat pour la paix », qui rend hommage à vingt femmes et organisations de femmes africaines qui ont apporté une contribution exceptionnelle à la paix et à la sécurité sur le continent. Les histoires présentées dans le livre mettent en lumière les impressionnants efforts de paix déployés par les femmes à travers le continent. Des efforts qui sont restés largement méconnus et, comme le soulignent de nombreuses femmes présentées dans le livre, non soutenus et sous-financés. La publication a de nouveau souligné la nécessité de mettre pleinement en

Des Casques bleus  
malawiens servant dans  
le cadre de l'Opération  
des Nations Unies en  
Côte d'Ivoire (ONUCI)  
accueillent des enfants  
lors d'une patrouille en  
août 2012.



ONUCI / Patricia Estève

œuvre l'agenda sur les femmes, la paix et la sécurité en Afrique, de continuer à raconter les histoires des femmes artisanes de la paix, en particulier celles qui travaillent au niveau local, et de faire entendre leur voix.

L'UNOAU et l'UA, avec le soutien des gouvernements suédois et norvégien, ont tenu un dialogue virtuel de 2 jours les 30 novembre et 1er décembre 2020 pour commémorer le 20ème anniversaire de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité (FPS) avec comme thème : « **Faire avancer l'agenda FPS : leadership politique, partenariats et action concrète au-delà de 2020** ». Le dialogue a créé une opportunité pour les participants de partager leurs expériences, d'identifier les lacunes dans la mise en œuvre de l'agenda FPS sur le continent et de formuler des recommandations pour améliorer la mise en œuvre de la résolution 1325 du CSNU sur le continent.

L'UNOAU a continué à mettre en lumière les réalisations des femmes africaines et des réseaux de femmes dans la promotion de la paix et de la sécurité, la nécessité de promouvoir la par-

ticipation des femmes et la responsabilisation des parties prenantes en produisant une série de podcasts « Elle se bat pour la paix » comprenant 22 épisodes. L'UNOAU est également en train de développer le site Web « Elle se bat pour la paix » qui servira de point de référence et d'apprentissage des progrès de la promotion de l'agenda pour les femmes, la paix et la sécurité en Afrique.

La publication de ce livre numérique « Elle se bat pour la paix » est une continuation des efforts de l'UNOAU pour faire entendre les voix des réseaux de femmes et d'hommes qui apportent des contributions exceptionnelles à la promotion de la paix et de la sécurité en Afrique.

Ce livre numérique est publié par le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine (UNOAU) avec le soutien du Département des affaires politiques et de consolidation de la paix des Nations Unies (DPPA). Le livre numérique contient les histoires de 20 femmes et 3 réseaux de femmes.



« L'expérience montre très clairement que lorsque les femmes sont impliquées, la pérennité de la paix peut être assurée. »

---

S.E. Ellen Johnson Sirleaf



Un groupe de santé des femmes dans le camp de réfugiés de Jamam au Soudan du Sud, 2012.

## Résumé de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies

L'agenda de la paix et de la sécurité sur le continent africain a été conduit et promu par les femmes, surtout si l'on considère que plusieurs pays du continent sont soit en conflit, soit en train de sortir d'un conflit. Dans ces contextes, elles continuent de constater les effets profonds de la guerre, des conflits et de leurs conséquences sur les rôles des sexes, en particulier sur l'autonomie des femmes et leur capacité à influencer la scène sociale et politique. Cependant, nous continuons d'assister à de nouvelles opportunités pour les femmes d'influencer les structures sociales et politiques.

Sur le continent africain, les femmes, toutes catégories démographiques confondues, jouent des rôles importants en tant que gardiennes de la culture et nourricières des familles. Pourtant, dans les périodes précaires de conflit, elles ne sont pas représentées à la table des négociations de paix ou dans les efforts de reconstruction communautaire. Selon ONU Femmes, les femmes représentent moins de 10% des négociateurs de paix dans le monde et seulement 3% des signataires des accords de paix.

La communauté internationale a reconnu l'importance de la participation des femmes à la création des conditions d'une paix permanente ; ainsi, le 31 octobre 2000, le Conseil de sécurité des Nations Unies

a adopté la résolution historique 1325 sur les femmes, la paix et la sécurité, qui reconnaît le rôle essentiel que les femmes peuvent jouer dans la prévention et la résolution des conflits, la négociation de la paix, la participation au maintien de la paix et à l'intervention humanitaire et la consolidation de la paix après un conflit. La résolution appelle notamment les femmes à participer pleinement à tous les efforts visant à maintenir et à promouvoir la paix et la sécurité. La résolution demande également à l'ONU de solliciter et de prendre en compte tous les points de vue sur les questions de genre afin d'accroître le rôle des femmes dans toutes les activités de paix et de sécurité. Elle demande également que toutes les parties en guerre prennent des mesures spéciales pour protéger les femmes et les filles contre la violence sexiste, en particulier le viol et autres formes d'abus sexuels.

L'Afrique continue d'être à l'avant-garde en termes d'évolutions normatives sur les femmes, la paix et la sécurité. Bien que plusieurs instruments législatifs et politiques postérieurs à la résolution 1325 du CSNU aient intégré ses principes en abordant les questions de sécurité conventionnelles dans le cadre de l'agenda « Femmes, paix, et sécurité », la résolution 1325 du CSNU reste un pilier essentiel de la promotion de l'agenda « Femmes, paix, et sécurité » en Afrique.

## CHACUN DES MANDATS DE LA RÉOLUTION EST LIÉ À L'UN DES QUATRE PILIERS FONDAMENTAUX :



### PARTICIPATION

Participation accrue des femmes à tous les niveaux de prise de décision, y compris dans les institutions nationales, régionales et internationales ; dans les mécanismes de prévention, de gestion et de résolution des conflits ; dans les négociations de paix ; dans les opérations de paix, en tant que soldats, policières et civiles ; et en tant que représentantes spéciales du Secrétaire général de l'ONU.



### PROTECTION

Protection spécifique des femmes et des filles contre les violences sexuelles et sexistes, y compris dans les situations d'urgence et humanitaires, comme dans les camps de réfugiés.



### PRÉVENTION

Amélioration des stratégies d'intervention dans la prévention de la violence à l'égard des femmes, notamment en poursuivant les responsables de violations du droit international ; en renforçant les droits des femmes en vertu de la législation nationale ; et en soutenant les initiatives de paix des femmes locales et les processus de résolution des conflits.



### AIDE & RECONSTRUCTION

Appelle à l'avancement des mesures de secours et de redressement pour aborder les crises internationales à travers un prisme sexospécifique, notamment en respectant la nature civile et humanitaire des camps de réfugiés, et en prenant en compte les besoins des femmes et des filles dans la conception des camps et des installations de réfugiés.

Malgré ces exigences, ONU Femmes affirme que le pourcentage de femmes participant aux pourparlers de paix a stagné en dessous de 10 % depuis l'adoption de la résolution. Les résultats ont eu un impact dévastateur sur la vie des femmes. Il est temps de faire pression pour que des progrès soient accomplis pour accroître la participation active des femmes dans les questions de paix et de sécurité.

À ce jour, vingt-neuf (29) États membres de l'ONU ont élaboré et adopté **la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies relative aux Plans d'action nationaux (PAN)**. Ils comprennent notamment :

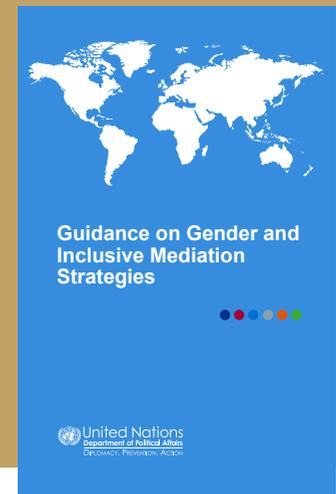
L'Angola, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, la République centrafricaine, la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo (RDC), la République de Djibouti, le Gabon, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la République de Guinée-Bissau, le Kenya, le Libéria, le Mali, le Mozambique, la Namibie, le Niger, le Nigéria, la République du Congo, le Rwanda, le Sénégal, la Sierra Leone, l'Afrique du Sud, le Soudan, le Soudan du Sud, le Togo, l'Ouganda



H.E. DR. SPECIOSA WANDIRA  
PANEL OF THE WISE

THERESA WHITFIELD

PHILIPS



« Amener les femmes à la table de la paix ne suffit pas. Pour maximiser la contribution des femmes, elles doivent également posséder des compétences en négociation et en consolidation de la paix... »

S.E. Specioza Wandira Kazibwe - Ancienne vice-présidente de l'Ouganda et membre du Groupe des Sages de l'UA





LEONIE ABELA

# LEONIE ABELA



Leonie Abela est une négociatrice de paix et militante renommée qui a été la pionnière des approches de médiation centrées sur la communauté en Afrique. Elle a été médiatrice en chef du processus de paix qui a abouti à l'accord de paix de Mabanga.

J'ai toujours affirmé que la consolidation de la paix est une cause noble, allant au-delà de mon travail de militante pour la paix.

Mon identité riche et complexe m'a poussé à m'ancrer dans le travail de promotion de la paix. Je suis née en Ouganda, j'ai grandi dans l'est de la RDC, je me suis mariée avec un Rwandais et nous nous sommes installés au Kenya où nos enfants sont nés. Pendant que je vivais en République démocratique du Congo avec ma famille, nous étions confrontés à la stigmatisation sociale parce que nous étions considérés comme des « étrangers ». C'est à ce moment-là que j'ai réalisé que je devais intégrer la coexistence pacifique dans mon travail.

Au cours des 14 dernières années, j'ai été impliquée dans la consolidation de la paix en travaillant avec des organisations et des réseaux divers. Ce parcours m'a amené à raviver les capacités, les compétences et les connaissances des communautés dans les mécanismes de résolution des conflits. Je crois profondément aux processus dirigés et appropriés par les citoyens, visant à parvenir à une coexistence pacifique en utilisant des approches locales, empruntées, ou adaptées de la transformation des conflits, de la consolidation de la paix et de la médiation des conflits. Le tout ancré dans des processus constructifs de dialogue communautaire.

Suite aux violences post-électorales vécues lors des années 2007-2008 au Kenya, j'ai travaillé avec des ONG locales pour faciliter un processus de dialogue entre deux communautés de la vallée du Rift et de la région de Nyanza, ce qui a abouti à la signature d'un contrat social de coexistence pacifique entre ces communautés. Au cours de ce processus, nous avons utilisé une approche de médiation connue sous le nom de « Rétablissement de la paix communautaire et réconciliation », principalement mise en œuvre au niveau communautaire et ciblant les membres de la plus petite unité de l'administration géopolitique tout en s'étendant et en atteignant d'autres unités administratives. L'approche vise à concrétiser les accords de paix négociés par les hauts dirigeants politiques au niveau communautaire. L'approche est structurée de telle sorte qu'elle rassemble les communautés ou les groupes divisés dans un

dialogue pour analyser les causes profondes des conflits qui menacent leurs relations et leurs moyens de subsistance. Ensuite, ils explorent ensemble les moyens d'aborder les facteurs de conflit identifiés, concluent un accord de paix communautaire qui stipule les mesures adoptées conjointement pour résoudre les conflits actuels et prévenir les conflits émergents ; enfin, ils identifient et mettent en œuvre ensemble les dividendes/projets de paix destinés à consolider la coexistence pacifique, la réconciliation et à ouvrir la voie au développement communautaire au sens large. Cette approche a démontré son efficacité par ses résultats positifs car elle donne aux membres de la communauté la possibilité d'être à l'avant-garde, de diriger l'ensemble du processus de négociation, de s'approprier le processus et d'assurer sa durabilité.

Plus important encore, l'approche décrite ci-dessus crée un environnement propice où les citoyens s'engagent sur de nombreuses autres questions affectant leur vie, telles que leur propre participation à la bonne gouvernance et l'exigence de responsabilité, la promotion des droits de l'homme et du développement, l'égalité des sexes, la protection de l'environnement ainsi que d'autres enjeux d'intérêt communautaire et national. L'approche peut être facilement adaptée à n'importe quel contexte de conflit, comme illustré dans l'expérience ci-dessous.

L'approche avait été utilisée auparavant au Burundi, à une époque où les conflits communautaires étaient courants, et il fallait s'inspirer de la manière dont les communautés pouvaient en venir à résoudre les conflits. Lorsqu'elle a été expérimentée, les communautés en guerre s'asseyaient sous un arbre pendant des heures pour identifier les causes profondes du conflit. Le processus de dialogue comportait des questions très simples, telles que « Pourquoi avez-vous décidé de vous battre ? », « Quels facteurs vous ont amené à ce désaccord ? » Chaque réponse révélait des problèmes plus profonds et les causes fondamentales correspondantes.

En 2011, j'ai testé l'approche ci-dessus dans un autre contexte de conflit au Kenya dans lequel j'ai assumé le rôle de médiatrice en chef, menant des négociations de paix qui ont

réuni 130 anciens de trois groupes ethniques : Kopsiro, Kaptama et Cheptais. La négociation de paix proprement dite, qui a duré une semaine entière, a été l'aboutissement d'un parcours communautaire de trois (3) ans, avec des négociations à plusieurs niveaux (des négociations et dialogues intra et intercommunautaires) culminant avec la signature d'un pacte de paix connu sous le nom de « l'accord de paix de Mabanga », qui a été observé et porte la signature du vice-président de l'époque, l'Honorable Kalonzo Musyoka. Elle a impliqué plusieurs parties prenantes à différents niveaux, y compris des représentants des dirigeants culturels, les dirigeants religieux, les femmes, les jeunes, les acteurs de la paix, les ONG travaillant sur la transformation des conflits, les médias et une représentation des dirigeants politiques. Bien que le processus ait été un succès à bien des égards, il comportait un défi important lié à l'inclusion des femmes à la table de négociation compte tenu du milieu fortement patriarcal dans lequel nous sommes intervenus. Néanmoins, nous avons dû créer une plate-forme pour

les femmes nous permettant d'ajouter un addendum à l'accord de paix qui mettait en évidence les problèmes des femmes de manière plus détaillée et significative. L'accord de paix a joué un rôle déterminant et est devenu un outil de négociation pour obtenir une juste représentation des dirigeants politiques entre les trois principaux groupes ethniques dans le nouveau système de gouvernance instauré par les élections générales de 2013, évitant par la suite la violence à motivation politique qui était devenue une récurrence cyclique à chaque année électorale.

À ce jour, l'accord est toujours en vigueur, comme l'a récemment mentionné le comité directeur national sur la paix et les conflits (Trans Nzoia Branch) en déclarant : « Nous voulons que l'accord de Mabanga soit réexaminé pour aider à fournir un cadre pour la prévention et la gestion des conflits en vue de l'élection de 2022 et les politiques et violences potentielles qui y sont liées ».

J'ai également eu l'occasion de former des praticiens de la consolidation de la paix au niveau communautaire selon l'ap-

---

L'expression « Le Conflit du Mont Elgon » est un raccourci pratique fréquemment utilisé dans les publications populaires et scientifiques qui désigne une violence prolongée pour les ressources foncières entre les membres de diverses communautés vivant sur le versant kenyan de la montagne à la frontière avec l'Ouganda. Ces événements dramatiques, qui ont entraîné des violations à grande échelle des droits de l'homme et généré d'importants déplacements internes, ont commencé en 2006 et ont duré les deux années suivantes jusqu'à ce qu'ils soient finalement réprimés par une intervention brutale des forces de sécurité kenyanes. Si l'implication militaire du gouvernement a mis fin aux actes de violence intercommunautaires généralisés, elle a également laissé structurellement intacts à la fois les déterminants économiques de la violence ainsi que ses conséquences directes sous forme de ressentiments et de griefs individuels et intercommunautaires. Aucune solution globale n'a été présentée par les autorités kenyanes pour résoudre l'impasse économique héritée du passé

concernant la répartition des terres, ni pour concilier les intérêts des différents groupes et des victimes de l'injustice économique d'avant le conflit. Cette omission a mis en péril la paix et la sécurité dans la région, ce qui a été aggravé par le fait que les auteurs et les victimes de la violence vivaient les uns à côté des autres et avaient facilement accès à des armes légères et de petit calibre. Dans ce contexte, des conseils autochtones d'anciens représentant les communautés concernées, facilités par certaines organisations non gouvernementales (ONG) kenyanes, ont élaboré l'accord de paix de Mabanga (APM) du 21 octobre 2011. Le document a marqué un tournant dans le processus local de justice transitionnelle (JT). Il a mis en place un plan de coopération intercommunautaire qui a pu démarrer immédiatement, offrant ainsi un cadre de gestion post-conflit abordant les questions de réconciliation intercommunautaire dans le contexte d'un conflit foncier prolongé.

---

**SOURCE**

proche susmentionnée dans plusieurs pays africains, notamment la Tanzanie, l'Ouganda, la RDC, l'Éthiopie, le Mali, la République centrafricaine, le Sud-Soudan et la Guinée Conakry.

On m'a récemment demandé d'éditer le projet de livre qui documente tous les processus qui ont conduit à l'adoption et à la signature de l'Accord de paix de Mabanga. J'espère qu'il sera publié dans l'année à venir avant les élections générales de 2022 au Kenya.

J'ai eu plusieurs succès, dont certains ont consisté à diriger et à faciliter des processus de paix réussis et inclusifs, parfois dans des contextes très hostiles et dominés par les hommes. Par exemple, être une femme et diriger une équipe de médiateurs en tant que médiatrice en chef, réunir 130 membres d'un conseil d'anciens de trois communautés ethniques pour négocier leur accord de paix et conclure le processus avec l'adoption et la signature de l'accord de paix de Mabanga, était un succès important. Dix ans plus tard, l'Accord de paix de Mabanga est toujours en vigueur. L'Accord de paix de Mabanga est actuellement une ressource de référence en matière de prévention et de gestion des conflits ; il fait à ce jour l'objet de recherches et d'études. Cela a incité plusieurs auteurs à s'intéresser aux processus menant à la conclusion d'accords de paix.

À une époque où les relations entre le Rwanda et la RDC étaient très hostiles et tendues, j'ai dirigé une table ronde régionale pour obtenir l'engagement des décideurs politiques de la RDC, du Rwanda et du Burundi à soutenir les recommandations des citoyens pour une feuille de route pour la paix dans la Région. Ces recommandations sont le résultat d'un parcours de trois ans de consolidation de la paix régionale intégrant une recherche-action menée dans les trois pays cibles mentionnés ci-dessus, dans des parlements régionaux virtuels et un dialogue communautaire dirigé par des artisans de la paix. C'était en 2016 lorsque les relations entre le Rwanda et la RDC étaient très hostiles et tendues.

La participation au brainstorming initial et aux discussions qui ont conduit à la création du réseau mondial des femmes médiatrices que nous avons nommé « Community Voices for Peace and Pluralism/Africa », avec notre fondatrice principale, Mme Alice Wairimu Nderitu, est une étape majeure vers un mouvement de paix sociale de femmes médiatrices qui continuent d'interagir et de partager leurs connaissances sur les problèmes affectant notre continent et les options pour les résoudre. Notre réseau est un puits dans lequel vous pouvez puiser de l'eau pour étancher toute soif liée au domaine aux multiples facettes de la consolidation de la paix.

Me tenir debout en tant que femme médiatrice en chef devant 130 membres du conseil des anciens, tous des hommes,



y compris mon équipe de médiation qui comptait 3 hommes, faciliter diverses séances de négociation pendant une semaine entière et finalement obtenir l'accord de paix de Mabanga, a été mon moment décisif. Si j'ai pu le faire, beaucoup d'autres femmes peuvent aussi le faire.

Je suis actuellement en train de déployer une plate-forme pour « Passer le relais » qui vise à encadrer, influencer et inspirer les jeunes femmes et hommes à apporter leur contribution à la reconstruction de l'Afrique et à la rendre pacifique et prospère. J'espère que cela se fera par le biais de la mise en réseau et du partage d'informations, de la production de connaissances, en donnant plus d'espace au mouvement des plus jeunes et en plaçant les plus anciens dans une position plus consultative.

Nous avons, et ils ont, tout ce qu'il faut (le pouvoir est à l'intérieur) pour reconstruire notre beau continent et le libérer des conflits, de la pauvreté, de l'esclavage mental, de la corruption et de tous les autres maux qui continuent de paralyser ses capacités, de détruire sa beauté, de piller sa richesse, de saper ses riches traditions et ses valeurs pour n'en citer que quelques-uns. Nous avons besoin de jeunes Africains fiers d'être Africains, qui aiment l'Afrique et qui sont prêts à construire l'Afrique que nous voulons. Ils ont besoin d'être encouragés. Je me vois faire le tour de l'Afrique et parler à nos jeunes Africains, les influencer et les inspirer pour jouer leur rôle dans la reconquête de notre cher continent



DR. EMMILY KOITI

# Dr. EMMILY KOITI



La Dr Emily Koiti est un médecin sud-soudanais de par sa formation et sa pratique. Elle est également une artisanne de la paix et une militante des droits humains. Elle a joué un rôle essentiel en tant que signataire de l'Accord revitalisé sur la résolution du conflit en République du Soudan du Sud (R-ARCSS) représentant la jeunesse du Soudan du Sud.

L'activisme est au centre de la médecine tout comme la paix est un déterminant clé de la santé de la société. Mon appréciation de la paix maintient ma flamme allumée dans ces rôles clés que je joue dans ma vie quotidienne.

J'ai consciemment commencé à être une militante pour la paix au Soudan du Sud il y a dix ans, alors que j'étais encore étudiante à l'université et à la suite d'une grève qui a débuté à cause de différences ethniques parmi les étudiants. Je me souviens à quel point il était tragique pour plusieurs étudiants ambitieux comme moi de perdre une année scolaire entière à cause de ce qui peut être considéré comme un conflit violent et insensé. C'est là que j'ai réalisé que le Soudan du Sud n'était que le début du travail acharné vers la construction de la nation et que l'obtention de l'indépendance en 2011 ne résoudrait pas tous les problèmes. Cela dit, j'étais aussi consciente que je devais prendre des mesures actives pour construire la paix dans mon pays. C'est à partir de ce moment que je me suis impliquée intentionnellement dans de nombreuses initiatives visant à permettre au Soudan du Sud d'obtenir un dynamisme social, politique et économique significatif, comme l'avaient envisagé les militants qui avaient défini la lutte politique vers l'indépendance du Soudan du Sud.

Mon parcours en tant que femme militante pour la paix a été intentionnel, enrichissant, évolutif, mais a également comporté de grands défis et des risques du fait d'être une jeune femme dans une société patriarcale.

Depuis, j'ai rejoint, cofondé et dirigé différentes initiatives qui abordent les questions de droits de l'homme, l'inclusion des jeunes dans la gouvernance et l'édification de la nation,

l'augmentation du nombre de femmes dirigeantes, la qualité et la prestation équitable de services de santé, entre autres, parallèlement à la poursuite d'une formation et d'une carrière médicales. De plus, lors de toutes ces initiatives, j'ai oscillé entre être une activiste et une militante de la paix en fonction de l'atmosphère politique et de la mesure dans laquelle elle garantit la liberté d'expression.

En tant que femme militante pour la paix, j'ai trouvé difficile de poursuivre la concrétisation de la paix sans se concentrer sur les problèmes des femmes dans tous les domaines. En effet, les femmes sont affectées de manière disproportionnée par la prévalence des conflits violents dans la région et dans le monde.

Certaines de mes réalisations notables incluent la co-conception avec de jeunes leaders d'une plate-forme pour la jeunesse, un modèle inclusif pour le processus de paix dirigé par l'IGAD au Soudan du Sud qui s'est déroulé de 2014 à 2015 et a abouti à l'Accord sur la résolution des conflits en République du Soudan du Sud (ARCSS). Le modèle était fondé sur la nécessité de répondre à la question de savoir comment inclure les parties prenantes non politiques dans les négociations de paix de voie 1 à l'époque. J'ai été chargée de présenter le modèle aux médiateurs, et bien qu'il n'ait pas été entièrement adopté, il a influencé non seulement la compréhension de la nécessité d'inclure la société civile et les autres groupes d'intérêt, mais aussi la façon de les inclure et a servi de contribution unique des jeunes pour répondre aux questions de l'époque aux côtés d'autres groupes tels que les femmes.



Signature de l'Accord revitalisé sur la résolution du conflit en République du Soudan du Sud (R-ARCSS) le 12 septembre 2018

Faire cela en tant que jeune femme signifiait créer un précédent pour celles qui viendraient après moi. Finalement, j'ai eu l'honneur de servir en tant que représentante des jeunes à la Commission conjointe de suivi et d'évaluation (CCSE) chargée de superviser la mise en œuvre de l'ARCSS. Cela a également permis de fournir une plate-forme pour exprimer un plus grand nombre de problèmes des jeunes et des femmes dans les travaux de la CCSE et a finalement abouti à l'inclusion catégorique des jeunes en tant que partie prenante autonome dans le processus de paix de voie 1 pour la revitalisation de l'ARCSS après son effondrement. J'ai pu participer en tant que négociatrice et signataire représentant la jeunesse au processus connu sous le nom de Forum de revitalisation de haut niveau (FRHN). Tout au long du processus, j'ai dé-

fendu la nécessité de redéfinir l'accord de paix qui en résulte ; c'est-à-dire transformer l'Accord revitalisé sur la résolution du conflit dans la République du Soudan du Sud (R-ARCSS) d'un partage du pouvoir à un « accord de partage des responsabilités » comme moyen de permettre aux dirigeants du Soudan du Sud de commencer à changer les paradigmes d'utilisation du pouvoir. J'ai également piloté la restructuration d'organisations de jeunesse et de femmes en des coalitions pour influencer le processus, respectivement en tant que consultante et cofondatrice. Cela a notamment poussé les parties à assurer l'inclusion des jeunes et des femmes dans leurs équipes de négociation. J'ai également abordé les questions relatives aux femmes en plus de mon rôle désigné, qui consiste à faire de même pour les jeunes.



Consultation des jeunes concernant le FRHN au Soudan du Sud en 2018

Le R-ARCSS est un accord qui vise à relancer l'ARCSS d'août 2015, qui avait temporairement mis fin à la première guerre civile du Soudan du Sud qui a débuté le 13 décembre 2013. Entre août 2015 et juin 2016, l'ARCSS a joué un rôle notable en empêchant les principales parties du conflit de s'engager dans des affrontements jusqu'en juillet 2016, date à laquelle le conflit a éclaté.

Depuis la résurgence de la guerre civile au Soudan du Sud le 7 juillet 2016, des efforts ont été déployés pour assurer le retour à la paix dans le pays à travers diverses initiatives aux niveaux national et régional.

En conséquence, le R-ARCSS reste l'un des premiers accords de paix au monde à impliquer la participation directe des jeunes et des femmes dans la salle de négociation, qui plus est en tant que membres des délégations des groupes protagonistes. Par rapport aux accords de paix passés du Soudan du Sud, le R-ARCSS revendique une plus grande participation des jeunes et des femmes lors de sa négociation et de sa mise en œuvre ultérieure.

En tant que militante pour la paix, mon moment le plus crucial fut de réaliser que même si les femmes et d'autres groupes sociaux comme les jeunes doivent être inclus dans les processus de consolidation de la paix ; les conflits ne peuvent pas se résorber et existeront toujours, et en tant que militante pour la paix je dois être prête à les résoudre à nouveau. L'idée

La création du Forum de revitalisation de haut niveau (FRHN) par l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), un bloc régional de sept membres comprenant Djibouti, l'Éthiopie, le Kenya, la Somalie, le Soudan du Sud, le Soudan et l'Ouganda, lors de son Sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement sur le Soudan du Sud, le 12 juin 2017, a joué un rôle déterminant dans la convocation des parties aux négociations au Soudan du Sud pour relancer l'ARCSS.

#### SOURCE

qu'un conflit puisse être résolu est fausse. Le conflit doit se transformer pour être résolu. Comprendre cela m'a permis de gérer mes attentes et celles des différentes circonscriptions pour lesquelles j'ai choisi d'œuvrer pour la paix.

Le fait d'être jeune et d'être une femme dans une société patriarcale, tout en étant une militante pour la paix, implique de perturber les systèmes patriarcaux. Les risques de ne pas être entendue sont élevés et cela exige plus de résilience. J'ai surmonté les défis avec tout ce qui maintient le feu en moi tout en cherchant des espaces sûrs pour le soutien et la solidarité.



©Avec l'aimable autorisation  
de Malek Elmaghrebi

## ASYA AL-SHUWAIDI & FEU AMAL BARAKA



Amal Baraka (à gauche), Bayda Misbah Omar (au centre) et Asya Al-Shuwaidi (à droite) ont travaillé sans relâche pour réconcilier Misrata et Tawergha.

**M**a chère amie, feu Amal Baraka et moi-même avons créé l'association « Femmes libyennes pour la paix » étant donné que nous sommes originaires de Misrata et Tawergha, deux villes lybiennes en guerre depuis longtemps.

Tawergha et Misrata se sont retrouvées dans le conflit de la guerre civile. En 2011, avec 40 000 autres personnes de Tawergha, la défunte Amal, sa mère et d'autres proches ont trouvé refuge dans un camp de réfugiés à Tripoli.

En 2018, je vivais avec ma famille à Misrata, une ville qui est devenue plus tard la ligne de front de la bataille contre

les forces pro-Kadhafi. Lorsque les forces ont pris d'assaut Misrata, ma maison fut détruite, forçant ma famille et moi à nous déplacer. Cela a été pour moi un tournant car je savais désormais que je devais faire quelque chose en mon pouvoir pour changer la réalité des Libyens, en particulier ceux de Misrata et de Tawergha. La maison d'Amal avait également été détruite, entraînant le déplacement de sa famille. C'est à ce moment-là que je l'ai rencontrée, par le biais d'un autre groupe qui travaillait à rétablir la paix en Libye. Après plusieurs conversations, j'ai réalisé que nous partagions la même

vision de la paix, et c'est à ce moment-là que j'ai eu l'intuition que cette relation allait être celle de toute une vie.

L'une des premières démarches que nous avons entreprises en tant qu'équipe a été de rencontrer le ministre d'État chargé des personnes déplacées. Nous voulions lui faire part de nos réalités en tant que libyennes déplacées. Nous voulions ainsi obtenir un soutien pour notre initiative. Nous l'avons informé que nous voulions créer une équipe de femmes pour la paix. Peu de temps après cette rencontre, « L'Équipe des femmes pour la paix Tawergha - Misrata » a vu le jour. Nous avons commencé à mobiliser les femmes pour qu'elles se joignent à notre cause. Grâce à cela, nous avons organisé des réunions dans différents foyers pour élaborer des stratégies pour des approches créatives que nous pourrions utiliser afin de centrer la conversation sur la paix et la réconciliation. Nous avons entamé des conversations avec les dirigeants de Misrata et Tawergha comme une étape vers la médiation. Nos conversations ont tourné autour de l'impact du conflit sur les familles, la dynamique sociale et leur santé mentale. Ayant enduré des années de conflit et de déplacement, nous pensions qu'il ne pouvait y avoir de vainqueur dans la guerre et que la seule option pour les deux communautés était de réparer leur tissu social. Nous avons également cherché à faire libérer les hommes et les femmes détenus.

Au cours des années suivantes, notre équipe a continué à mobiliser et à organiser les femmes pour qu'elles soient des militantes de la paix. Nous avons rendu visite à des femmes qui ont accouché pendant cette période difficile de guerre et de conflit et avons pris soin d'elles en les soutenant et en garantissant la disponibilité de l'aide et des soins de santé pour elles et leurs bébés dans cette situation désastreuse. Nous avons travaillé sur les questions environnementales qui affectaient la vie des femmes et des enfants dans les zones de guerre.

Nous avons soutenu les jeunes et les femmes dans le domaine du sport et avons travaillé sans relâche pour leur faciliter l'accès aux lieux de rencontre, pour normaliser leur vie et pour les encourager à poursuivre le sport. Nous avons également soutenu la campagne de vaccination contre la Covid-19 dans les zones reculées et avons initié des cercles de distribution de nourriture pour les personnes déplacées à l'intérieur du pays.

Entre-temps, avant de lancer notre initiative, nous avions

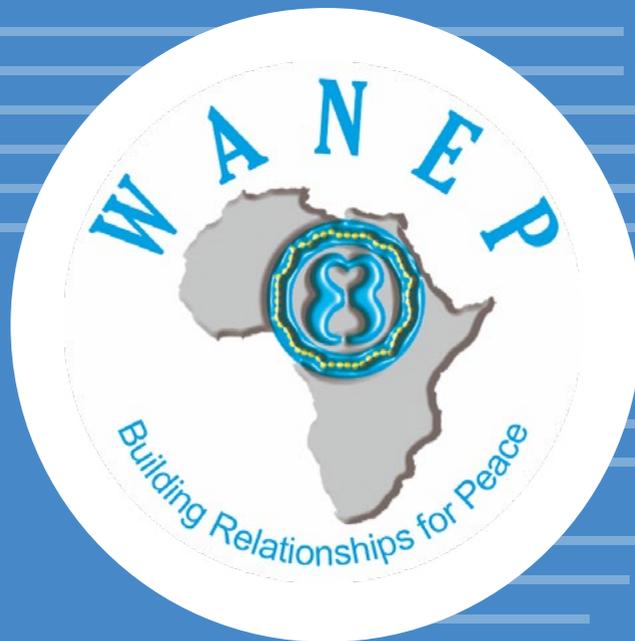
appris que la Commission militaire mixte 5+5 libyenne avait mené des pourparlers de paix. Nous savions qu'il s'agissait d'une position d'influence et de plaider pour la paix : nous avons donc commencé à élaborer des stratégies pour notre participation au processus. Dans le cadre de l'accord de cessez-le-feu et après un plaidoyer assidu, la réouverture de la route côtière libyenne était en cours. Cette autoroute qui reliait Misrata à Syrte et qui était vitale pour la circulation des personnes et des marchandises avait été fermée. Sa fermeture avait appauvri de nombreux Libyens et les avait coupés de leurs familles à travers le pays. Lors d'une cérémonie historique, qui a été le dernier événement auquel j'ai assisté avec feu Amal, le 20 juin, la route a finalement été rouverte avant la deuxième conférence de Berlin sur la Libye, un geste de progrès dans le processus de paix. Nous étions le seul groupe de femmes à assister à cet événement, qui pour nous a été un pas en avant vers la paix et la réconciliation.

Malheureusement, sur le chemin du retour de cet événement, feu Amal a été impliquée dans un accident de voiture qui lui a coûté la vie. Ce fut pour moi le jour où une ombre a été jetée à jamais sur ma vie.

L'équipe des Femmes libyennes pour la paix travaille avec plus de 100 femmes. Nous avons permis à de nombreux Tawerghans de retourner dans leur patrie. Nous nous sommes appuyés sur les coutumes traditionnelles pour créer des opportunités de rétablissement de la paix et de réconciliation. Je me souviens d'un moment où nous avons organisé une baby shower à Misrata où la famille du premier enfant Tawergha né dans une famille de rapatriés a reçu des invités de Misrata et leurs cadeaux. Pour nous, cela fut essentiel dans notre parcours ensemble.

Aujourd'hui, nous gérons des centres de soutien psychologique dans les deux villes pour aider les femmes à faire face aux traumatismes de la guerre et du déplacement et à se remettre sur pied. Nous facilitons également la formation à l'autonomisation économique des femmes tawerghanes déplacées vulnérables à Misrata afin d'atténuer leurs difficultés.

Le vide que feu Amal a laissé est palpable. Cependant, dans le travail que l'équipe et moi-même effectuons en Libye, nous nous sommes engagés à travailler sans relâche pour réaliser en Libye ce qui était au cœur de la vision de feu Amal pour la Libye.



# Le Réseau des femmes dans la consolidation de la paix – **WIPNET**, Programme du Réseau Ouest Africain pour l'Édification de la Paix – **WANEP**



Le Réseau des femmes dans la consolidation de la paix (**WIPNET**) est un Programme du Réseau Ouest Africain pour l'Édification de la Paix (**WANEP**) créé en 2001 en tant que plate-forme durable pour assurer la participation inclusive des femmes à jouer des rôles clés dans la consolidation de la paix et la sécurité humaine au sein de leurs communautés. **WIPNET** s'engage à veiller à ce que les besoins, les préoccupations et les problèmes des femmes soient au cœur de tous les processus informels et formels de consolidation de la paix aux niveaux communautaire, national et régional. Le programme fonctionne selon une idéologie judicieusement dénommée : « Activisme des Femmes pour la Paix », qui permet de promouvoir la justice sociale dans les régions où le patriarcat a maintenu les femmes marginalisées et exclues des rôles de leadership et des niveaux décisionnels. Cette idéologie est fondée sur la conviction que les formes systématiques et ciblées de violence à l'égard des femmes telles que le viol, la violence physique, le harcèlement sexuel, les abus, etc., qui prévalent pendant les conflits armés et dans les périodes post-conflit, sont l'expression d'un profond mépris systémique pour les femmes au sein des sociétés ouest-africaines. Cet activisme vise à protéger les femmes, à promouvoir leurs droits et à assurer leur inclusion significative dans les processus de leadership et de paix. L'idéologie repose sur le renforcement des capacités d'une masse critique de femmes à utiliser un plaidoyer cohérent et ciblé pour exiger la cessation de la violence physique contre les femmes pendant les conflits et les guerres ainsi que la déconstruction des formes structurelles de violence qui existent dans la société.

**WIPNET** a joué un rôle central en intervenant dans les conflits violents, en donnant aux femmes une visibilité, en promouvant leur implication et en faisant progresser leurs droits à tous les niveaux en ce qui concerne la paix et la sécurité. Cet exploit a été réalisé au Libéria où le premier programme **WIPNET** a commencé. Dans le cadre du programme **WIPNET**,

**WANEP**-Libéria a dispensé une formation à des groupes de femmes sur les compétences de plaidoyer et de consolidation de la paix, la médiation par les pairs et l'éducation à la paix. Le programme était une plate-forme efficace pour encourager à la fois la participation et l'implication des femmes libériennes dans le processus de paix. Fortes de leurs compétences acquises, les femmes ont été mobilisées en tant que groupe de pression, appelé « Campagne d'action de masse des femmes pour la paix », pour exiger la fin de la guerre civile et finalement forcer le gouvernement de Charles Taylor et les différentes factions rebelles (Liberians for Reconciliation and Democracy (LURD), Liberia Peace Council (LPC), United Liberation Movement of Liberia (ULIMO-J & ULIMO-K), etc.) à signer un accord de paix à Accra-Ghana en 2003.

Cette victoire fut rudement acquise. Elle est le fruit d'une série de planifications et d'engagements de la part des femmes qui étaient résolument unies contre un ennemi commun. Elles ont employé des stratégies conventionnelles et non conventionnelles soutenues par une détermination obstinée à négocier la paix. Les femmes ont tenu des veillées de jeûne et de prière, dormi en plein air par tous les temps, organisé des sit-in juste pour faire comprendre leur message. La beauté de la campagne d'action de masse des femmes, connue sous le nom d'« Action de masse des femmes libériennes pour la paix », était qu'elle transcendait la religion et l'ethnie, rassemblant des femmes d'horizons divers autour d'un message commun : « nous voulons la paix, mettons fin à la guerre ! »

Le 24 juillet 2018, **WIPNET** est de nouveau entré dans l'histoire avec l'attribution du « Grand Ordre de l'Étoile de l'Afrique » par le gouvernement libérien sous la présidence de George M. Weah. Ce prix, qui est l'une des plus hautes distinctions décernées aux institutions et aux individus en fonction de leurs contributions à la paix et à la stabilité nationales au Libéria, récompense les contributions de **WIPNET** à défendre la cause des femmes et des filles au Libéria. Lors de la remise du prix, Son



Excellence le président George M. Weah, a indiqué que le prix a été décerné à WIPNET en reconnaissance des « sacrifices et aux contributions désintéressés des femmes à la paix au Libéria et des efforts continus déployés pour maintenir la paix fragile au Libéria ». Le prix a été remis accompagné d'un don en argent de 1 million de L\$ (un million de dollars libériens) par le président Weah. L'argent a été distribué à toutes les structures WIPNET Peace Hut pour soutenir leurs efforts dans la lutte contre la violence domestique, y compris la violence sexuelle et sexiste et la promotion du leadership des femmes au Libéria.

L'Action de masse des femmes libériennes pour la paix a montré que c'était sans doute la première fois que des femmes se sont unies avec succès de manière coordonnée pour jouer un rôle important dans les processus de paix depuis la fin de la guerre froide. Cet événement inédit a été référencé dans de nombreux ouvrages et succinctement capturé dans un documentaire vidéo pertinemment intitulé : « Prions pour que le diable retourne en enfer ! » Le plus grand résultat de l'action de masse pour la paix fut certainement qu'elle a conduit à l'attribution du prix Nobel de la paix 2011 à deux femmes libériennes, SE la présidente Ellen Sirleaf Johnson, qui est devenue la première femme présidente du pays après que Charles Taylor ait été contraint à l'exil, et Mme Leymah Gbowee, qui, en sa qualité de coordinatrice WIPNET de l'époque pour WANEP-Libéria, a joué un rôle clé dans la mobilisation des femmes quelle que soit leur religion, conduisant à la concrétisation de l'accord de paix. Rappelant ces moments, la lauréate

du prix Nobel Leymah avait déclaré : « Nous avons l'impression que les hommes de notre société ne prenaient vraiment pas position. Le monde se souvenait autrefois du Libéria pour les enfants soldats, ils connaissent maintenant notre pays pour les femmes en blanc. » [1]

Le plus grand héritage du mouvement est qu'il est devenu un espace virtuel et a fourni une plate-forme constructive pour l'engagement et la participation des femmes à la prévention des conflits, à la consolidation de la paix et à la reconstruction des communautés déchirées par la guerre. En Côte d'Ivoire par exemple, les femmes ivoiriennes se sont appuyées sur les stratégies de l'Action de masse des femmes du Liberia pour la paix pour mobiliser pleinement les femmes afin qu'elles puissent jouer un rôle actif dans le processus politique de l'époque. Leurs actions ont créé l'espace nécessaire pour que davantage de femmes soient impliquées dans les élections, tant au niveau communautaire que national. Ces efforts ont porté leurs fruits puisque la Côte d'Ivoire est devenue l'un des premiers pays à adopter une loi augmentant le quota politique des femmes, permettant ainsi à davantage de femmes de se présenter à des postes politiques lors des élections de 2020. L'élan a également galvanisé une action régionale de masse pour la paix au cours de laquelle des femmes de toute l'Afrique de l'Ouest se sont mobilisées pour soutenir leurs homologues ivoiriennes et exiger la fin des violences post-électorales, dans le cadre d'un processus mené par WIPNET en collaboration avec l'African Women Active Non-violence Initiatives for Change (AWANICH) et l'Urgent Action Fund.

Le premier test de la résilience et de l'engagement des femmes envers les principes de non-violence a eu lieu lors des élections de 2005 au Libéria. Étant donné que l'action de masse des femmes a mobilisé au-delà des clivages religieux et politiques, il était impératif pour WIPNET de maintenir son rôle impartial et non partisan, en particulier compte tenu des intérêts politiques personnels de certains de ses membres. Cette perception a créé une apathie électorale parmi les femmes qui estimaient que le réseau avait désormais dévié de sa position impartiale. Afin de préserver leur intégrité, les femmes ont convenu à l'unanimité que les membres de WIPNET ayant des ambitions politiques devraient se désengager temporairement des activités du Réseau pour concrétiser leur ambition. Cette décision a en outre permis au réseau d'inciter un plus grand nombre de femmes à voter, atteignant ainsi une augmentation de 60 % dans le processus là où jusqu'à présent il y avait une apathie électorale parmi les femmes.

Le Libéria a subi les effets dévastateurs d'Ebola, qui a fait

[1] Women : Liberia's guardians of peace ; de Franck Kuwunu ; Africa Renewal - Avril - Juillet 2018

des ravages au sein de la population, notamment chez les femmes et les enfants. La nouvelle pandémie de COVID-19 a également eu des conséquences. Plus inquiétant encore est la recrudescence des insurrections et des attaques de milices qui ravagent la côte de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel, sapant davantage l'héritage du mouvement et les gains réalisés par les femmes dans toute la région.

Malgré ces revers, WANEP reste déterminé à s'assurer que le programme WIPNET continue d'être à la hauteur des idéaux qui ont nécessité sa création. En 2017, lors des célébrations du 20ème anniversaire de WANEP, l'un de ses fondateurs, l'Honorable Emmanuel Bombande a rappelé l'urgence que représente le programme WIPNET. Selon M. Bombande, le programme est né lors d'une des activités de WANEP où les femmes participantes n'étaient pas disposées à partager leurs histoires de violence sexuelle et sexiste en présence des hommes qui ont perpétré la violence. WIPNET a donc été fondée en tant que plate-forme où les femmes peuvent discuter de questions affectant la paix et la stabilité dans leur propre espace et dans un environnement non menaçant.

Suite au succès du mouvement des femmes, WANEP a lancé le premier programme régional de radio communautaire des femmes d'Afrique de l'Ouest appelé « Voices of Women ». Ce programme radio est diffusé dans les langues locales à partir de sites ruraux centraux au service des communautés. Grâce

à ce programme radio, WANEP a été en mesure de fournir un forum permettant aux femmes locales de se faire entendre et de participer à des débats nationaux et régionaux sur des questions clés les affectant. Le programme engage également les décideurs politiques locaux et les chefs traditionnels dans un dialogue sur les questions relatives aux femmes, à la paix et à la sécurité. Au Libéria, le programme radio WIPNET Voice of Women a donné aux femmes une visibilité et un espace pour partager leurs histoires et leurs contributions au processus de paix. À la fin de la campagne d'action de masse, WIPNET a lancé l'initiative Peace Hut pour maintenir des liens avec les femmes au niveau local. Ce concept s'est répandu dans 10 des 15 sous-divisions politiques du Libéria pour apporter un soutien supplémentaire aux femmes et aux jeunes filles. Dans les « huttes de la paix » des communautés, WIPNET, dans le cadre de l'accent mis sur le renforcement des capacités, a fourni aux femmes une formation en médiation, consolidation de la paix et réconciliation. Grâce à l'amélioration de leurs capacités, les femmes participent à la médiation et assument des rôles de leadership dans leurs communautés. Les initiatives « Huttes de la paix » ont été utilisées pour renforcer la paix et la sécurité des femmes au Libéria en apportant un soutien psychosocial aux femmes et aux filles victimes de violences domestiques sexuelles.

Au fil des ans, WIPNET a été en mesure de transcender ses débuts et est continuellement réévaluée pour répondre à la dynamique actuelle de l'agenda « Femmes, Paix et Sécurité », en utilisant la résolution 1325 du CSNU, le cadre de prévention des conflits de la CEDEAO (ECPF) et d'autres cadres normatifs comme guide et référence. Le programme est fonctionnel dans les 14 réseaux nationaux de WANEP (à l'exception du Cap-Vert), avec un personnel dédié tandis qu'un coordinateur au bureau régional assure la supervision pour garantir l'uniformité de la mise en œuvre. Par le biais de WIPNET, l'organisation dirige l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'action nationaux de la résolution 1325 du CSNU, renforçant les capacités des femmes afin de les doter des compétences nécessaires à une implication significative dans les processus de leadership, de paix et de prise de décision. WIPNET joue également un rôle déterminant dans la mise en œuvre de tous les programmes de WANEP et crée une prise de conscience sur les divers cadres normatifs et les politiques axées sur le genre pour assurer leur application appropriée.





BEATA MUKARUBUGA « MAMA LAMBERT »

# BEATA MUKARUBUGA « MAMAN LAMBERT »



Beata Mukarubuga est une militante rwandaise pour la paix et les droits de l'homme. Son travail est axé sur la guérison des traumatismes et le soutien psychosocial aux survivants du génocide rwandais de 1994 contre les Tutsis, ayant elle-même traversé le processus de guérison et de réconciliation en tant que survivante.

Partager mon histoire a toujours été un pas de plus vers la guérison complète. Je suis un véritable témoignage de guérison et de réconciliation en tant que survivante du génocide rwandais contre les Tutsis.

En 1994, lors du génocide contre les Tutsis, j'ai été traumatisée. Mon mari, mes cinq enfants, ma mère, mon père et d'autres parents proches ont été brutalement assassinés. J'ai fui dans la brousse avec mon bébé d'un an, Lambert. Sans nulle part où aller et sans interaction humaine, chaque jour n'apportait que de la misère et une douleur atroce. L'avenir semblait sombre à ce moment-là. Mais lors d'une de ces journées misérables, une organisation chrétienne appelée Solace Ministries m'a trouvé et m'a sauvé. L'état dans lequel ils m'ont trouvé était effroyable. Lorsque ces bons samaritains m'ont accueilli, j'étais muette, je ne pouvais pas dire un mot. La douleur avait affecté mon discours. De nombreux autres survivants pris en charge par les ministères, dont beaucoup étaient des veuves et des orphelins, étaient également confrontés à des traumatismes, et souvent bien pire encore. Certains ont complètement perdu la mémoire. D'autres se sont suicidés parce que la douleur était insupportable.

Chez Solace Ministries, les survivants ont été guidés à travers les étapes complexes et intentionnelles de la guérison émotionnelle sur la base du pardon et de la réconciliation. Au fur et à mesure que je progressais dans mon parcours de guérison, je devenais de plus en plus convaincue qu'avec cette seconde chance dans la vie, je devais travailler avec des veuves et des orphelins. L'aide et le soutien que nous avons reçus étaient d'origine chrétienne.

Une fois que nous avons été mis sur la bonne voie pour le rétablissement et la guérison, nous (les survivants) sommes

retournés chez nous. Il était décourageant de constater que les auteurs du génocide s'étaient réinsérés dans la société. Et même après les crimes atroces qu'ils avaient commis, ils employaient toujours des tactiques pour nous faire taire. Cependant, les juridictions gacaca ont renversé cette situation morose. Ces tribunaux de justice transitionnelle étaient un appareil crucial pour les communautés afin d'aider les survivants à accéder à la justice. De nombreux survivants ont demandé aux tueurs où ils avaient enterré leurs proches. Lors de la découverte de leurs restes, ils ont pu organiser des sépultures appropriées pour leurs proches.

À un certain moment de mon parcours, je me souviens très bien de l'une des rencontres les plus importantes que j'ai eues : lorsque j'ai affronté en prison les hommes qui ont tué mon mari et mes enfants. En 2000, l'un des auteurs m'a écrit une lettre. À cette époque, je pensais que j'étais à un stade avancé dans mon parcours de récupération et de guérison. Malheureusement, la réception de cette lettre a révélé la triste vérité, que j'avais encore un long chemin à parcourir pour pardonner. Deux ans plus tard, en 2002, le même homme m'a écrit une autre lettre. Cette fois, j'étais prête à l'ouvrir et à la lire. Encore une fois, la lettre demandait ouvertement pardon. Cette fois cependant, il a énuméré ses compagnons de tuerie qui avaient commis les meurtres de mon mari et de mes enfants.

Je lui ai rendu visite en prison, ce qui était inimaginable à l'époque, et lui ai demandé de me fournir les détails de l'endroit où les restes de ma famille ont été jetés. Plus tard en 2002, j'ai organisé un enterrement. Cet enterrement était de la plus haute importance pour mon cheminement vers la guérison. À ce stade, je me suis engagée à me reconstruire et à contribuer à la reconstruction de mon pays.



« Souvent saluées par les observateurs internationaux, les juridictions gacaca du Rwanda ont longtemps été présentées par leurs partisans comme un modèle de réussite des efforts de réconciliation post-conflit. Confronté au défi presque impossible de reconstruire un pays après un génocide, le Rwanda avait besoin d'un mécanisme permettant de tenir les auteurs du génocide responsables de leurs actes de manière efficace et effective. La solution était gacaca : un système de 12 000 tribunaux communautaires qui cherchaient à juger les criminels du génoc-

cide tout en promouvant le pardon par les victimes, l'appropriation de la culpabilité par les criminels et la réconciliation dans les communautés pour aller de l'avant. Alors que les organisateurs et les dirigeants du génocide ont été pour la plupart jugés par le Tribunal pénal international pour le Rwanda à Arusha, en Tanzanie, les tribunaux gacaca ont jugé plus d'un million de personnes ordinaires qui ont servi en tant que fantassins du génocide. »

#### SOURCE

Pour faire un pas de plus vers la guérison, j'avais hâte de retrouver mes années de jeunesse, car je n'ai pas eu l'occasion d'aller à l'école. À l'époque où j'aurais dû atteindre un certain niveau d'éducation, le Rwanda était en proie à des conflits, en 1959, 1963 et 1973. De plus, il y avait un quota pour l'équilibre ethnique dans les écoles, et à chaque fois, je ratais ce quota.

Par conséquent, avec le soutien du gouvernement actuel qui encourage les Rwandais à s'instruire, je devais saisir l'opportunité. À l'époque, je m'occupais de 14 orphelins dans ma maison. Cela m'a permis de les motiver pour qu'ils aillent aussi à l'école. Je jonglais entre mon travail aux ministères et l'école - et même s'il n'était pas facile de combiner ces deux importants aspects de ma vie, je devais aller jusqu'au bout. En 2015, j'ai obtenu un diplôme en théologie à l'Institut rwandais de théologie évangélique (Université RIET).

Plus tard en 2015, j'ai publié l'histoire de ma vie « For Those Who Do Not Believe in Miracles » (Pour ceux qui ne croient pas aux miracles), qui a été mise à jour en 2019 et 2021. Les personnes qui ont lu le livre ont été inspirées par ma sagesse, ma résilience et mon courage. J'ai parlé de mes propres expériences et de mon travail pour l'autonomisation des femmes au Rwanda, tant au niveau national qu'international, y compris

De nombreuses femmes ont subi le poids du génocide et beaucoup d'autres continuent de souffrir des répercussions d'un génocide qui a laissé une empreinte de traumatisme difficile à effacer.



L'une des survivantes participant aux séances hebdomadaires de conseil en groupe étroit Beata Mukarubuga après avoir accepté le pardon et la réconciliation

à plusieurs reprises dans mon pays et aux Pays-Bas, en Allemagne, en Belgique, au Kenya, en Ouganda et aux États-Unis. Dans ce mémoire, je partage mon parcours de pardon et de réconciliation avec les assassins des membres de ma famille.

Bien que le Rwanda soit maintenant un pays sûr, en fait l'un des plus sûrs et dont la croissance économique est la plus rapide d'Afrique, vous pouvez imaginer les progrès que nous avons dû faire après le génocide contre les Tutsi en 1994. Les victimes et les auteurs ont dû continuer à vivre côte à côte, car certains de nos voisins et amis se sont retournés contre nous en 1994. Beaucoup de ces accusés ont été envoyés en prison et nous avons dû témoigner contre eux. Ce n'était pas facile, mais j'ai décidé de dire la vérité devant les gacaca sur ce dont j'avais été témoin et de prendre la parole pour savoir ce qui était arrivé aux membres de ma famille. Je pense qu'il est important de dire la vérité, dans le cadre judiciaire, mais aussi

en dehors. En disant la vérité, on peut se guérir. Le pardon ne garantit pas l'oubli mais déclenche la réconciliation pour reconstruire le pays.

Aujourd'hui, je m'occupe de milliers d'autres survivants du génocide de tous les groupes démographiques. Je construis des ponts de paix entre les femmes et les hommes, y compris les couples, ainsi qu'entre les survivants et les auteurs du génocide pour construire un Rwanda pacifique sans division basée sur l'ethnicité et le sexe. Je continue à autonomiser les femmes qui ont donné naissance à des enfants ou qui sont infectées par le VIH ou atteintes du SIDA à cause des viols pendant le génocide. J'effectue des visites régulières aux femmes dans la campagne du Rwanda, où les femmes vivent à plusieurs heures de la capitale, et où peu d'infrastructure sont disponibles.



# Centre International des Femmes pour la Paix – WIPC



Quarante-sept ans après sa création juste avant la Conférence de Mexico en 1974, le Centre international des femmes pour la paix (à l'origine Isis-WICCE) a valorisé les histoires et les réalités vécues par les femmes en cultivant l'espoir, la guérison, l'autonomisation et les changements significatifs pour les femmes aux niveaux personnel, communautaire, national, régional et international.

À sa création, le Centre pour la Paix était un centre mondial de ressources pour les femmes, documentant et diffusant les

idées, les préoccupations et les expériences des femmes dans le but de mettre fin à l'inégalité entre les sexes. Cette approche a naturellement abouti à des échanges interculturels physiques, réunissant des militantes et des défenseurs des droits humains de plusieurs pays pour discuter des questions d'égalité des sexes, partager des expériences et des stratégies pour démanteler le patriarcat et faire progresser la libération des femmes à travers le monde.



Exposition sur la paix d'Amuria dans l'est de l'Ouganda. L'objectif de la Marche pour la Paix était de sonner l'alarme concernant la paix et la lutte contre les violences basées sur le genre et le VIH/SIDA



En 1994, Isis-WICCE a quitté l'Asie pour l'Afrique, dans le but de faire entendre la voix des femmes africaines au niveau international. Lorsque le Centre pour la paix a déménagé en Ouganda en 1994, l'organisation s'est naturellement taillée une niche axée sur l'agenda « Femmes, paix et sécurité ». Ce qui était au départ une plateforme d'échange interculturel international s'est transformé en un institut de leadership féministe axé sur la consolidation de la paix et la sécurité humaine. Nous avons brisé les barrières de la recherche et proposé différentes méthodes de recherche sur les femmes dans les conflits.

Tout en affirmant sa présence en Ouganda, l'organisation a pris conscience de l'importance cruciale de faire entendre la voix

des femmes rurales. Le centre de documentation s'est étendu hors des quatre murs de son bâtiment et est allé sur le terrain à la rencontre des femmes pour recueillir leurs histoires, les bonnes, les mauvaises et les moches. Nous voulions éviter que les gens ne les voient que comme des victimes ; nous voulions montrer le pouvoir qui réside en elles ! Cela nous a encouragés à documenter ces histoires parce que nous savions qu'elles avaient tant à dire sur la guerre, en particulier sur ce qu'elles avaient accompli et qui n'avait jamais été fait auparavant.

Par le biais de cette expérience, le centre de ressources s'est recentré sur la conduite de recherches et la production de connaissances féministes sur les expériences et les besoins spécifiques des femmes dans les conflits et les situations post-



conflit, qui ont également constitué la base de données factuelles du plaidoyer des femmes pour la paix et le relèvement post-conflit prenant en compte la dimension du genre dans 27 pays.

Avant sa nouvelle identité, Isis-WICCE s'était également

concentrée sur la guérison des femmes survivantes de la guerre en répondant à leurs besoins psychologiques, physiques et gynécologiques, et sur le mentorat des femmes leaders et des groupes de femmes pour qu'elles poursuivent leur travail inspirant de consolidation de la paix et de transformation des conflits.

---

« Lors de l'élaboration de la documentation, nous avons remarqué qu'il était inutile d'en parler sans réellement relier la recherche et l'information à la guérison. Nous avons donc trouvé une autre idée. La plupart des guérisons des femmes nécessitaient que quelqu'un s'occupe de leur corps, de leur esprit et de leur âme. Il n'y a aucun moyen de renforcer le leadership des femmes avec un tel bagage à moins de les guérir.

Ainsi, nous avons proposé une « intervention médicale d'urgence » que nous avons nommée « Guérir le corps, l'esprit et l'âme ». Nous avons dit aux médecins : « nous n'avons pas d'argent pour amener ces

femmes dans vos cliniques, vous devez aller dans les communautés rurales pour comprendre ce qu'elles vivent et disent ». Nous sommes allés dans les zones rurales avec les médecins pour travailler. Il y avait des psychologues et des psychiatres, et bien sûr des chirurgiens, pour analyser la situation et identifier les femmes nécessitant une intervention chirurgicale qui étaient ensuite transportées vers des centres de santé appropriés. Cela a transformé la façon dont les médecins travaillent. »

---

**Ruth Ochieng**  
(ancienne directrice exécutive, Isis-WICCE)

Au fur et à mesure que l'organisation adoptait une approche plus holistique dans son travail à travers la recherche, le plaidoyer, la guérison, le renforcement des compétences et le mentorat pour la paix, l'organisation (toujours sous le nom d'Isis-WICCE) s'est rendu compte qu'elle n'était pas seulement une plate-forme pour l'échange interculturel international des femmes. C'est pourquoi l'organisation a jugé nécessaire d'adopter un nom qui reflète son objectif principal, à savoir stimuler le leadership des femmes, amplifier leurs voix et approfondir leur activisme pour la restauration de la paix.

Après 45 ans, l'Isis-WICCE a adopté son nouveau nom : le Centre International des Femmes pour la Paix (Le Centre pour la Paix). Le nouveau nom « Centre International des Femmes pour la Paix » reflète un engagement à créer un incubateur pour les femmes qui cherchent à recréer la paix et à vivre en paix à travers le monde. Le changement de nom était également opportun car le nom ISIS avait été adopté par d'autres acteurs ayant des opinions et des actions défavorables à l'organisation.

Fait remarquable, le Centre pour la paix a joué un rôle clé dans la promotion et la facilitation de la participation significative des femmes à divers processus de paix d'importance régionale et nationale au Burundi (le dialogue inter-burundais), au Soudan du Sud (depuis 2007) et en Ouganda (depuis 1994).

Le Centre pour la paix, à l'époque Isis-WICCE, a dirigé la Coalition des femmes ougandaises pour la paix pendant le processus de paix de Juba entre le gouvernement ougandais et l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) pour mettre fin à la guerre civile de 21 ans dans le nord de l'Ouganda. Plus de 2000 femmes survivantes du Grand Nord de l'Ouganda ont participé à ce processus de manière significative. La coalition, sous la direction du Centre pour la paix, a eu des entretiens avec le président ougandais, Yoweri Museveni, l'exhortant à nommer plus de femmes dans l'équipe de négociation, ce qui a permis la nomination d'une femme, l'honorable Betty Bi-gombe, dans l'équipe de négociation du gouvernement.

De même, le Centre pour la paix a également dirigé la for-



Ruth Ochieng, ancienne directrice exécutive d'Isis-WICCE et Helen Kezie-Nwoha, actuelle directrice exécutive du Centre International des Femmes pour la Paix

mation et le fonctionnement du Groupe de Travail des Femmes (GTF) pour s'engager dans la mise en œuvre, le contrôle et le suivi du plan de paix, de reconstruction et de développement pour le nord de l'Ouganda (PRDP) en tant que groupes communautaires de surveillance pour demander des comptes aux décideurs politiques.

Notamment, grâce à l'Institut de leadership féministe, le Centre pour la paix a constitué un groupe de nombreuses femmes dirigeantes issues d'organisations de la société civile, d'organisations confessionnelles et d'associations de femmes, d'ONG, de partis politiques et d'institutions gouvernementales en renforçant leur expertise pour participer efficacement aux processus de paix. Ces femmes ont occupé plus de 100 postes de direction politique et ont influencé les politiques et la vie de leur pays.

Toutes les tentatives de saper le travail précaire mais intrépide et crucial réalisé par le Centre pour la paix ne sont pas passées inaperçues. En août 2018, les bureaux du Centre pour la paix ont été cambriolés et des disques durs et des dispositifs

de stockage de données contenant les informations de l'organisation ont été volés. Malheureusement, des données ont été perdues. En raison du rétrécissement de l'espace civique dans la région, l'organisation a dû suivre une formation en matière de sécurité numérique et physique et mettre en place un comité de gestion de la sécurité et des protocoles connexes pour suivre la conformité afin de minimiser les possibilités d'apparition des mêmes risques.

Au cours des prochaines années, l'organisation vise à améliorer la position des femmes pour influencer les processus de consolidation de la paix et transformer ces espaces pour qu'ils soient plus inclusifs et sensibles au genre, de manière forte et résolue. Le travail consistant à faire entendre la voix et le pouvoir de décision des femmes au sein des processus de consolidation de la paix au Burundi, en République démocratique du Congo, au Sud-Soudan et en Ouganda reste essentiel pour voir l'agenda des femmes, de la paix et de la sécurité affirmé dans tous les espaces et processus décisionnels.



ROSE TUOMBEANE

# ROSE TUOMBEANE



Rose Tuombeane Kahambu est une journaliste d'investigation qui s'est donné pour mission, par le biais du « Collectif des femmes journalistes », de documenter les crimes perpétrés contre les communautés ravagées par le conflit dans différentes parties de la République démocratique du Congo.

Lorsque j'ai étudié le journalisme d'investigation, mon objectif était de mettre mes compétences au service d'un média renommé de la capitale, Kinshasa. Je ne savais pas que je travaillerais avec d'autres militantes des droits des femmes animées de la même passion pour la promotion de la paix dans notre pays, depuis ma région d'origine qui est le Nord-Kivu.

En 2010, plusieurs militantes des droits des femmes, dont moi-même, ont décidé d'initier un collectif de femmes journalistes dans le seul but de démystifier le manque d'informations crédibles sur la paix qui devraient être accessibles aux communautés rurales. Grâce à la formation du collectif, nous savions que nous jouions un rôle important en donnant à ces communautés l'accès à l'information. Nous étions témoins des crimes de violence atroces qui étaient perpétrés contre les femmes et les filles dans les communautés, nous avons donc vu le besoin critique de travailler ensemble pour construire la paix en étant armées d'informations.

Plusieurs militantes au sein du collectif étaient également des journalistes de profession qui souhaitaient enquêter sur les

atrocités commises et les documenter par la suite. L'une des activités pionnières du Collectif des femmes journalistes était la documentation. Cette documentation a conduit à la dénonciation des crimes graves auxquels nous assistions quotidiennement, ce qui a finalement conduit à un plaidoyer auprès des dirigeants politiques. La documentation a pris de nombreuses formes, y compris des informations relatives aux victimes et aux survivantes, aux auteurs et acteurs du conflit, et à l'impact des violations sur les communautés. On peut se demander pourquoi nous avons adopté une approche qui n'a pas été vulgarisée. Nous savons qu'un jour, des tribunaux locaux, régionaux et mondiaux seront mis en place et cette information sera pertinente pour demander justice pour les victimes, les survivants, leurs proches et le pays dans son ensemble.

En 2018, à la suite des massacres de Beni qui ont entraîné la mort de plus de 7 000 personnes tuées à coup de machettes, haches, et fusils, j'ai initié des activités de collecte de données via le Collectif autour des violations des droits humains dont les communautés avaient été témoins. Au cours

---

de la recherche sur le terrain, j'ai identifié et formé des points focaux jusque dans les profondeurs des zones inaccessibles pour pouvoir soutenir le processus de documentation qui était hautement critique pour identifier les éléments déclencheurs des massacres.

Lors de cet exercice qui a duré des mois, plusieurs auteurs présumés ont été documentés, et par la suite, les rapports ont été partagés avec les autorités nationales. Cette information, qui a abouti à une campagne de plaidoyer auprès des autorités nationales congolaises à Kinshasa et diverses instances décisionnelles nationales et internationales en vue de leur demander d'user de leur pouvoir pour mettre fin aux massacres de Beni, était une étape pour permettre aux victimes, aux survivants et aux familles d'accéder à la justice et à des réparations.

En raison de la nature précaire du travail de consolidation de la paix centré sur les droits de l'homme que moi-même et mes collègues effectuons, nous sommes exposées à une multitude de risques et de défis. Le taux élevé d'instabilité dans la région signifie que nous devons garder une oreille attentive sur le terrain pour détecter tout signe avant-coureur de menaces et d'attaques. Dans certaines régions, nous devons rechercher le dialogue avec les groupes armés pour nous fournir des informations. Malheureusement, dans de nombreux cas, ils ne sont pas disposés à offrir ces informations importantes par crainte pour leur propre sécurité auprès de leurs supérieurs.

Un autre défi auquel je suis personnellement confrontée est la stigmatisation associée au fait d'être une femme journaliste d'investigation. Certains membres de la société dans laquelle je vis ont des préjugés envers le travail que je fais. Un autre défi à relever est que nous devons constamment sauvegarder la sécurité des données que nous recueillons. Nous faisons de notre mieux pour protéger les données avec des mots de passe sur les ordinateurs portables et les téléphones mobiles dont nous disposons, mais nous avons des connaissances limitées sur la sécurité des données. Notre espoir est que nous pourrions saisir des occasions de renforcer notre capacité à sécuriser toutes ces informations crédibles que nous recueillons.

En parcourant la documentation, nous avons également constaté l'importance cruciale de l'éducation civique. Pour que les femmes construisent la paix, nous avons compris qu'elles devaient être impliquées au niveau politique. Ainsi, le Collectif des femmes journalistes a organisé une série de sessions de formation pour les femmes leaders politiques en poste et celles qui avaient des ambitions et des aspirations politiques. De plus, nous avons organisé des rassemblements publics où ces femmes ont eu un espace pour partager leurs manifestes et plans d'action respectifs. Nous avons organisé des programmes radiophoniques dans le cadre de la sensibilisation, en plus d'organiser des conventions en espace ouvert pour vulgariser la participation significative des femmes comme une passerelle vers la construction de la paix en République démocratique du Congo.

En 2018, j'ai mené une vaste campagne de sensibilisation et de mobilisation des femmes pour une participation massive aux élections. Ces activités, qui se sont déroulées dans les villes de Butembo, Beni et Goma au Nord-Kivu et les territoires de Lubero et Beni au Nord-Kivu, visaient à sensibiliser et mobiliser les femmes à participer massivement aux élections de 2019 et à voter massivement pour les femmes afin qu'elles soient présentes dans les instances décisionnelles. Cette vaste campagne de sensibilisation et de mobilisation a eu des impacts positifs : le taux de participation des femmes au scrutin a été considérablement plus élevé par rapport aux élections de 2011. Le nombre de femmes élues lors des élections de 2018 a augmenté à Beni-Lubero.

En juillet 2021, à travers la Dynamique des Femmes pour la Bonne Gouvernance où je représente le Collectif des Femmes Journalistes, une campagne baptisée SURSECO visait à détecter et dénoncer les ennemis de la paix qui se cachent au sein de la population et planifient davantage d'actes criminels. Cette campagne communautaire a gagné en popularité grâce aux habitants de la communauté, qui se l'ont pleinement appropriée.



Quelques-unes des membres du Collectif des femmes journalistes après une séance de sensibilisation à la résolution 1325 du CSNU



NEEMA NAMADAMU

# NEEMA NAMADAMU



Neema Namadamu est une défenseuse de la paix et une militante des droits des femmes et des droits des personnes handicapées en République démocratique du Congo. Elle est la fondatrice de Hero Women Rising. Elle a également fondé le « Maman Shujaa Media Center » pour autonomiser les femmes et leur donner une tribune pour raconter leur histoire. Elle exploite la puissance de la technologie numérique pour mobiliser les femmes à agir.

Je suis née dans un village de montagne isolé de l'Est du Congo, appelé Marunde. C'est une région principalement en proie à des conflits et isolée de la société congolaise ainsi que de toute évolution culturelle progressive qui pourrait avoir lieu. À l'époque, Marunde était une société hautement patriarcale régie par la croyance en des textes bibliques littéraires introduits par des missionnaires lors de la colonisation par la Belgique des pays de la région connus sous le nom de République démocratique du Congo, Burundi et Rwanda. À l'âge de 2 ans, j'ai contracté la poliomyélite. Tout le monde savait que cette maladie s'accompagnerait d'une forte stigmatisation sociale. Comme le dictaient les normes, je ne me marierais probablement jamais, mais le mariage continue d'être considéré comme le seul moyen pour une femme de survivre dans mon contexte puisque les femmes ne peuvent ni posséder de biens ni hériter de la succession de leur mari ou de leurs parents.

Je n'étais pas le premier enfant né de ma mère, mais le quatrième. J'étais cependant le premier enfant qui a survécu à l'accouchement. Ainsi, lorsque j'ai contracté la poliomyélite par manque de vaccination, mon père a épousé une seconde femme. Cela a été considéré comme la honte publique pour ma mère puisqu'elle ne pouvait pas « avoir d'enfants en bonne santé », en particulier des fils, alors que selon la culture, une femme n'a pas sa place et ses pleins privilèges assurés en tant qu'« épouse » tant qu'elle n'a pas eu de fils.

Contre vents et marées, ma mère bien-aimée, Polline, s'est dévouée sans réserve pour que j'aie accès à l'éducation. Je me souviens que depuis mon plus jeune âge, ma mère me portait sur son dos pour aller et revenir de l'école.

L'éducation était importante pour moi et malgré la stigmatisation sociale décourageante et les difficultés personnelles, j'ai persévéré pour devenir la première femme handicapée de ma tribu à obtenir un diplôme universitaire. Cela a posé les bases d'une carrière dans la fonction publique qui m'a finalement permis de devenir conseillère en chef auprès du ministère congolais du Genre et de la Famille.

Frustrée par le manque d'impact que j'ai pu avoir dans le cadre gouvernemental, j'ai déménagé de Kinshasa à Bukavu en 2007 et j'ai créé une organisation non gouvernementale pour renforcer et autonomiser les femmes handicapées. En 2012, j'ai lancé le mouvement Maman Shujaa (Femmes Héros) et l'organisation Hero Women Rising, avec pour mission de renforcer et d'autonomiser toutes les femmes congolaises. J'ai créé le premier centre Maman Shujaa à Bukavu, capitale de la province du Sud-Kivu, en tant que centre de plaidoyer et de développement des compétences où les femmes acquièrent des connaissances de base sur l'utilisation d'un ordinateur portable, d'Internet et d'applications interactives telles que le courrier électronique, World Pulse, Facebook, Instagram, WhatsApp, ainsi que des cours sur l'entrepreneuriat et la création d'un réseau, le tout gratuitement.

En juillet 2012, j'ai créé un cybercafé et une médiathèque pour femmes. Grâce à cette initiative, j'ai réuni des femmes leaders locales de ma région pour discuter de l'avenir de notre pays. En l'espace de deux mois, nous avons mobilisé environ 200 militantes qui rendaient compte de la vie dans une RDC déchirée par la guerre par le biais du réseau de médias d'action World Pulse. Nous avons commencé à nous exprimer et exigé que le Congo que nous portons dans nos cœurs manifeste la paix tout autour de nous. En tant que femmes, nos solutions pour mettre fin aux conflits sont inclusives car elles sont enracinées dans la famille et la communauté.

Peu de temps après que le Centre Maman Shujaa ait commencé ses activités en 2013, j'ai déposé une pétition en ligne pour la paix. Cette pétition appelait le public et les femmes leaders américaines à agir immédiatement en solidarité avec les femmes de la République démocratique du Congo appelant à la paix. La pétition demandait également un siège à la table des négociations pour les femmes congolaises. La pétition a recueilli plus de 100 000 signatures et une audience à la Maison Blanche avec le Conseil de sécurité nationale du président Obama pour plaider en faveur de la nomination d'un envoyé

Au Congo, nous n'utilisons pas le mot « viol » ; nous disons « violence ». Car en tant que femmes, nous sommes violées de cent manières chaque jour ; notre dignité est dépouillée, notre valeur est ternie, notre personnalité même est niée dès le plus jeune âge afin que nous puissions être bafouées tout au long de notre vie sans qu'il y ait de conséquence. Ce journaliste comprend certainement que la plus grande souillure d'une personne n'est pas ce qui est fait au corps. Ce ne sont pas les dommages physiques qui vous coûtent la vie. C'est le fait d'être dévorée vivante, comme si vous étiez un être dénué d'intelligence et que vous vous décomposiez dans ces souvenirs qui

spécial américain en République démocratique du Congo et dans la région des Grands Lacs en Afrique. Quelques mois plus tard, l'envoyé spécial nouvellement nommé s'est rendu en RDC et est venu jusqu'à Bukavu pour interagir avec de nombreuses communautés qui y résident.

Peu de temps après avoir créé le premier centre Maman Shujaa, j'ai lancé le programme de mentorat « Girl Ambassadors » dans le but d'établir la prochaine génération de leaders Maman Shujaa (Femmes Héros). Ce programme a initié les jeunes femmes d'âge universitaire aux principes des résolutions 1325, 1820 et 2250 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Grâce à ce programme, les jeunes femmes acquièrent une expérience pratique de la transmission des principes à d'autres femmes et filles et même à des communautés rurales entières. Cela se fait en dirigeant des programmes et des événements tels que des cours d'alphabétisation pour les mères célibataires adolescentes et des sketches théâtraux mettant en scène les inégalités que vivent les filles dans la société congolaise, ainsi que la démonstration des moyens par lesquels une femme ou une fille instruite et respectée peut contribuer à aider sa famille et sa communauté.

Deux ans après la création du premier centre Maman Shujaa, un deuxième a été construit dans une région montagneuse reculée de la province de Bukavu pour apporter les programmes de transformation dans cette région isolée. Le Centre Maman Shujaa est devenu un lieu de rassemblement et un centre d'incubation pour les projets centrés sur les femmes, la paix et la sécurité. Conformément au thème de la promotion des

ont volé votre vie.

C'est le quotidien de la plupart des filles nées au Congo. Chaque jour sert à leur rappeler qu'elles ne sont que des filles et qu'en tant que telles, elles doivent servir les caprices de tous les hommes. Vous ne pouvez pas vous asseoir là où ils sont rassemblés. Vous ne pouvez pas parler quand ils parlent et si vous êtes violée par l'un d'eux, ils régleront l'affaire entre eux, un cadeau à votre père et la dette est effacée.

---

[Neema Namadamu dans sa lettre « Créer le paradis dans un endroit appelé l'enfer »](#)

femmes, de la paix et de la sécurité à Bukavu, au Congo, j'ai dirigé la construction et l'exploitation d'une école pour filles et j'ai ensuite lancé le programme « Garder les filles à l'école ». Grâce à ce programme, des kits de serviettes hygiéniques réutilisables sont fabriqués avec des matériaux d'origine locale et distribués aux adolescentes qui ont des difficultés à gérer leur hygiène menstruelle.

En 2020, j'ai déposé une deuxième pétition pour attirer l'attention sur les manifestations pacifiques que tenaient les femmes déplacées de la région isolée de notre deuxième centre Maman Shujaa. Notre rôle était de faire le plus de bruit possible, en donnant la parole aux femmes qui risquent leur vie pour changer leur avenir et celui de leurs communautés. Ces femmes sont maltraitées, battues, violées, mutilées et assassinées. Nous nous engageons à faire en sorte que leurs cris pour un avenir différent ne meurent jamais.

Mon parcours en tant que femme artisanne de la paix a été enrichi par plusieurs moments clés qui ont tous confirmé ma détermination à maintenir le cap.

Dans les premières années de mon activisme pour la paix, en tant que jeune femme venant d'entrer au lycée, j'ai eu l'opportunité d'animer une émission hebdomadaire sur la radio nationale pour sensibiliser les familles ayant des enfants handicapés sur les qualités, les rêves et les capacités de leurs enfants.

Un autre moment crucial de mon parcours s'est produit un soir de juillet 2012 lorsque j'ai envoyé ma fille adulte acheter du crédit téléphonique auprès d'un vendeur dans un kiosque

de quartier. Là-bas, elle a été brutalement battue par trois jeunes soldats congolais. Malgré la douleur et la colère que je ressentais, je considérais qu'en tant que femme d'une position respectable dans ma communauté, je devais réagir de manière objective de peur que ma réaction impulsive n'incite à un conflit tribal. Je ne voulais pas que ma réponse soit dictée par le fardeau des interprétations oppressives que j'avais endurées et dont j'avais été témoin. Mon approche finale et ma réponse ont été l'amour, le pardon et la réconciliation.

En 2013, un journaliste américain envisageait d'écrire un article sur mon travail et notre pétition en ligne, mais avait d'abord besoin de savoir si j'avais déjà été violée. J'ai été choquée. J'ai écrit une réponse dont la dernière ligne disait : « Ai-je jamais été (violée) ? Je n'ai pas grandi à New York, aux États-Unis. J'ai grandi dans une région reculée de l'est du Congo surnommée par l'ONU le pire endroit au monde où être une femme ou une fille. Et mon travail n'est pas d'interviewer des célébrités pour un magazine. Mon travail consiste à créer le paradis pour ma fille dans un endroit appelé l'enfer. Ce fut un moment de vérité pour des milliers de personnes qui ont lu l'article, mais surtout un moment charnière dans mon travail de plaidoyer.

Ayant souffert de la stigmatisation sociétale d'avoir la poliomyélite, la stigmatisation d'être une fille, la stigmatisation d'être éduquée et d'avoir une opinion, j'ai été publiquement roulée dans la boue par des hommes pour avoir confronté leurs idées patriarcales : « Les femmes ne servent qu'au sexe. Peut-être qu'un jour je te prendrai pour du sexe ». Cependant, la souffrance que j'ai endurée m'a permis de créer une connexion avec les personnes les plus vulnérables.

Lors de mon parcours, j'ai rencontré plusieurs défis. Par exemple, il y a quelques années, un commandant de milice rebelle opérant dans notre centre Maman Shujaa éloigné, a approché notre directeur des installations pour exiger le paiement de la « sécurité » de notre centre, sinon ils mitrailleraient notre centre de balles. J'ai demandé à notre responsable de l'informer que nous n'étions pas des étrangers ; c'est là où je suis née, où j'ai grandi, où vivent mes parents et mes frères et sœurs ; c'est là que j'ai construit un centre communautaire, construit une école pour filles, développé une industrie pour fabriquer des kits de serviettes hygiéniques lavables et réutilisables pour les filles et mis en place une initiative de reboisement gérée par des villageoises. Je contribue à ma patrie et je ne vais pas les payer 1 \$ pour leur sécurité.

Suite à cet incident, j'ai écrit toute l'histoire et l'ai envoyée par e-mail, avec son nom, sa photo et le nom de son général à Kinshasa, à des dignitaires de l'ONU, à l'ambassadeur des



Neema en présence d'un groupe de femmes avec lesquelles elle travaille au Centre Maman Shujaa à Bukavu

États-Unis au Congo, à un journaliste de Voice of America et à une organisation caritative qui fait du lobbying auprès la Maison Blanche pour des sanctions contre ce genre de choses, etc. Je ne l'avais jamais rencontré ni parlé avec lui auparavant, mais j'ai obtenu son numéro de portable et le lendemain, je l'ai appelé sur WhatsApp. Bien sûr, il avait été informé de tout le bruit que je faisais à propos de ses menaces. Il était incrédule. Il m'a demandé comment je pouvais faire toute une affaire pour une si petite chose. Je lui ai dit que je prenais ses menaces au sérieux et que je n'acceptais pas l'intimidation. La prochaine fois que j'ai visité le centre isolé de Maman Shujaa, il m'a rendu visite et s'est fait prendre en photo avec moi. Il s'est publiquement excusé.

Ma vie est consacrée à mes sœurs congolaises qui promeuvent le programme de paix et de sécurité des femmes en plus d'améliorer la compréhension, les aptitudes et les capacités des femmes à plaider pour le changement et la coexistence pacifique dans leurs communautés respectives. Le financement local est primordial. Il y a tellement de femmes merveilleuses qui consacrent leur vie à un désir intérieur d'offrir un avenir meilleur à leurs sœurs et leurs filles. Donner aux femmes les moyens d'informer, d'éduquer et d'éclairer leurs pairs est extrêmement efficace. Les femmes autonomes sont et continueront d'être des passerelles vers l'avenir légitime de leurs sœurs. Les femmes donnent à leurs sœurs la considération, l'information, l'éducation et les opportunités, ainsi que l'accès à la sécurité alimentaire, à la santé et à une communauté digne et honorable.



ASHA HAGI ELMI

# ASHA HAGI ELMİ

---



Asha Hagi Elmi est une militante humanitaire et pacifiste, reconnue internationalement pour son travail en faveur de la paix en Somalie. En 1992, elle a cofondé Save Somali Women and Children (SSWC). En 2000, elle a formé le mouvement des femmes du Sixième Clan pour faire progresser la participation active et significative des femmes à la politique somalienne.

La Somalie est, et continue d'être, un pays privilégié dans la Corne de l'Afrique. Elle a été engloutie dans la guerre civile et les troubles politiques pendant des décennies après le renversement du régime dictatorial de feu Siad Barre par des groupes d'opposition armés. Cela a donné naissance à des hostilités claniques menées par des seigneurs de guerre de différents clans qui ont plongé le pays dans une anarchie totale.

Comme cela a toujours été le cas dans tous les conflits armés, les femmes et les enfants sont les premières et dernières victimes de la guerre, bien que la guerre ne soit ni leur désir ni leur décision. En Somalie, celles qui ont le plus souffert étaient les femmes issues de mariages inter-claniques. Lorsque la guerre civile basée sur l'affiliation clanique a éclaté, c'était la première fois que j'ai réalisé que mon mari et moi avions deux identités différentes. Je savais que nous appartenions à des clans différents, mais je n'aurais jamais pensé qu'un jour nous serions la cible de l'hostilité clanique.

En conséquence, j'ai été prise entre les deux et je me suis retrouvée avec une demi-identité puisque je n'étais membre à part entière d'aucun des clans. Dans ce moment douloureux et stressant de recherche d'une identité complète, j'ai réalisé que

la seule identité complète que les femmes pouvaient avoir était « l'identité de femme ». Au lieu de me laisser ensevelir dans ce moment stressant et douloureux, j'ai choisi de le transformer en force et j'ai eu ces idées, à savoir : Mettre fin aux meurtres insensés et à la guerre, puisqu'elle n'a rien d'autre à offrir aux femmes que la mort, la destruction et la dévastation ; unir les femmes somaliennes au-delà des frontières claniques et lutter pour l'identité des femmes ; promouvoir la paix du point de vue des femmes afin d'empêcher mes filles de vivre la même expérience douloureuse que moi.

J'ai partagé mes sentiments avec mes camarades femmes qui subissaient les mêmes expériences mais n'étaient pas assez téméraires pour s'exprimer. Cela a ensuite conduit à la formation de Save Somali Women and Children.

Pendant le conflit somalien, il y a eu de nombreuses tentatives internationales et régionales pour rassembler les factions belligérantes et résoudre la crise politique somalienne. Treize conférences ont eu lieu pendant une décennie, mais toutes ont échoué parce qu'elles étaient toutes des conférences axées sur les chefs de guerre, ce qui signifie que seuls les groupes armés avaient le droit d'y participer, excluant la participation d'autres acteurs de la société civile, y compris les femmes.



©Groupe de travail d'une ONG sur les femmes, la paix et la sécurité

Asha El Hagi fait une déclaration au Conseil de sécurité des Nations Unies en 2009

En 2000, le président de Djibouti a convoqué la première conférence de réconciliation nationale inclusive visant à mettre fin à l'hostilité des clans et à proposer une solution nationale globale. Contrairement aux tentatives précédentes, la participation à la conférence Arta/Djibouti était basée sur les clans. Mais une fois de plus, les femmes étaient toujours exclues, car les femmes n'ont pas de place ou d'espace dans les structures traditionnelles à cinq (5) clans puisque dans les sociétés patriarcales et patrilinéaires, les femmes n'ont ni la responsabilité de protéger le clan pendant la guerre ni le droit de représenter le clan à la table des négociations.

C'est le courage, la ténacité, la vision, l'activisme et le dynamisme de Save Somali Women and Children, dont je suis la présidente, qui a organisé les femmes au-delà des frontières des clans et les a réunies pour former notre propre clan, le sixième clan, en tant qu'identité nous permettant de participer pleinement au processus national de recherche de solutions. Nous avons revendiqué la place qui nous revient dans le processus de réconciliation nationale. Nous étions fortement convaincues que notre contribution était vitale et précieuse. Nous avons fait pression sur le pays hôte (Djibouti), les anciens les plus importants des clans et les chefs religieux, et nous avons construit des alliances stratégiques avec certains des chefs de clan, des érudits islamiques, des politiciens et d'autres acteurs clés de différents clans pour soutenir notre

cause. Après une lutte acharnée, notre participation a finalement été reconnue. Puisque nous avons cinq clans distincts dans la structure clanique somalienne, le nouveau clan, le clan des femmes, est devenu le Sixième Clan.

Au cours de mon parcours en tant que militante pour la paix et les droits de l'homme, j'ai obtenu plusieurs succès.

En juillet 2003, j'étais l'une des signataires de l'Accord de paix somalien à Mbagathi, au Kenya. Ce fut l'un des processus clés qui a conduit au gouvernement de transition de la Somalie et au gouvernement somalien actuel.

En 2012, lorsque mon mari a été élu Premier ministre de la Somalie, il a dirigé les efforts pour l'inclusion des femmes au gouvernement. Par conséquent, une femme a été nommée vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères.

Sans aucun doute, mon moment charnière en tant que militante a été la formation du sixième Clan. Le Sixième Clan a créé la base de tous les accomplissements féminins auxquels nous assistons aujourd'hui en Somalie. Aujourd'hui, les femmes somaliennes sont impliquées dans tous les processus de paix et de sécurité et leurs opinions sont reconnues et appréciées. De plus, il y a plusieurs femmes législatrices au parlement somalien. Aujourd'hui, le Sixième Clan reste actif en tant que mouvement pansomalien des femmes.

La souffrance des groupes les plus vulnérables dont j'ai été témoin pendant la guerre continue d'alimenter mon zèle pour

Les organisations de femmes ont construit une coalition solide pour accroître leur influence dans les négociations ; cette coalition a pris le nom de « Clan des Femmes » pour ensuite être connue sous le nom de « Sixième Clan ».

À la suite de l'inclusion des femmes, la Charte de transition issue de la conférence a mis l'accent sur les droits fondamentaux des enfants, des femmes et des minorités, et les organisations de femmes ont réussi à obtenir un quota de femmes de 25 sur 245 sièges au parlement de transition.

#### SOURCE

construire la paix parmi le peuple somalien. Le pouvoir du féminisme m'a donné du courage, de la détermination, de la cohérence et de la résilience pour lutter pour la paix du peuple somalien. L'unité des femmes somaliennes et des organisations dirigées par des femmes m'a vraiment encouragée en tant qu'artisane de la paix. Je me suis rendue compte que les femmes peuvent avoir un impact positif et jouer un rôle actif, en faisant une énorme différence si elles unissent leurs voix, articulent leur programme, mettent de côté leurs différences et se concentrent sur leur juste cause.

Il est nécessaire d'accroître la participation significative des femmes aux négociations de paix formelles et informelles en sensibilisant les médiateurs et les parties au conflit, ce qui est tout aussi critique que l'importance stratégique à long terme de l'inclusion des femmes. La participation des femmes à la consolidation de la paix et à la planification de la reconstruction, de l'autonomisation économique des femmes dans le cadre des efforts de reconstruction et la mise en place d'institutions post-conflit sensibles au genre sont toutes cruciales.

Malgré les défis communs auxquels nous sommes confrontées en tant que femmes, notamment les conflits armés, les dynamiques sociales, culturelles, politiques et claniques, nous sommes également confrontées à d'autres défis aux niveaux personnel et collectif. Bien sûr, chaque grande réalisation a un prix, et nous avons payé un prix énorme en promouvant la paix

et la participation des femmes dans les conflits armés. Nous avons risqué nos vies, sacrifié nos familles et notre temps. Nous avons perdu certains de nos proches, dont certains étaient à l'avant-garde de la lutte pour les droits des femmes. D'autres sont morts de maladies liées au stress à cause de la situation hostile dans laquelle nous nous trouvions. Certains d'entre nous vivent encore sous des menaces de mort constantes et des maladies liées au stress.

Toutes ces dynamiques m'ont obligée à risquer ma vie et à avoir le courage de rencontrer les dirigeants islamiques en face à face pour soulever et discuter avec eux des problèmes et des rôles liés aux femmes. En fait, j'ai mobilisé et organisé le premier rassemblement de femmes depuis que les tribunaux islamiques ont pris le contrôle de Mogadiscio. Nous avons utilisé cette plate-forme pour briser le silence et j'ai parlé avec force et audace de l'importance du rôle des femmes dans la paix, la politique, les affaires et dans tous les domaines de la vie, et j'ai exhorté les femmes à conserver leur rôle dans la société. C'était une indication que nous, les femmes somaliennes, avons l'endurance, la volonté, le courage et l'engagement nécessaires pour entreprendre un travail difficile sur le terrain, même si nous manquons souvent de capacités techniques et financières pour le faire.



PASTEUR ESTHER IBANGA

# PASTEUR ESTHER IBANGA

---



La pasteur Esther Ibanga est la fondatrice et la pasteur principale de Jos Christian Missions International. Elle est également présidente de l'initiative « Women Without Walls » qui cherche à développer une approche non violente, créative et inclusive de la résolution et de la transformation des conflits au Nigeria, par le biais de femmes qui sont des agentes naturelles du changement social et national.

L'initiative « Women Without Walls » a été créée en avril 2010 ; elle est née du besoin de répondre à la crise religieuse et ethnique incessante qui a secoué l'État du Plateau au Nigeria pendant des décennies. L'objectif de l'organisation était de faire tomber les murs de la religion et de l'ethnicité qui ont été utilisés par les politiciens pour polariser la communauté.

Avant la création de l'initiative, j'étais encore chef religieuse et pasteur d'une église en tant que ministre de l'Évangile de Jésus-Christ. Chaque fois qu'il y avait un conflit, j'essayais d'éviter les zones troublées et de ne pas m'impliquer, notamment politiquement.

Tout a changé le 10 mars 2010, lorsque la nation s'est réveillée un dimanche matin avec la nouvelle épouvantable du meurtre horrible de plus de 500 femmes et enfants dans un village chrétien près de chez moi. Ce fut déchirant. Malgré cela, ce fut aussi un tournant personnel car je ne pouvais plus supporter une minute de plus de regarder en tant que spectatrice. Peu de temps après l'incident, plusieurs dirigeantes chrétiennes de haut niveau dans la ville et ses environs ont commencé à affluer chez moi dans l'espoir d'une réponse à

ce qui devait être fait en réponse à la crise qui avait suivi. Cette série de visites qui n'avaient pas abouti depuis plusieurs jours alors que nous pleurions sur les événements, a ensuite conduit à l'organisation d'une manifestation pacifique qui s'est déroulée quelques jours plus tard, menée par le mouvement des femmes chrétiennes.

La manifestation pacifique visait à exiger justice pour les victimes du massacre et l'arrêt des crimes horribles. La manifestation a été organisée en collaboration avec d'autres leaders de groupes de femmes telles que la professeur Funmilayo Para-Mallam, Mme Josephine Ewuga, Mme Julie Makama et feu Mama Becky Abimiku. À la suite de cette marche, les femmes musulmanes ont également organisé une marche similaire, en représailles au meurtre de musulmans. J'ai dû tendre la main aux femmes musulmanes pour voir comment nous pouvions mettre fin à cela.

Ce fut un moment déterminant pour moi qui m'a amenée, presque consciemment, à la consolidation de la paix et à la résolution des conflits, ainsi qu'à la formation ultérieure de l'initiative Women Without Walls.

---

« Ce que nous avons vu à Plateau ces 20 dernières années est comparable à un génocide. Les vies humaines perdues dans les attentats sont inquiétantes. Le cycle d'attaques et de contre-attaques ne s'est pas arrêté. J'ai vécu toute ma vie à Jebbu Miango avant que des hommes armés ne tuent mon mari le mois dernier. Quand on pense que la paix est revenue, on sera surpris d'entendre parler d'un nouveau meurtre et d'une attaque dans une autre communauté. Les attaques se produisent dans les villes et les zones rurales. Les tueurs opèrent de jour comme de nuit et ne

donnent généralement pas d'avertissement avant d'attaquer. Ils fondent sur leurs victimes sans méfiance, laissant derrière eux une mare de sang, des corps mutilés, des maisons incendiées et la destruction de terres agricoles. Ce qui est encore plus douloureux, c'est que la plupart du temps, les auteurs ne sont jamais appréhendés car ils s'échappent généralement dans la brousse. »

---

[Mme Charity Bulus](#)

L'initiative est née du désespoir de mettre fin aux meurtres violents et insensés de femmes et d'enfants dans l'État du Plateau au Nigeria. Depuis sa création, l'organisation est devenue une solide coalition de groupes de femmes allant au-delà des clivages religieux et ethniques. Grâce à cette plate-forme, les femmes ont été placées dans une position avantageuse pour faire entendre leur voix pour des appels à la paix dans les régions troublées du Nigeria. L'initiative Women Without Walls a mis en évidence le pouvoir des voix des femmes et a créé une opportunité pour qu'une plate-forme organisée de femmes joue un rôle actif dans la consolidation de la paix. Il est de notoriété publique que l'Initiative Women Without Walls est la première organisation à avoir parmi ses membres toutes les femmes dirigeantes tribales, y compris les dirigeantes chrétiennes et musulmanes. Ces femmes servent de points d'entrée dans les différentes communautés de leur ville, notamment pour atteindre les jeunes et tous les acteurs de la communauté.

Grâce à son travail de plaidoyer centré sur la communauté, l'initiative Women Without Walls se tourne maintenant vers

les communautés instables et les foyers de violence en engageant les mères comme première ligne de sécurité pour leurs familles et leurs communautés. Ces mères ont contribué à la déradicalisation de leurs fils qui, dans la plupart des cas, sont recrutés par des groupes radicaux et extrémistes en raison de la pauvreté, du chômage et du manque d'opportunités éducatives. Grâce à l'approche « Mothers School » empruntée à Women Without Borders Autriche, les mères sont formées à identifier les signes de radicalisation chez leurs fils. Cette approche a eu un impact indéniable dans les communautés dans lesquelles nous travaillons avec de nombreuses mères dénonciatrices de ces signes, et nous fournit ainsi des points d'entrée pour engager de manière significative ces jeunes et avoir un impact positif sur eux.

Au-delà du cadre familial, l'initiative Women Without Walls travaille dans les écoles en organisant des carnivals de la paix et des campagnes de contes pour démystifier et changer le récit sur les conflits et les crises.

L'organisation dispose désormais d'une stratégie affinée axée sur six domaines : le plaidoyer ; la fourniture de secours



©Initiative Women Without Walls/Willie Abok

La pasteur Esther Ibanga s'est jointe aux dirigeants musulmans de la ville de Jos pour appeler au retour des filles de Chibok qui ont été kidnappées par le groupe extrémiste Boko Haram.

aux personnes déplacées à l'intérieur du pays et aux nécessiteux ; la formation des femmes aux initiatives ou activités de consolidation de la paix, aux dialogues et médiations entre les belligérants ; les projets de développement dans des communautés défavorisées dont les griefs sont devenus des vecteurs de violence ; et l'autonomisation des femmes et des jeunes.

Les premières années qui ont suivi la création de l'initiative Women Without Walls furent difficiles. Cependant, Dieu a récompensé nos efforts lorsque j'ai remporté le prix Niwano pour la paix de 2015, ce qui a été un moment charnière de mon parcours. J'avais renouvelé l'espoir que le travail que je faisais en collaboration avec le mouvement des femmes à Jos et dans les environs portait ses fruits.

Alors que nous travaillions dans le cadre de l'initiative « Women Without Walls » au départ, l'un des principaux défis rencontrés était, et continue d'être, le financement. Quand nous avons commencé, nous n'avions pas d'argent, nous avons donc dû utiliser notre propre argent pour exécuter les différents projets que nous avons prévus. Et même si nous avons postulé auprès de plusieurs agences donatrices internatio-

nales, recevoir des financements était, et reste un défi. Nous avons donc décidé de faire appel au secteur privé pour obtenir de l'aide sur certains projets majeurs, en particulier ceux que nous avons entrepris dans les communautés, comme la rénovation d'une école publique, le creusement d'un forage dans une autre communauté, etc. Le secteur privé, par le biais de ses programmes de responsabilité sociale des entreprises, nous a permis de poursuivre cet important travail. Par exemple, je me souviens d'avoir contacté l'une des principales entreprises de Jos : Grande Cereals Manufacturing Company Ltd. Avec leur soutien, nous avons pu rénover un ensemble de salles de classe dans une communauté musulmane et creuser un forage dans une communauté chrétienne avec la société Fatigen Engineering.

Bien que nous ayons reçu un soutien éminent des chefs religieux et des agences de sécurité, ce n'était pas le cas des chefs traditionnels et de l'État. Jusqu'à présent, nous attendons toujours que le gouvernement tienne ses engagements pour résoudre les problèmes en s'éloignant de l'utilisation de la religion et de l'ethnicité pour creuser le fossé entre les communautés.



STELLA MYSTICA SABIITI

# STELLA MYSTICA SABIITI



Stella Mystica Sabiiti est une experte en paix et sécurité dont le travail s'étend sur plus de quatre décennies. Elle a dirigé et facilité plusieurs processus de paix à travers le monde. En 1976, elle a été torturée par des soldats du président Idi Amin. Cette expérience déchirante a façonné sa décision de se consacrer à travailler avec des groupes armés pour la paix si elle survivait à l'épreuve.

**J**e suis née à Mbarara, dans l'ouest de l'Ouganda, mais j'ai passé mes années de formation dans la sous-région de Karamoja, dans le nord-est de l'Ouganda, où mon père était cadre supérieur au bureau du commissaire de district. J'ai donc fréquenté l'École du conseil municipal de Moroto (désormais l'École du conseil de Moroto) où j'ai terminé mes études primaires. La sous-région de Karamoja est habitée par des populations pastorales et nomades passionnées par leurs animaux.

En 1976, j'étais étudiante en sciences sociales à l'Université Makerere, à Kampala, nouvellement mariée et attendant notre premier enfant, une fille. Parce que j'étais étudiante et que je vivais sur le campus de Mary Stuart Hall, un immeuble imposant, alors que mon mari était à l'époque commissaire de district dans la sous-région du Nil occidental au nord de l'Ouganda, nous ne nous rencontrions qu'occasionnellement. En ce jour fatidique, mon mari était venu à Kampala dans notre appartement en ville.

Cette matinée « ordinaire » s'est plutôt transformée en une journée cauchemardesque. Mon mari venait de me déposer sur le campus pour que je fasse de la lecture et discute avec ma colocataire qui suivait le même cours que moi. Tout semblait normal, presque ennuyeux, quand soudainement, quelqu'un frappa bruyamment à notre porte. Au début, nous pensions que c'étaient nos amis qui faisaient une farce, mais il s'est avéré que c'étaient des hommes de l'armée en tenue de combat intégrale. Environ six de ces hommes armés ont défoncé notre porte et sont entrés dans notre chambre. Mon amie et moi avons tenté de nous réfugier sur le balcon de notre chambre. Les événements qui suivirent ce moment furent déchirants. Je me souviens d'avoir été frappée au bas du dos par la crosse d'un pistolet et d'avoir dégringolé les escaliers jusqu'à l'étage du dessous. Pendant que ce tumulte se déroulait dans la résidence des filles, les garçons de Lumumba Hall étaient également torturés, ce que nous ne savions pas jusqu'à ce que les soldats m'emmenent, moi et mon amie, dans la résidence pour hommes.

Pendant un instant, j'ai su que je regardais la mort en face. Cette journée restera gravée à jamais dans ma mémoire. Alors que j'étais battue et lacérée, les soldats avaient amené avec eux des outils, en métal pour la plupart, que je n'avais jamais vus de ma vie. Étonnamment je n'ai jamais ressenti de douleur. Bien sûr, comme vous pouvez l'imaginer, j'ai partagé ce sentiment avec plusieurs autres survivants à travers le monde qui confirment que c'est comme si nous donnions psychologiquement à notre corps la permission de ne ressentir aucune douleur. Nous ne sommes que spectateurs de ce qui est fait à notre corps. Alors que mes espoirs de survivre s'amenuisaient, je n'avais qu'une seule pensée en tête : découvrir pourquoi les soldats m'accusaient d'avoir fait quelque chose qu'eux et moi savions que je n'avais pas fait. Tout au long de cette épreuve, j'ai eu l'impression qu'il y avait quelqu'un d'autre à mes côtés, avec moi, qui me guidait sur ce qu'il fallait faire ou ne pas faire. Cette fois, la voix, ou le « pouvoir », comme j'aime l'appeler, m'a dit d'exposer mon visage et de regarder les soldats dans les yeux, et que j'y trouverais ma réponse. Dans leurs yeux. Je n'oublierai jamais ce que j'y ai vu. De la tristesse.

Je pouvais voir la douleur qu'il se forçait à supporter en me torturant moi et mon amie. Après ce moment crucial, la voix, le pouvoir, est venu à nouveau à mon secours. J'ai entendu clairement dans ma tête : « dis-lui que ce n'est pas grave, dis-lui que tu sais qu'il ne fait que son travail » Mais comment faire ça ? Cela semblait un peu rabaisant pour un puissant soldat armé. Alors la voix, le pouvoir a dit : « cherche quelque chose que tu as en commun avec lui. Tout ira bien. Regarde, et tu le trouveras, parles-en ! » Et miraculeusement je l'ai fait ! Je lui ai demandé : « qu'est-ce que ta femme t'a cuisiné hier soir ? » Après plusieurs autres passages à tabac avec ses camarades, et avec mon insistance de plus en plus forte, le soldat a répondu, et d'autres se sont joints à nous et nous avons continué comme ça sous cet arbre devant Lumumba Hall jusqu'à ce qu'ils sifflent et ordonnent à tous les soldats de monter à bord de leurs camions et de nous laisser seules. Ma question

a humanisé les soldats, parce que je n'ai pas fait référence à la brutalité et aux choses horribles qu'ils nous faisaient. C'est dans ce moment intimidant que j'ai réalisé, après avoir survécu à cette épreuve, que je m'engagerais à construire la paix, en travaillant spécifiquement avec ceux qui tiennent les armes. Je me suis promis de travailler avec des groupes armés. D'après mon expérience de visiter des camps de réfugiés depuis mon enfance avec mes parents, j'ai pensé qu'il y avait des organisations vouées à aider les survivants. J'ai aperçu une lacune dans cette approche, c'est-à-dire le travail avec les groupes armés violents. On oublie souvent l'autre côté de l'équation. Avec cet incident, et en voyant comment les soldats armés ont finalement répondu positivement, j'ai réalisé qu'ils avaient besoin d'être aidés à voir la « troisième » voie, la voie pour transformer le conflit en paix. J'ai réalisé que si je devais survivre complètement, je devais non seulement me sauver mais aussi sauver les soldats, sortir du conflit en leur tenant la main. En fait, j'ai travaillé avec des groupes rebelles armés et d'autres depuis, je remercie Dieu de m'avoir ainsi introduit dans ce domaine de la paix. Je n'ai pas lu à ce sujet, je l'ai moi-même vécu. Ce n'est pas une chose facile, mais c'est faisable.

Après ce jour fatidique, pendant une période très troublée pour l'Ouganda en tant que nation, mon mari et moi avons fui en exil au Canada. Nous sommes revenus pendant environ un an avant d'être forcés de fuir au Kenya et finalement aux Pays-Bas. Au Kenya et aux Pays-Bas, j'ai commencé à travailler sur mon rêve : favoriser la paix et la sécurité par des moyens actifs non violents.

Pendant ce temps, après la chute d'Iddi Amin en 1979, les soldats qui faisaient partie de la faction qui avait attaqué l'université lorsque j'ai été torturée avaient fui le pays et s'étaient regroupés en factions rebelles armées en partant du principe

qu'ils pensaient être l'armée légitime de l'Ouganda.

En décembre 2002, 26 ans après avoir survécu à cette journée tumultueuse à Mary Stuary Hall, j'ai été rappelée par le gouvernement ougandais depuis le Mozambique où je travaillais avec d'anciens combattants. Le gouvernement a envisagé mon rôle de facilitatrice dans le processus de médiation en travaillant avec les anciens soldats devenus rebelles qui cherchaient la paix avec le gouvernement actuel de l'Ouganda. Le groupe rebelle, l'Uganda National Rescue Front II (UNRF2) était dirigé par le général de division Ali Bamuze et l'équipe gouvernementale était dirigée par le général de division Salim Saleh. La Commission ougandaise d'amnistie et d'autres organisations locales ont été des acteurs clés. Cela s'est produit à un moment où l'Armée de résistance du Seigneur était très active et le peuple ougandais avait besoin d'une paix réelle dans sa vie. Je crois également fermement aux mécanismes indigènes permettant de trouver des solutions positives à des crises apparemment impossibles, notamment l'admission de la faute et de la responsabilité, le pardon et la réconciliation et la cocreation d'un monde de possibilités partagé. Ensemble. Mato Oput est un tel mécanisme, et divers groupes de cultures apparentées ont les leurs. Mais elles partagent toutes les mêmes racines, car nous faisons tous des erreurs, parfois des erreurs et des actions horribles, mais nous avons en même temps une plus grande capacité à faire le bien.

C'est également à cette époque que la loi d'amnistie de 2000 a été adoptée et que des certificats d'amnistie ont été délivrés par les structures locales à tous les rebelles qui avaient accepté de déposer les armes et de rentrer chez eux. Lors de la planification des pourparlers de paix qui allaient avoir lieu à Arua, tous les groupes ont été invités à présenter une liste de médiateurs. Mon nom était présent sur les cinq listes. Suite

---

En fait, Mato Oput, qui en langue Acholi signifie littéralement « boire une potion amère faite à partir des feuilles de l'arbre oput », est l'un des mécanismes de pardon et de réconciliation parmi le peuple Acholi du nord de l'Ouganda. La consommation de cette herbe amère signifie que les deux parties en conflit acceptent l'amertume du pas-

sé et promettent de ne plus jamais goûter à une telle amertume. Le paiement des indemnités suit la cérémonie. La victime ou sa famille est indemnisée pour le mal causé, par exemple sous forme de vaches ou d'argent.

---

[SOURCE](#)

à cela, une directive avait été émise pour me faire participer activement au processus de paix. Au départ, mon rôle était de former et de préparer toutes les parties à établir la confiance et à formuler leurs revendications. Mais progressivement, ce rôle a évolué vers un processus de médiation qui comprenait la transmission de messages entre les parties aux négociations.

Au cours de ce processus, il y a eu des moments difficiles, comme l'incident où les combattants voulaient que je les entraîne seuls dans l'obscurité de la nuit, mais heureusement, la dynamique a changé en ma faveur. Un autre incident a eu lieu lorsqu'ils ont réalisé, dans l'un de mes moments négociés et convenus seuls avec eux, que le gouvernement leur avait donné un rouleau de papier pour tableau de conférence, et que ce rouleau était déjà entièrement couvert d'écritures ! Pour les combattants, c'était un acte délibéré de la part du gouvernement, mais j'ai réussi à gérer cela efficacement. Ce sont ces petits moments de sentiment de trahison qui peuvent bouleverser tout le processus. Mon expérience m'a aussi appris que nous sommes tous des êtres humains. Bien que la peur ou le sentiment de danger ait parfois menacé ma détermination, puisqu'il s'agissait d'un groupe qui faisait partie des soldats sous le régime d'Amin, je suis resté fort et ferme, guidé par le principe et la croyance en la bonté de chaque être humain. Ce fut l'expérience de ma vie qui a bouclé la boucle avec cet exercice d'humilité qui est de travailler désormais avec les responsables de certains des pires moments de ma vie, travaillant ensemble pour transformer leurs revendications politiques en expressions de paix et le désir de retrouver leur dignité et demander pardon à leurs compatriotes ougandais, le tout énoncé dans l'accord de paix signé le 24 décembre 2002.

Après ce moment charnière de mon cheminement vers la paix, j'ai continué à travailler sur le processus de désarmement à Karamoja, et avec cette expérience également, je me souviens être tombée dans une embuscade mortelle avec feu Omwony Ojwok (ancien ministre d'État chargé de la surveillance économique). Le Karamoja a été l'un des processus les plus difficiles à mettre en œuvre pour résoudre un conflit qui n'était pas une insurrection. Dans les conflits armés typiques, il existe des règles d'engagement et certaines attentes de la part de l'une ou l'autre des parties en conflit. Mais à Karamoja, tout le monde avait une arme à feu et il n'y avait aucun ennemi ou adversaire visiblement identifié. C'était un conflit existentiel, fluide, et délicat à gérer. Après des années de paix, la même menace refait surface.

Au cours de ma carrière, j'ai travaillé sur de nombreux autres conflits, notamment le génocide contre les Tutsi au Rwanda, les pourparlers de paix au Burundi, les conflits au Libéria, en Sierra Leone, aux Caraïbes et dans la région de l'Asie-Pacifique, en Afghanistan, en Inde et au Pakistan, en Thaïlande et en Colombie, pour n'en nommer que quelques-uns. J'ai pu échanger des idées, apprendre et grandir.

En tant que médiatrice et facilitatrice entre des groupes armés en Afrique et ailleurs, j'ai travaillé avec des individus dans certaines des situations les plus tendues au monde. Ayant travaillé avec le Département de la paix et de la sécurité de l'UA (aujourd'hui le Département des affaires politiques, de la paix et de la sécurité - PAPS) depuis 2006, dans le cadre d'une équipe d'experts renforçant l'UA, les Communautés économiques régionales, les Mécanismes régionaux et leurs forces régionales en attente dans la construction de l'Architecture de paix et de sécurité africaine (APSA), je continue de considérer qu'il est impératif que les femmes soient présentes et engagées de manière significative à tous les niveaux de la consolidation de la paix.

L'une des compétences les plus importantes que les femmes négociatrices et médiatrices de paix apportent à la table est leur capacité d'écoute, en particulier pour ce qui n'est pas dit. D'après mon expérience, il est extrêmement important d'analyser la situation avant d'essayer de trouver une solution. Nous ne devons pas nous précipiter pour trouver une solution, mais plutôt prendre le temps de comprendre les causes profondes. Lorsque l'on commence à interagir avec les groupes locaux et les communautés qui sont touchées par le conflit, les réponses apparaissent. Par conséquent, les solutions de paix localisées devraient informer et déterminer le résultat de tout processus de paix. Cette compétence, que j'ai apprise en 1976, est toujours la même astuce et le même outil que je continue d'utiliser dans les processus de paix dans lesquels j'ai été impliquée.

Les femmes et les enfants sont affectés différemment par la guerre et les autres formes de conflits violents, et cela doit toujours apparaître clairement afin qu'ils occupent l'espace où les décisions sont prises. Dans mon rôle de conseillère d'ONU Femmes, j'ai co-soutenu la création du Réseau des femmes et filles africaines dans la prévention et la médiation des conflits (Femwise-Africa).



ANNE-MARIE MUSABYEMUNGU

# ANNE-MARIE MUSABYEMUNGU

---



Anne-Marie Musabyemungu est une militante des droits humains qui a joué un rôle déterminant pour convaincre les rebelles rwandais combattant au Congo de rentrer chez eux, en commençant par son mari. Plus tard, elle a brigué les suffrages en tant que députée.

En 2001, alors que j'étais enseignante dans une école secondaire au Rwanda, j'ai entendu parler de la nouvelle Résolution 1325 du conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité. Les discussions autour de la résolution avaient fait leur chemin dans le mouvement des femmes au Rwanda. Les femmes essayaient de trouver des moyens de contribuer à la reconstruction de la paix et de la sécurité dans le pays après le génocide contre les Tutsi en 1994.

Avec le rôle de mon mari en tant que membre des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) qui combattaient le gouvernement du Rwanda, j'ai développé un vif intérêt pour la consolidation de la paix à un moment où le gouvernement et les forces de défense recherchaient activement des interlocuteurs.

Pour susciter cet intérêt à contribuer à la construction d'un Rwanda pacifique en parallèle avec la proximité que j'avais avec le rôle de mon mari, j'ai demandé une audience et j'ai finalement eu la chance de rencontrer le général James Kabarebe, le chef des forces de défense pour établir une communication avec les FDLR, et essayer de parvenir à la réconciliation nationale. Ce ne fut pas une communication ponctuelle, mais un engagement qui dura des mois. Dans ces conversations, nous

avons parlé du rôle des femmes dans la recherche de la paix et de la sécurité. Nous avons également réfléchi à l'infiltration des FDLR, en revenant sur le génocide et ses déclencheurs. Nous avons également parlé de la volonté politique de réconciliation et de reconstruction de la paix dans le pays. Nous avons réfléchi aux juridictions gacaca et si elles réussiraient à obtenir justice pour les crimes génocidaires. Nous avons également parlé de la réintégration des anciennes forces rwandaises.

En 2003, suite à cette série de discussions et à beaucoup d'introspection, j'ai décidé de faire le voyage dans la forêt congolaise pour chercher les FDLR avec comme unique but de les sensibiliser à la réconciliation et de leur demander de déposer les armes. Avant d'entreprendre cette mission périlleuse, j'avais déjà des appréhensions, mais j'étais motivée par le fait que je faisais ma part pour la reconstruction du Rwanda. Comme tout parent, mon appréhension venait aussi de l'idée de laisser mes enfants et de ce qu'ils deviendraient dans le cas malheureux où je ne pourrais pas sortir vivante de la forêt.

J'ai voyagé au Sud-Kivu dans l'Est du Congo, et après avoir quitté la ville de Bukavu, j'ai commencé le voyage à pied sans connaître ma destination dans les profondeurs de la forêt. Cinq jours plus tard, je suis arrivée alors qu'une réunion des hautes

autorités des FDLR se déroulait. En tant que civile, j'ai frissonné à la vue des nombreux hommes armés sans uniforme militaire, dont certains d'entre eux étaient très jeunes. Je dois mentionner que mon mari qui devait faire partie de ce groupe n'était pas présent au moment de mon arrivée. J'en connais-

sais plusieurs parce que je les avais côtoyés avant qu'ils ne se retirent dans la brousse.

À mon arrivée, on m'a demandé d'expliquer pourquoi j'avais fait le voyage. Ceux qui me connaissaient auparavant m'ont posé des questions sur leurs familles. J'ai profité de leur ef-

---

Souvent salués par les observateurs internationaux, les tribunaux gacaca du Rwanda ont longtemps été présentés par leurs partisans comme un modèle pour les efforts de réconciliation réussis après un conflit. Confronté au défi presque impossible de reconstruire un pays après un génocide, le Rwanda avait besoin d'un mécanisme permettant de tenir les auteurs du génocide responsables de leurs actes de manière efficace et effective. La solution était gacaca : un système de 12 000 tribunaux communautaires qui cherchaient à juger les criminels du génocide tout en promouvant

le pardon par les victimes, l'appropriation de la culpabilité par les criminels et la réconciliation dans les communautés pour aller de l'avant. Alors que les organisateurs et les dirigeants du génocide ont été pour la plupart envoyés en jugement au Tribunal pénal international pour le Rwanda à Arusha, en Tanzanie, les tribunaux gacaca ont jugé plus d'un million de personnes ordinaires qui ont servi comme fantassins du génocide.

---

#### SOURCE

fervescence pour sensibiliser ceux que je connaissais et les autres. Nous avons parlé des élections présidentielles et législatives, de la réintégration des forces civiles et armées et des gacaca.

Nous avons parlé de la façon dont ils pouvaient accéder à des informations véridiques en provenance du Rwanda par le biais de la radio, des journaux et d'autres médias d'information. Nous avons parlé de l'état de l'éducation, de l'économie et des biens qu'ils ont laissés derrière eux. Nous avons aussi parlé de leur objectif de guerre et j'ai expliqué que la guerre n'était pas nécessaire car le pays promouvait l'unité et la réconciliation. Pour résumer, ils ont abordé plusieurs problèmes, et j'ai dûment répondu, cela a pris deux semaines jour après jour.

Bien que certains d'entre eux m'aient reçu avec de bonnes intentions, beaucoup d'autres pensaient que j'étais une espionne du gouvernement car je faisais l'éloge des politiques actuelles. Ils voulaient que je sois arrêtée, et certains pensaient même qu'il valait mieux me tuer.

Heureusement, mon mari est revenu des tréfonds de la forêt et m'a rejoint avant qu'ils ne prennent une décision finale sur mon sort. Après trois jours de dialogues approfondis avec mon mari, il a été le premier à déposer les armes. Ce fut un moment crucial. Quatre jours plus tard, nous avons consacré les journées suivantes à planifier notre sortie hors de la forêt. Mon mari Jérôme Ngendahimana était un colonel responsable du service de renseignement, ce qui a permis d'élaborer une solide stratégie de sortie. Il nous a fallu quatre jours pour arriver au Rwanda. Nous avons été bien accueillis par le gouvernement. Nous avons poursuivi nos conversations avec les hautes autorités. De ce fait, deux semaines plus tard, je suis retournée pour continuer à convaincre le chef des FDLR, le général Paul Rwarakabije, de déposer les armes et de retourner au Rwanda. Heureusement, il accepta et revint avec plusieurs militaires et un groupe d'officiers.

À leur retour au Rwanda, nombre d'entre eux ont été ré-

## Anne-Marie Musabyemungu

intégrés dans l'armée et beaucoup d'autres ont repris leur vie civile. Mon mari Ngendahimana Jérôme en est un exemple vivant. Mon mari a été intégré en 2004 en tant que colonel, puis plus tard il a été promu général de brigade par Son Excellence le président de la République en 2005 et général de division en 2010, et nommé sous-chef d'état-major de la réserve, poste occupé jusqu'à sa retraite en juillet 2018.

Après ce tournant dans ma vie, j'ai continué mon travail de consolidation de la paix, travaillant avec les réfugiés, les rapatriés et mobilisant les membres des FDLR encore en RDC. En 2008, des résultats notables ont été obtenus en matière d'unité et de réconciliation : les tribunaux gacaca ont donné des résultats satisfaisants, de nombreux réfugiés et un grand nombre de combattants des FDLR sont revenus. C'est à ce mo-

ment-là que j'ai ressenti le besoin de faire partie de la sphère décisionnelle en tant que femme. Je voulais aussi tester le niveau d'appréciation de la population vivant à la frontière de la République Démocratique du Congo et du Rwanda sur le travail accompli. Après une période de campagne encourageante, le peuple m'a élu pour le représenter au Parlement. J'ai ainsi pu constater que le niveau de leur appréciation était élevé.

Dans tout le travail que j'ai accompli pour promouvoir la paix et la sécurité, la volonté politique de l'État a été cruciale. Au Rwanda, Son Excellence le Président du Rwanda, Paul Kagame, a été la pierre angulaire qui a permis aux femmes de participer de manière significative à tous les processus de paix et de gouvernance, en mettant l'accent sur l'éducation des jeunes filles.



Photo prise à l'occasion de la Conférence internationale de Kigali sur le rôle des organes de sécurité pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles, les 26 et 27 octobre 2010. Anne Marie Musabyemungu (députée) et deux officiers (armée et police) ont représenté le Rwanda à la Conférence.



COLONELLE, DR. THEOPHILIA SHAANIKA

# Colonelle Dr THEOPHILIA SHAANIKA

---



La colonelle Dr. Theophilia Shaanika est une femme militante pour la paix et la sécurité en uniforme qui a occupé plusieurs postes au niveau national en Namibie, au niveau de la SADC et au niveau continental, au service de l'Union africaine. La colonelle Shaanika a joué un rôle important dans plusieurs processus de médiation à travers l'Afrique.

**M**on parcours en tant que femme militante pour la paix et la sécurité a commencé au début des années 80, lorsque j'ai décidé de participer à la libération de mon pays et que j'ai servi comme femme combattante.

Ayant connu la brutalité de la guerre coloniale, participer à la libération de la Namibie en tant que combattante engagée dans un vrai combat signifiait pour moi m'embarquer dans un « voyage sans retour ». Ainsi, rejoindre la Force de défense nationale namibienne, une arène à prédominance masculine, était « un fait accompli » pour occuper ma position légitime dans la défense et la protection de mon pays et de mon peuple afin d'ouvrir la voie à l'inclusion des jeunes femmes dans le secteur de la défense et de la sécurité et plaider pour la sécurité des femmes en Namibie et dans la région de la SADC.

Même si j'avais plusieurs autres choix de carrière, je savais que rejoindre la force de défense serait la meilleure option pour faire avancer l'agenda des femmes quels que soient les innombrables obstacles.

Je me conforme au commandement, « tu vas j'y vas, tu viens je viens ». En tant que soldat, j'ai compris qu'il était de mon devoir de protéger les civils, de prévenir les conflits, de réduire la violence, en particulier contre les femmes et les

enfants et toutes les personnes vulnérables comme les personnes âgées et les personnes handicapées. J'étais convaincue qu'il était de mon devoir de renforcer la sécurité dans le pays en conflit pour pouvoir assumer ces responsabilités.

De plus, je puise mon inspiration dans les héroïnes et héros tombés au combat, morts dans l'exercice de leurs fonctions pendant la lutte de libération. Je me suis sentie obligée de finir mon parcours pour faire en sorte que les histoires des oubliés, surtout les femmes et les filles, soient racontées et être écrites. Beaucoup de ces personnes sont mortes en défendant les droits et la dignité d'autrui. Nombre d'entre elles opéraient sous des pressions extrêmes, y compris en étant mentalement confinées, et beaucoup d'entre elles sont mortes en incarcération. Ce sont des réalités qui ont longtemps été exclues des espaces et des processus décisionnels, simplement parce que les problèmes des femmes sont considérés comme des problèmes périphériques.

Après l'élaboration de la politique namibienne sur l'égalité des sexes en 1990 dans la Namibie nouvellement indépendante de l'époque, j'ai poursuivi ma carrière militaire où j'avais fait vœu de servir pour maintenir la paix et la sécurité en Namibie et dans le monde.

---

Le 14 mars 2010, je suis arrivée dans ma zone de mission au Libéria suite à la création de la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL) en octobre 2003, mandatée pour « soutenir et protéger » le peuple libérien, en particulier les femmes. Lors de cette mission de maintien de la paix, je me suis concentrée sur l'intégration de la dimension de genre au Libéria.

En 2021, j'ai été nommée dans l'équipe du Bureau de liaison de la SADC qui a conduit au succès des élections à Madagascar en 2013. J'étais la seule femme au bureau de liaison de la SADC et, par conséquent, j'ai contribué à la négociation pacifique menée par l'ancien président du Mozambique, Son Excellence le Président Joachim Chisano.

En 2015, conformément à l'engagement revigoré de l'UA en faveur d'un programme centré sur les personnes, j'ai été nommée pour représenter la Namibie au Bureau de l'Envoyé spécial du Président de la Commission de l'Union africaine sur les femmes, la paix et la sécurité. Depuis cette nomination, j'ai été chargée de représenter ce bureau auprès de diverses plateformes dans le cadre des efforts de plaidoyer et de mise en œuvre des politiques du mandat.

Néanmoins, dans mon travail lié à l'agenda FPS et mes missions spéciales, j'ai rencontré plusieurs défis, le plus évident étant l'accès limité des femmes en uniforme aux principaux espaces de prise de décision et aux niveaux de gestion. Il est toujours difficile d'avoir une réunion ou de former des femmes dans leurs unités d'attache ou au niveau de la SADC. Lorsqu'il s'agit de réunions et de formations de sensibilisation, certaines autorités envoient délibérément des officiers subalternes aux réunions d'officiers supérieurs, simplement parce qu'il s'agit de l'agenda relatif au genre. Malheureusement, une fois qu'une femme officier monte au sommet sans avoir connaissance de l'agenda « Femmes, paix et sécurité », cela devient souvent un obstacle pour les femmes officiers subalternes.

Hélas, il n'y a jamais eu encore de meilleur moment pour être une femme. Travailler dans un secteur à prédominance

masculine n'a pas été un chemin facile, mais c'est un parcours qui a été et continue d'être riche en expériences, notamment après avoir travaillé avec des personnes progressistes. En tant que femme, je reste vulnérable et marginalisée d'une manière ou d'une autre, mais je reste positive pour surmonter les obstacles. Au début de mon travail, j'ai reconnu que les barrières entre les sexes se présentent sous plusieurs formes, mais je me suis toujours fixée des objectifs ambitieux et j'ai travaillé dur, même lorsque les temps étaient sombres. Mes mécanismes d'adaptation m'ont toujours aidé à comprendre que pour réussir dans chaque carrière, il faut travailler dur et rester concentrée. Selon moi, en tant que militaire, je n'entretiens jamais de complexe d'infériorité. Je m'efforce de rester professionnelle et ouverte pendant que je m'entraîne et que je m'éduque.

Je continue d'être inspirée par les femmes combattantes et les artisanes de la paix et par ce qu'elles font pour garder l'optimisme dans leur vie et celle des autres. On attend des femmes qu'elles en fassent 10 fois plus, qu'elles « fassent leurs preuves », pourtant le travail incroyable qu'elles accomplissent est peu ou pas reconnu. Je pense que ces femmes sont mes véritables héroïnes et inspiratrices. Les États doivent envisager la création de musées nationaux des femmes pour conserver les noms et les histoires des femmes artisanes de la paix dans leurs domaines d'action et d'influence.

Aujourd'hui, je fais partie du Réseau des femmes africaines pour la paix qui représente le noyau d'une masse critique en constante expansion de praticiennes du genre qui se sont engagées à changer le discours sur les femmes, la paix et la sécurité en Afrique, et elles-mêmes sont des agents du changement. Mes perspectives dans ce travail sont d'augmenter et de plaider davantage à travers différentes plates-formes pour garantir que l'intégration du genre dans les processus de paix et de sécurité reste à l'ordre du jour.

## *Colonelle Dr. Theophilia Shaanika*



La Colonelle Shaanika faisait partie d'une délégation de haut niveau en mission de solidarité au Soudan du Sud dirigée par Son Excellence Madame Bineta Diop, Envoyée spéciale de la Présidente de la Commission de l'Union africaine (CUA) sur les femmes, la paix et la sécurité du 6 au 9 décembre 2016



CECILIA ALUPO ENGOLE

# CECILIA ALUPO ENGOLE

## Teso Women Peace Activists



Cecilia Alupo Engole est co-fondatrice et directrice exécutive de Teso Women Peace Activists (TEWPA) en Ouganda. Grâce à son organisation, Cecilia a joué un rôle essentiel dans la documentation des expériences vécues des femmes survivantes de la guerre et du conflit dans la région de Teso, dans l'est de l'Ouganda.

Pendant les trois dernières décennies, la région de Teso, dans l'est de l'Ouganda, a été ravagée par la guerre et les conflits armés. Dix ans après le début du conflit, la résolution 1325 des Nations Unies sur la sécurité n'aurait pas pu être plus pertinente dans le contexte de ma région. Les observations de la résolution – que les civils, en particulier les femmes et les enfants, représentent la grande majorité des personnes touchées par les conflits armés, y compris en tant que réfugiés et personnes déplacées à l'intérieur du pays, et sont de plus en plus la cible de combattants et d'éléments armés – ont été visiblement observées à Teso.

Au moment où la résolution a été adoptée et popularisée en Ouganda, le Centre international des femmes pour la paix (WIPC) anciennement connu sous le nom d'ISIS-WICCE formait les femmes aux droits et aux processus de consolidation de la paix ciblant les femmes des zones touchées par la guerre dans les régions de Kasese, Luwero, Acholi, Lango, Teso et Karamoja. À l'époque, j'étais conseillère de district dans le district de Katakwi, dans le nord-est de l'Ouganda, avant d'être invitée à rejoindre la première cohorte de 45 femmes des zones touchées par le conflit sélectionnées pour être formée, car j'avais une expérience directe de l'impact de la guerre dans les communautés.

Lors de l'augmentation des vols de bétail dans le district de Katakwi de 2000 à 2003 et de l'invasion de l'Armée de résistance du Seigneur, plusieurs militants et moi avons mené une enquête sur la souffrance des femmes et des filles pendant les

conflits armés. Au cours de cette enquête, les femmes nous ont douloureusement raconté comment elles avaient été violées collectivement, et plusieurs nous ont dit qu'elles ont été empa-lées par n'importe quel objet sur lequel leurs agresseurs pou-vaient mettre la main, allant des tiges de métal et des branches d'arbres aux bâtons de bois. Beaucoup ont été enlevées tan-dis que d'autres sont devenues veuves et leurs biens ont été dérobés. Elles ont indiqué que certaines ont été emmenées comme esclaves sexuelles, tandis que d'autres sont devenues des épouses de commandants. Les histoires documentées dans cette enquête étaient effroyables. Elles ont ensuite raconté que beaucoup d'entre elles ont dû creuser des fosses communes des victimes de la guerre dans les sous-comtés de Ngariam et d'Obalanga.

Pendant que nous menions cette enquête, nous avons failli tomber dans une embuscade où nous avons appris plus tard que des voleurs de bétail avaient tué 21 civils à Ngariam. Je me souviens que nous avons récupéré un bébé qui tétait la poitrine de sa mère décédée. Ma collègue, la défunte Akurut Scola, a élevé ce bébé comme le sien.

Bien que j'aie été personnellement touchée par ce que j'ai vu et entendu, ces expériences vécues ont suscité suffisamment de colère pour que je fonde Teso Women Peace Activists (TEWPA) avec Amaso Christine, feu Rita Etyang, Akelo Florence et Kedi Rose pour partager avec le monde ces expériences et défendre les sans-voix. Au cours de ce voyage, j'ai été davan-tage stimulée par la formation sur les droits des femmes et des

La délocalisation implique une stratégie ascendante basée sur les personnes qui renforce l'appropriation et la participation locales pour une élaboration et une mise en œuvre plus efficaces des politiques. L'approche a été citée dans les rapports du Secrétaire général des Nations Unies au Conseil de sécurité chaque année de 2012 à 2015, en plus du rapport FPS d'ONU Femmes (2015), comme un outil clé pour concrétiser les politiques.

En Ouganda, le processus de délocalisation a été introduit par les organisations de la société civile en partenariat avec le ministère de l'égalité des sexes, du travail et du développement social. Le processus engage directement les autorités locales, les agences de sécurité, les chefs culturels et religieux, les enseignants, les institutions du secteur de la sécurité,

les organisations de la société civile, les jeunes et les médias au sein d'un gouvernement local particulier pour concevoir des interventions visant à résoudre les problèmes locaux qui compromettent la paix et la sécurité des femmes. La délocalisation facilite une plus grande coopération et collaboration intersectorielle, y compris entre les départements gouvernementaux locaux, et avec les OSC et autres partenaires de développement travaillant dans un district donné. La stratégie promeut une coordination systématique entre les autorités gouvernementales nationales et locales, promeut l'appropriation locale du programme et soutient l'identification d'actions concrètes à mettre en œuvre au niveau communautaire.

---

#### SOURCE

---

filles, la résolution des conflits et les processus de transformation que j'ai reçue de l'ISIS-WICCE, aujourd'hui le Women International Peace Centre.

Après la série de formations, j'ai obtenu un certificat en consolidation de la paix, transformation des conflits et droits de l'homme. C'était monumental pour moi car c'était une entrée dans le travail de consolidation de la paix, mais plus important encore, une occasion d'utiliser ma nouvelle voix pour plaider en faveur de la protection des droits des femmes et des jeunes qui avaient été affectés par le conflit.

J'étais motivée par le fait que les initiatives de paix précédentes n'incluaient jamais de manière significative les femmes vivant dans les zones rurales. Les personnes impliquées étaient des femmes qui occupaient déjà des postes de direction, mais même ces femmes étaient limitées dans les réunions rassemblant un grand nombre d'hommes. Ce constat m'a poussé à réfléchir au démarrage de cette initiative qui impliquerait de manière significative et active les femmes vivant dans les zones rurales dans les activités de consolidation de la paix, dans le but de changer le statu quo et de rejeter la croyance selon laquelle la place d'une femme n'est que dans la cuisine.

Nous avons commencé le travail en nous réunissant sous un arbre. Ensuite, nous avons déménagé dans un magasin chez un voisin avant de recevoir un fonds de démarrage d'un million cinq cents shillings ougandais (1 500 000 UGX) pour mener des recherches sur les expériences des femmes et des filles lors des conflits armés dans le sous-comté d'Obalanga (aujourd'hui le district de Kapelebyong).

TEWPA est exclusivement connue pour son expérience continue et de longue date dans la mise en œuvre de projets, de programmes et d'interventions visant à renforcer la démocratisation, à protéger les droits de l'homme, à défendre les droits en matière de santé sexuelle et reproductive, et à améliorer l'accès à la justice et à la coexistence pacifique. Tout ceci est réalisé en favorisant le dialogue, en impliquant et en faisant participer activement les femmes et d'autres acteurs clés dans les régions Teso et Karamoja, par le biais de structures au niveau communautaire composées de chefs de clan, de chefs religieux et d'institutions culturelles, en utilisant des mécanismes/systèmes de justice formels et informels dans les deux régions.

Aujourd'hui, nous avons réussi à mobiliser et à engager plus de 300 comités de femmes pour la paix et au moins 325 mé-



Un Baraza communautaire dans la sous-région de Kadungulu, district de Serere dans l'est de l'Ouganda organisé par Teso Women Peace Activists (TEWPA) en 2017

diatrices de paix locales formées aux droits des femmes et aux processus de consolidation de la paix. Nous avons formé plus de 120 enseignants aux droits de l'enfant et aux processus de consolidation de la paix. Ces enseignants gèrent les clubs scolaires pour la paix et les droits de l'homme dans plus de 60 écoles des régions de Teso et Karamoja. Cette série d'actions a abouti à la création de plus de 40 organisations communautaires de femmes actives. Nous utilisons la paix comme point d'entrée de toutes nos interventions.

Aujourd'hui, TEWPA est un membre très important du Global Network of Women Peacebuilders (GNWP), qui vise à construire des communautés égales, résilientes et pacifiques à travers le monde. Par l'intermédiaire des coalitions nationales et régionales dotées de mandats similaires, la TEWPA défend

les priorités des femmes en matière de paix et de sécurité humaine en mettant l'accent sur la localisation du plan d'action national pour répondre aux besoins des communautés marginalisées touchées par le conflit dans les districts de Teso.

L'une des principales activités que nous menons pour délocaliser le Plan d'action national 1325 consiste à créer et à renforcer la capacité des institutions à coordonner une réponse efficace aux violences basées sur le genre et à la prévention des conflits. Certaines activités concrètes que nous avons entreprises sont notamment la tenue de dialogues communautaires pour les communautés en conflit ou l'animation d'une émission de radio sur la coexistence pacifique, pour n'en citer que quelques-unes.



ATOCH DENG

# ATOCH DENG



Atoch Deng est une mobilisatrice au niveau local et une artisane de la paix d'Abyei, au Soudan du Sud. Son travail sur la lutte contre la violence sexuelle et sexiste, en particulier autour de la fourniture de conseils et d'un soutien psychosocial aux survivantes, a été essentiel dans la communauté dans laquelle elle travaille et vit.

La situation sécuritaire et les relations intercommunautaires à Abyei ont toujours été un sujet de discussion pour de nombreux habitants de la région et d'autres acteurs de la paix et de la sécurité. Beaucoup d'entre nous ont vu notre région ravagée par le conflit entre les communautés Ngok Dinka et Misseriya.

Lorsque les jeunes hommes et les garçons étaient recrutés de force dans les forces armées, les femmes et les filles étaient laissées à la maison pour s'occuper des personnes à leur charge. Nombre d'entre nous ont dû gagner leur vie au milieu de situations très difficiles.

Au lendemain de la crise de 2011 à Abyei, j'ai été élue vice-présidente de l'Association des femmes de Piontok, une association fondée dans le but de faire en sorte que les femmes défendent la paix à Abyei. Cela s'est produit à une époque où la guerre avait laissé des cicatrices dans nos vies. J'étais récemment devenue veuve, ce qui m'a rendue plus vulnérable pour élever seule mes sept enfants. J'ai dû gagner ma vie grâce à la vente de draps usagés sur le marché local d'Abyei. De nombreuses femmes de ma communauté portaient le poids du conflit. C'est l'ordre des choses depuis des décennies, avec très peu d'amélioration de la situation.

Au milieu d'une situation très instable, de nombreuses femmes qui voulaient jouer un rôle dans la construction de la paix dans notre communauté se sont réunies pour formuler des moyens par lesquels nous pouvons contribuer à améliorer notre vie et celle de nos familles. En 2011, l'Association des femmes de Piontok a été créée. C'était une décision opportune prise par les femmes car la conversation autour de l'agenda des femmes pour la paix et la sécurité a été popularisée en marge des pourparlers de paix qui étaient tenus entre les deux factions de Misseriya et Ngok-Dinka à Abyei.

Au cours des dix dernières années, l'Association des femmes de Piontok a travaillé en étroite collaboration avec le syndicat des femmes de Misserya pour amener les femmes de Misserya et de Ngok-Dinka à discuter des moyens de travailler ensemble pour construire la paix à Abyei. Dans ces contextes communautaires, nous avons engagé un dialogue autour des femmes qui influencent leurs parents masculins, en particulier les maris et les fils, pour qu'ils évitent de recourir au conflit. Cette approche a particulièrement réussi à influencer les normes et les attitudes concernant la masculinité néfaste.

Certaines des autres approches ont été centrées sur la cooptation des jeunes hommes dans des activités génératrices de revenus qui les éloignent simultanément des troubles. Un exemple de l'efficacité de cette approche est l'implication de jeunes hommes dans l'aide à la construction des routes. Grâce à ces routes, les femmes enceintes, les malades et les personnes âgées de notre communauté ont pu accéder aux établissements de santé en étant moins exposés aux dangers sur leur chemin.

Grâce au soutien de la Force de sécurité intérimaire des Nations Unies pour Abyei (FISNUA), la formation de comités de protection communautaire a été une initiative bienvenue pour garantir que nos communautés bénéficient d'une certaine forme de protection grâce au maintien de l'ordre public. Ces comités ont été une alternative efficace à la police communautaire. Ils ont créé un sentiment d'appartenance parmi le groupe de bénévoles. Je suis actuellement le Point Focal Violences Sexuelles et Basées sur le Genre. Mon rôle est centré sur la provision de conseils et de soutien psychosocial aux survivantes et sur la sensibilisation de la communauté à la prévention et aux réponses à la violence sexuelle et sexiste, qui continue d'être utilisée comme une arme de guerre dans la région.



SULAFABABO

# SULAFABA BABO



Lorsqu'on me demande quelle est ma vision pour Abyei, j'affirme toujours que la paix doit régner à Abyei et dans le reste du Soudan. Étant originaire de la communauté Misseriya d'Abyei, j'ai été témoin d'une multitude de violations et d'injustices contre les habitants d'Abyei. L'agitation politique a duré assez longtemps pour que maintenant, tout ce que les habitants d'Abyei veulent, c'est la paix.

J'ai commencé mon activisme social il y a plus de 15 ans, travaillant directement avec les femmes pour résoudre les problèmes d'autonomisation tout en contrant le discours sur la guerre et les conflits. Abyei est censé être le pont entre le Soudan et le Soudan du Sud, cependant, les racines du conflit remontent à plus de trois décennies. Malgré l'implication de la communauté régionale et internationale, notre communauté continue d'être ravagée par les troubles.

En raison du fait malheureux que les femmes de notre communauté ont supporté le poids de la guerre pendant de nombreuses années, nous avons commencé à nous organiser en groupes qui pourraient influencer et promouvoir une culture de paix et de réconciliation. Auparavant, le rôle des femmes dans le conflit était principalement de motiver les hommes en première ligne. Les femmes Hakamat chantent traditionnellement des chansons qui incitent les chefs de guerre tribaux à se battre. Cependant, lorsque nous avons commencé à promouvoir un récit et une culture de la paix, nous avons maintenant eu l'opportunité d'enseigner à ces femmes des moyens de

propager des messages de paix à travers des chansons et des pièces de théâtre pour la paix. Dans les chants, les Hakamat appellent aux vertus de la coexistence pacifique. Leur rôle en tant qu'agents de la paix continue d'être reconnu dans tous les appels ultérieurs à la paix.

J'ai accepté ma réalité quand j'ai reconnu que la communauté dans laquelle je vis est une communauté de combattants et de guerriers. Cependant, l'Union des femmes d'Abyei s'est donnée pour seul objectif de faire du langage de la paix le langage commun de notre communauté. Nous essayons activement de cultiver l'esprit d'harmonie au sein des familles et des communautés voisines. Les femmes d'Abyei ont un fort esprit de collaboration et sont prêtes à continuer à avancer vers l'intégration de la paix et de la sécurité. Une stratégie qui a bien fonctionné dans notre contexte consiste à organiser des rassemblements en espace ouvert pour attirer l'attention de la communauté afin de construire un mouvement qui peut constamment plaider pour la paix et mettre fin à la violence contre les femmes, les filles et les autres groupes vulnérables de la communauté. L'un de ces rassemblements était le « Non à la guerre. Oui à la paix », qui a finalement sonné l'alarme auprès des dirigeants communautaires, de la société civile et de la communauté régionale et internationale. Notre demande était claire, compte tenu de toutes les tentatives qui ont été faites pour rétablir la paix dans la région.

---

Selon le Protocole d'Abyei et l'accord de 2004 entre le GoS (Government du Soudan) et le SPLM/A [Armée/Mouvement populaire de Libération du Soudan] pour résoudre le conflit d'Abyei, un référendum sur l'avenir d'Abyei pour décider si elle devait faire partie du Soudan ou faire sécession devait se tenir en même temps que le référendum du Soudan du Sud le 9 janvier 2011. Cependant, le référendum n'a pas encore eu lieu car des divergences persistent entre les parties concernant l'éligibilité des électeurs. Le Soudan insiste sur le fait qu'un grand nombre de nomades Misseriya, qui passent plusieurs mois par an à faire paître

du bétail à Abyei, ont le droit de voter, tandis que le Soudan du Sud soutient la demande des Dinka Ngok que seuls les habitants historiques de la région (principalement des Dinka Ngok) soient autorisés à voter. Bien que les deux parties aient accepté une décision rendue en 2009 par la Cour permanente d'arbitrage sur les frontières d'Abyei, les deux pays n'ont jusqu'à présent pas réussi à parvenir à un accord sur la démarcation finale de la frontière dans la région d'Abyei.

---

#### SOURCE

---

Quelque temps auparavant, lorsque le mouvement des femmes à Abyei conjugait nos efforts, nous nous sommes rendues compte que les femmes étaient en avance sur les hommes dans la compréhension de la nécessité de vulgariser le langage de la paix. Les hommes étaient laissés pour compte dans les initiatives. Pire encore, en raison des normes culturelles et des attitudes qui limitent l'implication des femmes dans les sphères publiques, nous avons dû nous heurter à un mur de résistance. Des années plus tard, nous continuons à le faire dans un contexte politique instable. Néanmoins, après avoir plaidé sans relâche auprès des hommes, nous avons réussi à obtenir leur acceptation et leur soutien à nos activités en tant que femmes championnes de la paix.

Personnellement, être impliquée dans les activités de paix et de réconciliation entre les Misseriya et les Ngok-Dinka m'a permis d'entrevoir un avenir de paix, contrairement au pessimisme qui entoure la situation à Abyei. En avril 2021, plusieurs d'entre nous, Misseriya et Ngok Dinka, ont participé à l'Initiative de paix communautaire d'Aweil soutenue par

les Nations Unies. Je salue les Nations Unies pour avoir inlassablement maintenu et développé la paix en soutenant les processus de paix à tous les niveaux. Dans cet espace, je me suis donnée pour mission d'amplifier la voix des femmes. Les femmes d'Abyei doivent être véritablement engagées dans tous les processus et structures de paix si nous voulons parvenir à une paix durable dans ma communauté. Dans cet espace, et dans tous les autres espaces, j'affirme que les femmes d'Abyei doivent pouvoir reprendre leurs pleins droits aux hommes et vivre en harmonie avec nos autres frères et sœurs. Les lois et les politiques doivent être amendées pour reconnaître les droits des femmes.

J'espère que ma vision se réalisera si les militantes locales sont soutenues dans toutes leurs initiatives de paix locales sur la promotion de l'agenda des femmes, de la paix et de la sécurité. Nous avons besoin d'être soutenues par des outils et des compétences qui nous permettront de continuer à transmettre le message de paix à tous, sans laisser personne de côté.



La MINUAD, en collaboration avec le Comité des femmes du Nord-Darfour, a organisé une journée portes ouvertes sur la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies sur les femmes, la paix et la sécurité.



AMINA HAGI ELMI

# AMINA HAGI ELMI

---



Amina Hag Elmi est la co-fondatrice et directrice exécutive de Save Somali Women and Children (SSWC). Elle est une avocate dévouée pour des centaines de milliers de femmes déplacées en Somalie, veillant à ce qu'elles aient accès à des serviettes hygiéniques et à une hygiène de base lorsqu'elles ont leurs règles. Elle est également une fervente partisane de l'engagement actif et significatif des femmes somaliennes dans les processus politiques.

Après l'effondrement de notre gouvernement central en 1991, je suis devenue une PDI (personne déplacée interne) dans mon propre pays. Et après avoir vécu les difficultés des circonstances dans lesquelles je me suis retrouvée, j'ai décidé d'agir pour aider les femmes vulnérables, faire pression pour la paix et être la voix des sans-voix.

Lorsque ma famille a dû fuir la capitale somalienne, Mogadiscio, parce qu'elle était devenue un terrain de bataille pour les milices armées, mes règles sont arrivées, tout aussi malvenues. Cette expérience éprouvante pour les nerfs, associée à la responsabilité de prodiguer des soins à ma famille immédiate, m'a amenée à penser à d'autres femmes dans des situations similaires à la mienne, voire pires. L'état de vulnérabilité dans lequel je me trouvais était palpable. Ce jour a été un tournant qui m'a amené à consacrer ma vie au service et à la protection des droits des personnes déplacées, en particulier des femmes et des enfants.

En 1992, j'ai fondé Save Somali Women and Children

(SSWC) avec pour objectif principal de fournir des kits de dignité aux groupes de femmes et de filles vulnérables et marginalisées et de faire campagne pour la restauration de leur dignité. Ces kits comprennent des serviettes hygiéniques lavables, des sous-vêtements, des robes, des châles, des jupons, des foulards et du savon. En plus de restaurer la dignité des femmes et des filles, les articles de chaque kit de dignité répondent aux besoins d'hygiène de base.

Ma réalisation la plus remarquable a été de créer et de standardiser des kits de dignité dans les abris pour les femmes et les filles, d'établir des centres et des maisons sûres pour les femmes vulnérables en tant que PDI et les communautés d'accueil, de soutenir les survivantes des violences basées sur le genre et de fournir une formation aux compétences de subsistance pour les ménages de femmes et jeunes filles.

Lorsqu'une catastrophe ou un conflit éclate, la communauté internationale se précipite pour donner aux gens de l'eau, de la nourriture et un abri, mais il est nécessaire de sauver la dignité

---

Mogadiscio abrite environ 600 000 réfugiés somaliens, selon l'ONU, faisant de la ville l'un des centres d'Afrique où les personnes déplacées en interne sont les plus nombreuses. Dans les camps urbains non planifiés, les huttes de fortune offrent peu de sécurité aux femmes et aux filles, et [un rapport](#) de Human Rights Watch (HRW) a montré que les femmes courent un risque important de viol

dans les huttes la nuit. La situation devient encore plus précaire à mesure que les prix des terrains augmentent et que les femmes sont poussées plus loin hors de la ville, ce qui signifie des distances plus longues vers les établissements de santé et les emplois potentiels.

---

[SOURCE](#)

des femmes. Depuis 2011, Save Somali Women and Children (SSWC) a distribué plus de 70 000 kits de dignité aux femmes et filles déplacées dans le sud et le centre de la Somalie.

Sur le front politique et dans le cadre de l'initiative du Siyame Clan, j'étais parmi les femmes leaders somaliennes qui ont créé une fenêtre d'opportunité pour faire partie des conférences de paix et de réconciliation. Nous avons réussi à obtenir 25 sièges au premier parlement et les ministères de la femme après l'effondrement du gouvernement central. La construction de l'acceptation par la communauté que les femmes peuvent faire partie de la table de négociation politique supérieure et accomplir cela en encadrant l'attribution des sièges au parlement était au cœur de mon plaidoyer. C'est-à-dire un siège pour lequel seules les femmes pouvaient se présenter pour trois sièges présents au parlement. Tout cela était essentiel compte tenu du fait que l'environnement culturel et politique en Somalie n'est pas propice aux femmes en raison de la dynamique clanique et de la politique dominée par les hommes.

Lorsque le pays est entré dans la guerre civile et que les clans étaient dirigés par des seigneurs de la guerre, la situation ne nous a pas permis de simplement nous asseoir et de regarder la souffrance des femmes, des filles, des enfants et des personnes âgées déplacées de leurs maisons et vivant dans des conditions difficiles en tant que PDI ainsi que les meurtres de nos garçons, maris et frères au nom de leur clan. Cela nous a incitées à nous rassembler en tant que femmes militantes pour la paix et à unir nos voix dans la recherche de la paix et de la sécurité.

Les priorités pour les femmes, la paix et la sécurité en Somalie et en Afrique en général sont la protection des femmes et des filles ; la création de centres spéciaux et de refuges pour la formation aux compétences de subsistance, l'accès à la justice et aux conseils pour les femmes et les filles, et le soutien aux femmes pour qu'elles s'engagent de manière significative dans la politique.

Dans un pays dirigé par le patriarcat, être une militante pour la paix est un défi. L'acceptation de notre rôle en tant que contributrices à la paix et au développement a été difficile. Grâce à l'effort unifié de femmes de différents clans et à des rencontres directes avec des anciens, des politiciens et des dirigeants de la société civile, notre plaidoyer et notre travail ont été salués et ont contribué au processus de réconciliation et de paix dans le pays.

La sensibilisation au leadership des femmes est un élément essentiel qui peut renforcer les femmes en termes de sécurité et de consolidation de la paix. Cela garantira que les femmes assument des rôles de leadership et s'impliquent dans la prise de décisions lors de tables rondes dominées par les hommes. La paix commence avec les femmes car elles peuvent rassembler de nombreux partisans au sein de la communauté.

Il est très difficile d'échapper aux risques liés au fait d'être des femmes militantes en Somalie et nous sommes toujours en première ligne pour instaurer une paix durable dans le pays. Nous sommes en danger chaque minute, et sommes déterminées à faire ce qui est juste pour construire une Afrique inclusive et partagée où tous (femmes et hommes) promeuvent la paix et la sécurité.



Mama Amina avec d'autres militantes lors d'un forum sur le leadership des femmes organisé par Save Somali Women and Children (SSWC)



PETRONILLE VAWEKA RUTAYA

# PETRONILLE VAWEKA RUTAYA



Petronille Vaweke Rutaya est une militante d'une organisation non gouvernementale humanitaire. Elle a été présidente par intérim de l'**Assemblée intérimaire** de l'**Administration intérimaire de l'Ituri**, alors qu'elle était en transition du statut de district de la **province Orientale** à celui de province de la **République démocratique du Congo**. Elle a travaillé avec la **Commission de pacification de l'Ituri** en 2003, qui a aidé à établir l'assemblée.

Mon parcours de négociatrice a commencé en marge du conflit de l'Ituri quand, en 1998, la République démocratique du Congo a été déchirée par plusieurs rébellions dans la partie orientale du territoire national. La province de l'Ituri, à l'époque district de l'Ituri, était sous occupation ougandaise. Malheureusement, l'absence d'autorités étatiques et la justice partisane ont poussé diverses communautés à se prendre en charge en créant leur propre milice. Pour régler leurs conflits, principalement de nature foncière, ces communautés ont eu recours à des affrontements armés. L'Ituri était une poudrière.

C'est dans cette poudrière que j'ai commencé comme travailleuse humanitaire dans le domaine de l'eau et de l'assainissement (WASH) pour apporter un soutien aux communautés dans les camps de personnes déplacées. C'est dans ce contexte désespéré que j'ai négocié avec les chefs des milices qui tenaient auparavant le terrain principal afin que les travailleurs humanitaires puissent aider les déplacés de différentes communautés antagonistes qui avaient une haine viscérale les uns pour les autres.

En 2003, j'ai été élu présidente de l'Assemblée spéciale in-

térimaire, un organe politique qui a été créé pendant la guerre pour pallier au manque d'autorité de l'État. À ce poste, j'ai travaillé pour arrêter les hostilités et rassembler les communautés en conflit. Dans mon travail et mes messages, je continue d'encourager la coexistence pacifique par la médiation et la négociation avec les groupes armés, en plus du retrait effectif de l'armée ougandaise conformément aux accords de Lusaka. De même, avec la Mission d'observation des Nations Unies au Congo (MONUC), j'ai travaillé à la sécurisation des camps des déplacés internes. Mais surtout, j'ai lancé une campagne de sensibilisation du public dénonçant toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles, et j'ai même continué à faire pression sur les groupes armés pour qu'ils dénoncent cette tendance.

En 2004, j'ai été nommée Commissaire du District de l'Ituri par décret présidentiel. En tant que première femme à occuper ce poste, j'ai travaillé sans relâche pour la restauration de l'autorité de l'État, y compris la justice et la sécurité à travers la réhabilitation d'une armée efficace d'une police locale et la restauration de tous les services administratifs de l'État. J'ai

également participé activement au programme de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR) pour les anciens combattants, grâce auquel des enfants soldats ont été libérés et de nombreuses filles libérées par les groupes armés à Mahagi. J'ai également œuvré pour le retour et l'intégration des personnes déplacées en plus de la restauration de la sécurité dans leurs villages.

En 2006, j'ai travaillé avec engagement pour l'organisation réussie d'élections démocratiques et transparentes dans le District de l'Ituri après avoir sensibilisé la population sur le référendum constitutionnel de 2005 et la nécessité de leur participation active aux élections.

Depuis, j'ai continué à travailler pour les femmes, la paix et la sécurité en assistant à la signature des accords de paix dans mon pays et en assurant le suivi des différents engagements qui y ont été pris. Ainsi, en tant que membre de la société civile, j'ai participé activement au suivi des Accords de Goma avec le Gouvernement et les groupes armés. J'ai également soutenu les différents programmes de désarmement, démobilisation et réintégration des anciens combattants en travaillant comme experte en gestion des conflits pour le programme national de

stabilisation et de reconstruction appelé STAREC de juin 2009 à juillet 2021.

Je suis actuellement en train de suivre la situation Femmes, Paix et Sécurité en République Démocratique du Congo et dans la région des Grands Lacs à travers l'ONG « Femmes Engagées pour la Paix » que je suis en train de créer. En janvier 2021, j'ai été nommée au Groupe d'experts chargés d'accompagner le mandat de la République démocratique du Congo à la présidence de l'Union africaine. Je suis actuellement en train de suivre la situation des « Femmes, Paix et Sécurité » en République Démocratique du Congo et dans la région des Grands Lacs à travers l'organisation non gouvernementale « Femmes Engagées pour la Paix » que je suis en train de mettre en place.

J'ai eu un certain nombre de réalisations emblématiques dans mon parcours de promotion des femmes, de la paix et de la sécurité, dont certaines incluent la cessation des hostilités entre les communautés en conflit en signant des accords de paix ; la création de centres nutritionnels pour les enfants des familles déplacées par la guerre en RDC ; la libération de neuf otages casques bleus, dont un marocain à 15 km de la ville de

---

Riche en ressources naturelles, l'Ituri a été le théâtre de certains des pires affrontements du Congo. Des dizaines de milliers de personnes sont mortes entre 1999 et 2007 après une lutte pour le pouvoir entre des groupes rebelles qui s'est transformée en violence ethnique, en grande partie entre Hema et Lendu.

Après une décennie de paix relative, le conflit a repris fin 2017 lorsque des centaines de civils, pour la plupart du peuple Hema, ont été tués dans des vagues d'attaques qui ont pris les habitants au dépourvu et submergé les autorités locales et les agences d'aide.

---

#### SOURCE

Bunia et neuf népalais à environ 100 km de Bunia, le chef-lieu du district ; la réorganisation des services administratifs de l'État et le rétablissement de la sécurité dans une entité administrative anciennement sous contrôle rebelle ; la persuasion des personnes déplacées de retourner dans leurs foyers et l'organisation réussie de leur retour et de leur réintégration ; et la libération des enfants soldats des mains du seigneur de guerre Peter Karim.

Le mythe de l'incapacité des femmes à construire une nation et à contribuer à la consolidation de la paix est ce qui continue d'alimenter mon parcours en tant que femme artisanne de la paix. Je m'engage pleinement à mettre fin aux souffrances des femmes et des filles victimes de viols, de violences sexuelles, d'assassinats et de toutes sortes d'atrocités. Je suis également déterminée à mettre un terme à la guerre interethnique dans mon pays qui a causé tant de morts.

À l'inverse, dans ce parcours, j'ai rencontré des obstacles qui ne se limitent pas à être une femme désarmée face à des hommes armés. Le travail de nombreuses femmes artisanes de la paix se caractérise par des ressources financières et logistiques insuffisantes, ce qui continue d'être un défi que nous

devons relever. Étrangement, j'ai dû adapter mon état d'esprit pour voir les seigneurs de la guerre comme des personnes avec lesquelles dialoguer malgré l'ampleur des abus qu'ils ont commis. Pour gérer ces épreuves, j'ai dû surmonter la peur et retrouver la confiance en moi. J'ai également dû changer ma vision des seigneurs de la guerre et de leurs troupes pour les voir comme des êtres humains capables de changer leur comportement pour insuffler un état d'esprit de paix.

Alors que nous intégrons la promotion d'un agenda pour les femmes, la paix et la sécurité dans la région des Grands Lacs et le reste de l'Afrique, nous devons accorder la priorité à l'éradication des groupes armés ; l'inclusion et la participation des femmes dans tous les processus de paix et de sécurité, y compris la médiation et la négociation ; l'accès des femmes et des filles à l'éducation et à des soins de santé appropriés ainsi que leur autonomisation. Nous devons également veiller à l'établissement de quotas de femmes dans toutes les instances de décision aux niveaux local, national, régional et continental, et à l'implication des chefs d'État et de gouvernement aux niveaux national, régional et continental pour l'application effective de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies.



ESTHER OMAM NJOMO

# ESTHER OMAM NJOMO



Esther Omam Njomo est la fondatrice de Reach Out Cameroon, une organisation à but non lucratif centrée sur les femmes et les jeunes à Buea. Elle est une femme active dans la campagne pour la paix et la sécurité.

Lorsque j'ai fondé Reach Out Cameroon en 1996, cette décision était en réponse à l'épidémie de VIH qui sévissait au Cameroun. À l'époque, l'objectif de l'organisation était de fournir un soutien aux personnes vivant avec le VIH dans les communautés rurales de la région du Sud-Ouest qui étaient invisibles et périphériques aux efforts du gouvernement et de la société civile. Les abus et les difficultés que j'ai subis en grandissant, ainsi que les inégalités dont souffrent les femmes et les filles vivant dans les régions les plus reculées du Sud-Ouest du Cameroun, ont motivé ma décision de renoncer aux offres d'emploi du gouvernement et de me concentrer sur la lutte pour les droits des femmes et des enfants.

Peu de temps après avoir créé Reach Out Cameroon, mon attention s'est portée sur la consolidation de la paix et les droits de l'homme lorsque j'ai été témoin direct de la situation critique des femmes et des jeunes filles dans la péninsule de Bakassi, une région dévastée par le conflit entre le Cameroun et le Nigéria. Dans ce travail, j'ai rencontré et travaillé avec des femmes et des enfants victimes de viols et d'enlèvements. Offrir une tribune à ces femmes lors d'un défilé de marche en 2014 à Buea, devant le chef de l'État pour la célébration du 50ème anniversaire de la réunification du Cameroun, a été un moment d'inspiration, de quoi me propulser davantage dans mon travail de consolidation de la paix.

En 2016, le Cameroun a commencé à connaître une crise qui a été qualifiée d'une des crises humanitaires les plus négligées au monde, où le conflit entre les deux régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest a été la cause de plus de 3 700 morts et du déplacement interne de plus de 712 000 personnes. Depuis lors, mon travail s'est principalement concentré sur la fourniture de différents éléments de paix aux communautés touchées par le conflit.

La détérioration de la Crise Anglophone en 2018 a été un moment charnière dans mon parcours de militante faisant avancer l'agenda des femmes, de la paix et de la sécurité. C'est dans ce contexte de violation accrue des droits des femmes, notamment en matière de santé sexuelle et reproductive, d'exploitation des enfants et d'exposition aux vices sociaux, que j'ai mené la lutte pour le rétablissement de la paix dans les deux régions en conflit et contre le mépris incessant des droits des femmes et des enfants par les belligérants.

Mon travail a consisté à coordonner la première action civile pour plaider en faveur de la fin de la Crise Anglophone par le biais de campagnes de lamentations publiques et de manifestations publiques pacifiques dans les deux régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Le but était de dénoncer les actes flagrants de meurtres, d'enlèvements, de pillages et de

---

dommages aux biens et de faciliter la participation des femmes aux pré-consultations du Grand Dialogue National et au Grand Dialogue National lui-même.

Je me souviens d'une action civile mémorable où j'ai dirigé une marche pacifique qui était initialement prévue pour 300 femmes, mais qui a attiré plus de 3500 femmes pour dénoncer le massacre de l'école de Kumba où le 24 octobre 2020, des hommes armés ont pris d'assaut une école privée dans la région du sud-ouest anglophone du Cameroun, tuant 7 enfants et en blessant au moins 13 autres.

Bien que personne n'ait revendiqué la responsabilité des meurtres, et à la suite d'un boycott de l'éducation dans les régions anglophones depuis 2017, cet incident a déclenché un tollé public pour un besoin urgent de paix et de sécurité dans le pays.

Ce parcours ne fut pas sans obstacles, dont l'enlèvement de mes enfants et de fréquentes menaces de mort. En avril 2019, ma fille et mon fils ont été enlevés du bureau de Reach Out, dans le cadre d'une mission qui m'était destinée. Mes enfants ont été retenus en otage pendant trois jours et ce fut une expérience personnelle extrêmement traumatisante. Dans deux incidents distincts, ma famille et moi avons été brutalisés dans notre maison sous la menace d'une arme, et de nombreux objets de valeur ont été emportés.

De même, en 2020, avant la marche de Kumba, je n'avais aucune garantie que les groupes armés à l'origine du massacre ne répliqueraient pas en faisant de moi une cible, mais j'ai tenu bon malgré la crainte de devoir affronter un défi similaire à celui que j'avais affronté précédemment avec l'enlèvement de mes enfants.

J'ai enduré toutes ces épreuves au milieu d'attaques violentes par des groupes armés et d'extorsions fréquentes. En 2016, le véhicule de l'organisation Reach Out a été incendié par des groupes armés non étatiques. À plusieurs reprises, le personnel de Reach Out a été kidnappé, mais nous restons cohérents dans notre travail humanitaire et de consolidation de la paix.

Dans ce travail de première ligne, j'ai pu constater de visu que la paix signifie différentes choses pour différentes personnes. Pour une jeune fille déplacée vivant dans un endroit éloigné, la paix peut signifier avoir un kit de dignité pour gérer son hygiène menstruelle ; pour une mère qui a perdu ses enfants, cela peut signifier la guérison par des soins de santé mentale et un soutien psychosocial. Dans les situations de conflit et de post-conflit, il existe différents éléments de paix pour les survivants.

Reach Out Cameroon continue de travailler avec les groupes vulnérables au sein des communautés en les aidant à s'orienter vers la restauration et la réconciliation post-conflit. La crise a laissé de nombreuses personnes sans moyens de subsistance. Reach Out est donc intervenu pour développer et mettre en œuvre des programmes de renforcement des capacités centrés sur les moyens de subsistance et l'acquisition de compétences.



Des écoliers, leurs parents et leurs enseignants organisent une manifestation après que des hommes armés aient ouvert le feu sur une école, tuant au moins six enfants selon les autorités, à Kumba, Cameroun, le 25 octobre 2020. REUTERS/Josiane Kouagheu



JANE MACHIRA

# JANE MACHIRA



L'Honorable Jane Machira, plus connue sous le nom de Mama Amani, est une législatrice kenyane, militante pour la paix et les droits de l'homme. Elle a plusieurs années d'expérience en développement communautaire où elle est associée à plusieurs initiatives de paix.

J e suis née dans le comté de Laikipia au Kenya. Même si j'ai eu l'occasion de vivre et de travailler à l'extérieur du comté après avoir fondé ma famille, j'ai élevé mes quatre enfants dans le comté de Laikipia. C'est une région que je connais bien. J'ai été témoin du développement, des défis et je connais bien le potentiel qui se trouve dans le comté. C'est ainsi que mon militantisme a commencé. Ayant vu et vécu directement comment l'instabilité et la pauvreté ravageaient les familles et comment les femmes luttait pour relever ces défis, j'étais convaincue que la mobilisation du changement de la base au sommet était une stratégie qui apporterait un changement à long terme et durable. J'ai commencé par avoir des discussions informelles avec des femmes à l'église et dans nos groupes de table-bancs sur la façon dont nous pourrions renverser le cycle de la pauvreté et de l'instabilité grâce à de petits efforts. Par exemple, avoir des discussions avec nos maris et nos fils, encourager les dirigeants de l'église à faire davantage d'appels à la paix, encourager les dirigeants locaux à être vigilants et de poursuivre les auteurs de crime en justice, etc.

Ces efforts sont devenus avec le temps des déclencheurs de conversation et des opportunités pour des discussions et des discours approfondis. J'ai ensuite rejoint les caravanes de la paix organisées par des ONG et le gouvernement pour appeler à la paix dans la région. Cela a élargi mon réseau et mon exposition au terrain et aux problèmes à travers le comté. C'est alors qu'en 1997, j'ai été employée comme chargée de pro-

grammes au Centre pour la résolution des conflits au Kenya et que j'ai officiellement poursuivi les efforts de résolution des conflits, de médiation et de paix d'une manière formellement structurée. Mes responsabilités étaient d'initier et de soutenir des initiatives visant à résoudre le cycle de conflits interethniques violents dans les trois comtés voisins de Laikipia, Samburu et Baringo. Ces régions sont habitées à la fois par des agriculteurs et des éleveurs qui, au fil des ans, ont enregistré de fréquents cas de vol de bétail, de conflits entre l'homme et la faune sauvage et d'autres problèmes liés à la sécurité. Cette situation a été principalement attribuée à la concurrence pour l'eau et des pâturages rares et en diminution, la prolifération des armes légères et de petit calibre, le déclin du rôle des anciens de la communauté, l'incitation politique, les pratiques culturelles préjudiciables, la marginalisation et l'insuffisance du personnel de sécurité de l'État.

Pendant ce temps, dans le cadre de l'organisation, nous avons pu former près de 6 000 habitants, anciens du village et membres du clergé à être des artisans de la paix et des médiateurs pour participer activement aux réunions communautaires (barazas), aux comités de paix, aux caravanes de la paix et pour soutenir les anciens de la communauté dans l'arbitrage en tant qu'approches locales pour les initiatives de consolidation de la paix.

Tout au long de mon parcours, j'ai enregistré plusieurs succès notables qui m'ont apporté la gratification de voir des



Des artisanes de la paix locales célèbrent l'anniversaire de la résolution UNSCR1325 dans le comté d'Isiolo, au Kenya.

Nous devons nous attaquer à toutes les formes de discrimination et de violence à l'égard des femmes et des filles et aux pratiques traditionnelles néfastes telles que la mutilation génitale féminine (MGF)

changements dans le comté de Laikipia. Plus important encore, j'ai constaté la réduction du cycle des conflits violents qui ont toujours tourmenté le comté. La sécurité, le respect des droits de l'homme et la bonne gouvernance au niveau local se sont également améliorés suite à l'utilisation de stratégies dirigées par la communauté. Il existe désormais une tolérance inter-ethnique entre les membres des différentes communautés et des initiatives durables de prévention et de gestion des initiatives de reconstruction et de développement post-conflit qui en ont fait un environnement sûr pour tous, en particulier les femmes et les enfants. Un autre de mes succès fut de parvenir à briser le plafond de verre et de démontrer que les femmes peuvent contribuer de manière significative à l'architecture de la paix et de la sécurité qui est principalement dominée par les hommes.

J'ai pu servir au sein du comité de paix du district de Laikipia, avec lequel nous avons établi des politiques et des mécanismes de résolution des conflits. J'ai pu utiliser le sport comme mesure de réconciliation et voir son impact positif. Des communautés belligérantes ont été réunies pour jouer ou regarder les matchs de football, encourageant ainsi la coexistence pacifique. J'ai pu obtenir quatre opportunités de formation sur la résolution des conflits et la formation à la paix à Arusha, en Tanzanie, au MS TCDC et j'ai inscrit plus de 500 habitants issus du clergé, des dirigeants locaux, des femmes et des jeunes pour participer et bénéficier de la formation. Les efforts de ces initiatives de consolidation de la paix et de prévention des conflits ont eu un impact positif en dissipant les tensions lors des violences post-électorales de 2007-2008, car les comtés cosmopolites avaient appris les aspects de la coexistence pacifique et enregistré un minimum de conflits et de violence.

En démontrant mes capacités de leadership, j'ai participé

aux élections et je suis devenue la toute première femme élue représentante du comté de Laikipia. Pendant cette période, j'ai eu la capacité structurelle d'influencer davantage de changements, comme le forage de cinq puits pour résoudre les causes sous-jacentes du conflit dans certaines zones telles que Doldol, Kia Ndege, Naibrom, et l'installation de conduites d'eau pour fournir de l'eau sur 9 km dans la zone de Makutano dans le quartier de Ngobit. Je suis très heureuse de voir que toutes ces installations d'approvisionnement en eau sont à ce jour pleinement opérationnelles. J'ai élargi les possibilités de table-bancs pour permettre à plus de 1000 femmes de tout le comté d'être formées à l'épargne, à l'emprunt et à l'investissement, et nous avons rejoint l'organisation de femmes Joywo ; j'ai pu travailler en étroite collaboration avec le gouvernement national pour assurer le déploiement adéquat de personnel de sécurité dans les zones exposées aux conflits ; j'ai pu parrainer plus de 700 enfants scolarisés grâce à des bourses d'études ; et j'ai fourni des serviettes hygiéniques à chaque fille scolarisée dans la circonscription de Laikipia Nord. L'éducation est importante pour sortir les gens de la pauvreté.

Dans le cadre de mon travail, certaines recommandations essentielles doivent être prises en compte.

Les femmes de Laikipia et de tout le continent ont un besoin crucial de paix, car nous sommes touchées de manière disproportionnée par l'instabilité, les femmes et les filles étant victimes d'abus sexuels pendant les crises. Nous sommes poussés dans des camps de personnes déplacées et de réfugiés pour y vivre dans des situations précaires.

Les femmes et les filles ont besoin d'éducation. L'éducation nous renforce et nous donne la capacité de participer de manière significative dans tous les secteurs, par exemple en tant que médiatrices dans des situations de conflit.



# Women Volunteers for Peace – WOVOP



Women Volunteers of Peace (WOVOP), une organisation dirigée par des jeunes femmes, a été fondée en mai 2019 dans le comté de Kisumu, dans la région ouest du Kenya. WOVOP a commencé comme un programme de discussion d'étudiants organisé dans des universités afin d'améliorer la compréhension de la paix et d'identifier les menaces et les problèmes qui sapent la paix dans les établissements d'enseignement, par exemple les grèves et les incendies d'écoles. Le programme visait également à développer des moyens par lesquels ces menaces et déclencheurs pourraient être signalés et atténués, étant donné que le comté de Kisumu était auparavant un « point chaud » de violence à chaque cycle électoral.

Il était évident que les menaces à la paix dans les écoles et les universités se répercutaient sur la communauté, ce qui a ensuite conduit à la création de WOVOP. L'organisation a été fondée sur la prémisse qu'il existe un besoin urgent de résilience dans les communautés en raison de la nature néfaste des traumatismes dans les communautés dans lesquelles nous travaillons. Nous avons jugé pertinent d'initier des méthodes créatives dans lesquelles nous pouvons contribuer à accroître la participation des jeunes femmes aux processus de paix. Dans le comté de Kisumu, une région du Kenya en proie à des conflits interethniques, nous avons constaté que les femmes et les filles hésitaient à parler des crimes atroces commis dans leurs communautés de peur de devenir la cible des auteurs. Les conflits interethniques ont toujours eu des effets néfastes sur le tissu social des communautés et leurs moyens de subsistance. Cette situation a évolué vers un phénomène très dévastateur. Comme bien trop souvent lors de ces situations de volatilité, ce sont les femmes et les filles qui sont principalement affectées.

Face à ces dynamiques, Women Volunteers of Peace a considéré qu'il était crucial de semer des graines de paix dans la jeune génération via les Peace Corners. Ces Peace Corners ont été des centres pour les femmes et les filles qui ont adopté la culture du partage de leurs inquiétudes et de leurs sentiments pour une gestion efficace du stress et la guérison des traumatismes. Grâce à ce programme, nous avons créé des espaces et des plateformes sûrs permettant aux femmes de partager leurs histoires, d'apprendre et de comprendre les différentes dynamiques affectant la coexistence pacifique. Ces centres ont été créés dans des établissements d'enseignement allant du primaire au supérieur.

En raison de la pandémie de la COVID, nos engagements ont

dû se concentrer sur la communauté en général avec la création de Peace Corners dans les 7 sous-comtés du comté de Kisumu, chacun dirigé par 2 champions de la paix, une femme et un homme. L'objectif de cette structure était d'engager les jeunes, notamment les femmes, à identifier les défis et les risques qui compromettent la paix et la sécurité dans les sous-comtés en les plaçant au sommet, en jouant un rôle essentiel dans l'identification, l'atténuation et la réponse aux conflits dans la communauté ainsi que de faire entendre leur voix pour participer activement à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix dans le comté de Kisumu.

WOVOP utilise la technologie numérique par le biais des médias sociaux comme outil de plaidoyer pour un programme de paix en organisant des chats mensuels sur Twitter et des réunions Zoom à des fins d'éducation sur le genre et la paix. Grâce à ces espaces virtuels, nous pouvons vulgariser les messages clés autour de la paix à Kisumu et dans le reste du Kenya.

Actuellement, WOVOP gère un programme sur les médias sociaux appelé Mental Fridays sur Instagram en direct intitulé « HOW ARE YOU? » qui a abouti à un espace sécurisé en ligne et hors ligne qui encourage des discussions ouvertes sur la guérison mentale entre les femmes et les filles pour aider à briser la stigmatisation entourant la maladie mentale tout en rappelant au public que de l'aide est disponible. Les sessions en ligne ont lieu tous les vendredis et avec 3 invités, l'un d'entre eux étant un expert en santé mentale pour démystifier la guérison mentale dans la Corne de l'Afrique. Les séances physiques sont des contrôles mensuels de routine avec plus de 300 volontaires pour renforcer et inculquer la résilience aux jeunes femmes et hommes de la région ouest du Kenya.

Début 2020, WOVOP a lancé une campagne intitulée Color Up Peace - Kenya. La campagne, en partenariat avec Color Up Peace - Ukraine, invite des personnes du monde entier à soumettre des photographies de ce que la paix représente pour elles. Plus tard, ces photographies sont transformées en pages à colorier que d'autres personnes peuvent colorier et partager leurs visions de la paix. La campagne Colour Up Peace au Kenya donne aux communautés et aux individus la possibilité de ré-imaginer leur monde pour réaliser un changement social. L'art est un outil essentiel qui peut être utilisé pour populariser une culture de la paix dans notre communauté. Le livre de coloriage spécifique au Kenya peut donc être téléchargé sur le site web de Color Up Peace.



AISHA EL-ZADMA

# AISHAEL- Zadma

---



Aisha El-Zadma est une artisane de la paix libyenne dont le travail en tant que négociatrice de paix entre les communautés belligérantes a encouragé d'autres femmes à assumer le rôle de construire une paix durable en Libye.

Le début de mon parcours en tant qu'artisane de la paix en 2018 a été déclenché par le pire aspect du conflit entre deux tribus : Awlad Sulaiman et Qadhadhfa. En 2011, le conflit a commencé par une discussion qui s'est transformée en une dispute enflammée qui a ensuite débouché sur un conflit. Le conflit est alors devenu un conflit armé et s'est terminé en guerre. Avant cela, les deux tribus vivaient dans la paix et la tranquillité. Lorsque le conflit a éclaté, il était désolant d'assister à une rupture de la fraternité de personnes qui partageaient tant d'histoire. Au fil des ans, plusieurs autres tribus libyennes ont tenté d'intervenir dans le conflit, mais elles n'ont pas réussi à atteindre un point de compromis et de réconciliation.

À un moment donné, mon mari et moi avons accueilli plusieurs jeunes en tant que visiteurs des tribus en conflit dont nous avons demandé les raisons de la guerre. Malheureusement, les réponses à nos questions étaient difficiles. À ce

moment-là, ils nous ont laissé entendre qu'ils n'étaient pas intéressés par la guerre. Cependant, il y avait un problème plus important et caché. Chaque fois qu'une famille perdait un parent masculin, les parents féminins poussaient les jeunes, surtout les jeunes hommes, à agir par vengeance. Il était évident que les femmes soufflaient sur les braises du conflit.

Avec cette réalisation douloureuse, j'étais convaincue que je devais jouer un rôle dans la paix et la réconciliation entre les deux tribus. J'ai consulté mon frère et l'ai informé de mes intentions. J'ai immédiatement commencé à visiter différentes maisons pour mobiliser les femmes qui feraient ce parcours avec moi. J'ai commencé avec la tribu Awlad Sulaiman et je suis passé à la tribu Qadhadhfa. Lorsque les deux comités ont été formés, nous avons commencé à mobiliser les anciens, les leaders d'opinion, les autorités locales et les sympathisants pour qu'ils se joignent aux efforts de réconciliation avec les deux comités.

---

Après la révolution de 2011, Benghazi est passée sous le contrôle d'un assortiment de groupes armés et de milices qui avaient mené la lutte contre l'ancien régime. Ces forces étaient urbanisées et principalement d'orientation islamiste, certaines modérées et d'autres plus dures. Le renversement de l'ordre ancien par ces forces révolutionnaires idéologiques n'a pas plu aux

tribus, qui ont tendance, de par leur nature, à être prudentes et opposées au changement. De nombreux anciens et élites se sentaient décidément mal à l'aise face à la direction que prenait la révolution.

---

[Parger, Alison. \(15 MAI 2020\).](#)

[« Haftar, Tribal Power, And the Battle for Libya ». War on the rocks.](#)



Un atelier de formation organisé par l'American Bar Association avec le soutien du Bureau de la démocratie et des droits de l'homme s'est tenu en 2019. L'atelier a réuni des militants locaux, des médiateurs de réconciliation et des organisations de la société civile sur les méthodes de travail en matière de justice transitionnelle.

Après un exercice de mobilisation de masse, nous avons prévu que le premier dialogue ait lieu dans la ville de Syrte. Ce dialogue avait un ordre du jour fluide car nous voulions avoir une discussion franche et ouverte sur les déclencheurs du conflit et les moyens par lesquels les femmes pourraient contrer les récits de conflit entre les deux tribus. Comme prévu, nous avons ceux qui allaient dans le sens de l'objectif du dialogue, et aussi ceux qui nourrissaient visiblement de mauvaises pensées de contestation. Après trois longues et laborieuses journées passées dans la pièce à discuter de ce que le conflit signifiait pour tout le monde, nous avons commencé à réaliser que les femmes dans l'espace se déchargeaient de leurs sentiments. Dans l'évaluation du conflit, il a également été indiqué que le conflit s'était étendu au-delà de Sabha jusqu'au sud de la Libye.

Par la suite, nous avons organisé un dialogue similaire à Benghazi, en adoptant la même structure d'un espace brut et ouvert pour avoir des discussions franches sur les déclencheurs et les solutions au conflit.

Dans les deux dialogues, mes entretiens ont tourné autour de la fin du conflit, de la réunification et de l'implication de tous les citoyens dans la vulgarisation du langage de la paix à travers notre religion.

Dans mes recommandations, j'ai parlé franchement de la façon dont les jeunes peuvent être encouragés à déposer les armes dans le but de réparer le tissu social.

À l'issue de ce cycle de dialogues, nous avons formulé un certain nombre de recommandations et d'engagements, notamment : défendre les intérêts de la nation, éviter l'arrogance et la domination qui appellent à la vengeance ; maintenir



En marge de l'atelier de formation sur la justice transitionnelle qui s'est tenu en 2019, une réunion impliquant un représentant de la tribu Tabu avec laquelle la tribu Awlad Suleiman a un contentieux de longue date a eu lieu. Cela a abouti à la réconciliation entre les deux tribus.

les droits des parties concernées jusqu'à ce que justice soit rendue ; interdire aux groupes subversifs de diriger la scène politique des deux tribus ; travailler au retour des biens à leurs propriétaires légitimes des deux tribus ; utiliser tout ce qui nous a été donné pour mettre fin à la scission et combattre la sédition et ses sources en créant un système social avec tous les liens qui ont uni les deux tribus à travers l'histoire ; et la réconciliation entre tous les membres de la tribu, y compris tous les groupes d'âge, hommes et femmes.

Suite à ce remarquable cycle d'événements, j'ai fondé une

initiative appelée **Atnab Albeyet**. Dans cette initiative, je travaille en étroite collaboration avec la Dr. Fayza Younes Al-Basha, Mme Salha Muhammad Abu Zaid, Mme Aisha Ahmed Hammouda, Mme Zahara Al-Sharif et Mme Congratulations Issa. L'initiative ne suit aucune orientation politique et n'opère ni n'implique aucune organisation de la société civile. La motivation de l'initiative est le lien social amical que nous offre notre foi. L'objectif d'Atnab Albeyet est de rassembler tous les Libyens sous les piliers d'une même maison comme les membres d'une même famille.



# ELLE

LIVRE NUMÉRIQUE

*se bat pour  
la paix*



# NATIONS UNIES — CARTE D

## Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine (BNUUA)

- Missions de solidarité de haut niveau ONU-UA sur les femmes, la paix et la sécurité dirigées par la vice-secrétaire générale des Nations unies et l'envoyée spéciale de l'UA, qui se sont rendues dans les pays de la Corne de l'Afrique à savoir Djibouti, l'Érythrée, l'Éthiopie et la Somalie en 2019 ; au Tchad, au Niger et au Soudan du Sud en 2018 ; et en République démocratique du Congo et au Nigeria en 2017. Les missions ont servi à mettre en évidence la participation et le leadership des femmes dans les domaines de la paix et de la sécurité, du développement et des questions humanitaires dans ces pays, en mettant en outre l'accent sur la tolérance zéro à l'égard de la violence sexiste et les défis en matière de sécurité climatique.
- Participer à la plupart des réunions du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (CPSUA), y compris la session ouverte annuelle du CPSUA sur les femmes, la paix et la sécurité tenue tous les ans en octobre. Dialogue, both held in December 2020.
- Publication du livre « Elle se Bat pour la Paix » en 2020, pour commémorer le 20ème anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 du CSNU et pour reconnaître les contributions des femmes africaines et des réseaux de femmes à la promotion de la paix et de la sécurité en Afrique. Il s'agissait d'une initiative conjointe BNUUA-CUA (Commission de l'Union africaine).
- Production et diffusion des épisodes 1 et 2 de la série de podcasts « Elle se Bat pour la Paix » en 2021, comprenant 22 épisodes, explorant l'état de mise en œuvre de l'agenda « Femmes, Paix et Sécurité » et amplifiant les voix des femmes africaines engagées dans ces efforts.
- Production du livre numérique et du site Web « Elle se Bat pour la Paix ». Le livre numérique explorera davantage les expériences des femmes dans le domaine de la paix et de la sécurité en Afrique, tandis que le site Web servira d'outil d'information et de communication sur l'agenda FPS en Afrique. Il comprendra une communauté de pratique pour les membres inscrits à travers le continent ou dans le monde entier travaillant à faire progresser le rôle des femmes dans la paix et la sécurité.
- Soutenir le Réseau des femmes leaders africaines (AWLN) en développant un site Web et une identité de marque, ainsi que le travail des chapitres nationaux en 2021.
- Soutenir la CUA dans l'élaboration d'un programme de formation sur l'intégration de la dimension du genre dans les opérations de soutien de la paix de l'UA en 2021.
- Soutenir l'élaboration et la publication de la note d'orientation sur « L'inclusion numérique des femmes dans la consolidation de la paix en Afrique » en 2021.
- Soutenir le déploiement de trois médiatrices du Réseau des femmes africaines dans la prévention des conflits et la médiation (Femwise-Africa) pour renforcer les bureaux de liaison de l'UA dans trois pays.
- Co-organisation du dialogue conjoint de haut niveau UA-BNUUA pour commémorer le 20ème anniversaire de la résolution 1325 du CSNU sous le thème « Faire avancer l'agenda pour les femmes, la paix et la sécurité ; leadership politique, partenariats et action concrète au-delà de 2020 ».
- Co-organisation du dialogue conjoint CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest)-BNUUA pour commémorer le 20ème anniversaire de la résolution 1325 du CSNU et le dialogue sur le genre, tous deux tenus en décembre 2020.
- Soutien à l'émissaire de l'UA pour la jeunesse en 2020, offrant un programme de mentorat et de formation pour les jeunes femmes africaines.

## Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel

- Sessions d'échanges thématiques tous les deux mois sur « l'impact de la COVID-19 sur l'agenda Genre, Femmes, Paix et Sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel ».
- Symposium pour la commémoration du 20ème anniversaire de la résolution 1325 du CSNU (2000) sur les femmes, la paix et la sécurité.
- Réunion annuelle du Groupe de travail sur les femmes, les jeunes, la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel en 2021.
- Session de formation annuelle sur le développement et l'harmonisation des outils de rapport, de suivi et d'évaluation de la résolution 1325 (2000) en 2021.
- Mission de solidarité au Tchad du 25 juin au 2 juillet 2021, comprenant un plaidoyer de haut niveau pour l'implication des femmes dans le processus de transition

## Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA)

- Finalisation et adoption conjointes de l'UNOCA et de la CEEAC (Communauté économique des États de l'Afrique centrale) du PAR (Plan d'Action Régional) de la CEEAC et du PAN (Plan d'Action National) du Gabon sur la résolution 1325 du CSNU (2018).
- Visite de pays et atelier de préparation conjoints UNOCA, ministère de la femme de la CEEAC, OSC (Organisations de la société civile), BCR (Bureau du Coordonnateur Résident)/EPNU (Équipe de pays des Nations Unies) des PAN de la Guinée équatoriale et Sao Tomé & Príncipe sur la résolution 1325 du CSNU, suivi du PAN du Tchad sur la résolution 1325 du CSNU (2021).
- Atelier conjoint UNOCA, ONU Femmes, BCR/EPNU sur la composante FPS de la Stratégie de maintien de la paix (SMP) au Congo, avec un accent sur la redéfinition des priorités, la participation politique des femmes, la consolidation de la paix et la réduction de la violence communautaire (2019-21).
- Atelier conjoint UNOCA, DPPA (Département des Affaires Politiques et de la Consolidation de la Paix des Nations unies), BCR, EPNU sur la stratégie de maintien de la paix (SMS) au Tchad pour soutenir la participation des femmes à la transition (2021).
- Projet conjoint de Médiation (fond extrabudgétaire) UNOCA- CEEAC-DPPA soutenant la participation des femmes à la prévention et à la résolution des conflits (2021).
- Conférence de Kinshasa sur les femmes, la paix et la sécurité visant à lancer le réseau des femmes médiatrices d'Afrique centrale (octobre 2021)

## Bureau de l'Envoyé spécial des Nations Unies pour l'Afrique (OSE-HoA)

- Atelier sur le genre et de cartographie FPS pour les représentants gouvernementaux (pour les représentants gouvernementaux) et de l'Institut de la Paix et de la Sécurité (IPS) sur des initiatives existantes dans la Corne de l'Afrique (2021).
- Initiative conjointe ONU-IGAD pour conduire l'analyse et le dialogue sur la paix et la sécurité (agenda FPS pour l'IGAD (en cours)).
- Intégration du genre, des femmes, de la paix et de la sécurité dans le processus de prévention des Nations Unies pour la Corne de l'Afrique (en cours).

## Mission multidimensionnelle des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA)

- Atelier de réflexion nationale de haut niveau sur la participation des femmes (janvier 2020) aboutissant à l'inclusion de 9 femmes des parlements nationaux (novembre 2020)
- Lancement des salles de réunion de crise pour les femmes des parlements nationaux (2021)
- Les Assises Nationales de la Refondation comptent plus de 500 femmes.

[unoau.unmissions.org](http://unoau.unmissions.org)



Color indicates UN mission's territory cover:

- La couleur indique le territoire couvert par la mission de l'ONU :
- Chevauchement de deux missions couvrant le même territoire
- Chevauchement de trois missions couvrant le même territoire

## Mission multidimensionnelle des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA)

- Analyse conjointe ONU / UE / UA du processus de paix en RCA en juin 2020 et qui a donné lieu à des recommandations pertinentes pour la paix en RCA.
- Initiative conjointe MINUSCA/PNUD/ONU Femmes : Mise en place d'un « processus de veille » pour les élections 2020-21 dans les 16 préfectures.
- Rapport d'évaluation sur la participation des femmes aux élections locales (2021)

# L'AGENDA FPS EN AFRIQUE

## Nations Unies pour la Corne de

entants des États membres, les OSC, l'IGAD (Autorité  
d'études sur la paix et la sécurité (IPSS) afin de faire le point  
(9).

développement du plan d'action régional (PAR) sur les femmes,

té dans la mise en œuvre de la Stratégie régionale globale de  
cours)

## intégrée des Nations Unies MINUSMA)

tion des femmes aux processus politiques et de paix  
rties signataires au comité de suivi de l'accord de paix

pour une transition et des élections inclusives (octobre

35 % de femmes dans leurs commissions dirigeantes.



## intégrée des Nations Unies pour centrafricaine (MINUSCA)

dans une perspective de genre qui a été initiée en 2019 et finalisée  
nentes pour renforcer le rôle des femmes dans les processus de

ce de Salles de réunions de crises pour les femmes, « des cases  
, y compris Bangui, la capitale, menées en 2020/2021.

ions et analyse des violences électorales faites aux femmes en RCA

## Mission d'appui des Nations Unies en Libye (UNSMIL)

- Réunion des OSC sur la participation politique, les élections et la mise en œuvre de la représentation des femmes à hauteur de 30 % qui vise à organiser la réunion stratégique de haut niveau.
- Discussion avec des femmes de différents partis politiques sur les femmes dans les partis politiques, la participation politique et les lois électorales.
- Discussion sur le renforcement des capacités des unités féminines au sein des forces de police visant à inclure les femmes dans le secteur de la sécurité.
- Discussion avec les femmes de la LPDF, de la Chambre des représentants et les femmes des partis politiques visant à rassembler les femmes pour pouvoir unifier les groupes de femmes libyennes et travailler ensemble pour l'autonomisation des femmes.

## Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan (UNITAMS)

- ppu conjoint de l'UNITAMS, ONU Femmes et du PNUD à diverses dirigeantes soudanaises des droits des femmes dans leur mobilisation pour une participation directe aux pourparlers de paix entre le gouvernement de transition du Soudan et le SPLM-N El Hilu. (avril-juin 2021)
- Mobilisation conjointe d'UNITAMS, de l'équipe de médiation sud-soudanaise et des parties qui a conduit à la participation de 5 femmes expertes en genre comme observatrices dans la négociation. (avril-juin 2021)

## Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (UNSNOM)

- Renforcement de la participation politique des femmes incluant la médiation, la réconciliation, les élections, la consolidation de la paix, y compris la signature d'accords de paix et les processus électoraux.
- Nous apportons un soutien consultatif, technique et logistique, notamment sous la forme de conseils techniques, d'orientation, de plaidoyer, d'appui à la formulation de politique, de la législation, etc.
- Actuellement, l'un de nos principaux engagements consiste à soutenir la réalisation du quota minimum de 30 % de femmes lors des élections en cours.

## Bureau de l'Envoyé spécial des Nations Unies pour les Grands Lacs (OSESGL)

- Table ronde consultative régionale sur les femmes en tant qu'agents de changement pour la transformation sociale et économique (juillet 2020)
- Table ronde consultative régionale sur la prévention de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et leur protection. (août 2020)
- Table ronde consultative régionale sur les mesures efficaces pour garantir une participation politique significative des femmes et leur contribution à la consolidation de la paix. (août 2020)
- Une mission de solidarité et de bons offices de deux jours au Burundi à laquelle ont participé deux représentants du Conseil consultatif et la conseillère principale en matière de genre au O/SESG-GL. (mars 2020)
- Mission conjointe de prévention de la violence électorale du Conseil consultatif menée par une dirigeante Femwise (Liberata Mula Mula) (mars 2020)
- Réunion au niveau des ambassadeurs de la Commission de consolidation de la paix sur les femmes, la consolidation de la paix et le développement dans la région des Grands Lacs. (novembre 2020)
- Formation avancée de FemWise - Africa sur la médiation et la négociation dans la région des Grands Lacs qui a abouti à la formation d'un pool de femmes médiatrices pour promouvoir les initiatives liées à la diplomatie préventive, à la violence électorale et à l'approche non militaire de la sécurité (septembre 2021).

## Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA)

- Engagement de la FISNUA auprès de l'administration locale et les chefs traditionnels d'Abyei qui a abouti à la participation de deux femmes de la communauté Misseriya et de trois de la communauté Ngok Dinka au dialogue de paix tenu du 22 au 26 février 2021.
- Dans la partie nord d'Abyei, la FISNUA a continué à renforcer l'action des femmes dans la communauté Misseriya en menant sept consultations avec les chefs traditionnels et les représentantes des femmes sur la primauté de la participation des femmes à la prise de décision communautaire à Al Radaya, Difra, Goli et Makines et à al -Askar, Farouk et Um Khaer en mars 2021. Il en a résulté un engagement des chefs traditionnels à promouvoir la participation des femmes et un accord des femmes leaders sur la mise en place de mécanismes de coordination et d'engagement entre elles et les chefs traditionnels.
- La FISNUA continuera à impliquer les femmes leaders et leurs réseaux, les chefs traditionnels et l'administration locale dans les communautés Misseriya et Ngok Dinka afin de promouvoir la participation, la représentation et le leadership des femmes aux niveaux décisionnels.

# SOURCES

- Page 24 [https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=3093831](https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3093831)
- Page 29 <https://www.accord.org.za/conflict-trends/reviving-peace-in-south-sudan-through-the-revitalised-peace-agreement/>
- Pages 38, 68 <https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2017/06/02/59162/>
- Page 52 <https://www.womensmediacenter.com/women-under-siege/creating-heaven-in-a-place-called-hell-drc-activist-responds-to-us-tablo>
- Page 57 <https://www.inclusivepeace.org/wp-content/uploads/2021/05/case-study-women-somalia-2000-en.pdf>
- Page 60 <https://punchng.com/haunted-by-20-year-violence-killings-plateau-struggles-to-end-bloodshed/>
- Page 64 <https://www.facinghistory.org/reckoning/mato-oput-versus-international-criminal-court>
- Page 76 <http://1325naps.peacewomen.org/wp-content/uploads/2021/07/Uganda-2021-2025.pdf>
- Page 82 [https://www.justice.gov/sites/default/files/eoir/legacy/2013/06/12/sudan\\_4.pdf](https://www.justice.gov/sites/default/files/eoir/legacy/2013/06/12/sudan_4.pdf)
- Page 86 <https://www.hrw.org/report/2013/03/28/hostages-gatekeepers/abuses-against-internally-displaced-mogadishu-somalia>
- Page 86 <https://www.ozy.com/the-new-and-the-next/the-woman-whos-given-dignity-back-to-70000-refugees/95989/>
- Page 91 <https://www.thenewhumanitarian.org/feature/2020/05/05/Ituri-Congo-Hema-Lendu-CODECO-demobilisation>
- Page 103 <https://warontherocks.com/2020/05/haftar-tribal-power-and-the-battle-for-libya/>.



# ELLE

LIVRE NUMÉRIQUE

*se bat pour  
la paix*



Ce livre numérique est la deuxième publication après la première publiée en commémoration du 20ème anniversaire de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Cet e-book retrace 23 parcours supplémentaires de femmes et d'organisations africaines contribuant à la mise en œuvre de l'agenda Femmes, Paix et Sécurité en Afrique. Il permet également de faire entendre la voix des femmes en ce qui concerne leurs préoccupations et leurs expériences dans les efforts de consolidation de la paix.